UNITÉ PROLÉTARIENNE

Revue théorique du groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!

No 8 (Vol. 2, No. 2), Décembre 1977

LES CRISES ÉCONOMIQUES SONT INÉVITABLES SOUS LE CAPITALISME

1930

1977

Camarades ouvriers, camarades et amis,

Sans le développement d'une propagande de masse communiste, l'avant-garde ouvrière n'a pas de réponse aux fausses solutions bourgeoises, et pas d'arme offensive pour s'éduquer sur ses tâches révolutionnaires. Elle est vouée à chercher sa "boussole" comme on cherche une aiguille dans une botte de foin.

Mettre sur pied une revue de propagande correspond donc à l'affirmation générale qu'à la première étape de la construction du Parti prolétarien, c'est la propagande qui permet d'amener les éléments avancés du prolétariat à une conscience communiste et dynamique, de transformer ces leaders ouvriers en dirigeants révolutionnaires. Mais ce n'est pas suffisant: il faut aussi que la création d'une revue de propagande d'EN LUTTE! réponde aux conditions de la première étape au Canada.

Le développement sans pareil du mouvement ouvrier canadien impose aux communistes de réaliser leur unité. Alors que dans le pays le mouvement marxiste-léniniste est dispersé et que sa fusion au mouvement ouvrier ne fait que s'amorcer, la nécessité d'un organe théorique marxiste-léniniste devient cruciale. EN LUTTE! doit donc prendre en main systématiquement la tâche d'intensifier la lutte pour l'unité et d'y développer la lutte de lignes articulée autour du programme politique; autrement, le ralliement se trouvera compromis, et la division et l'éparpillement risquent d'élargir la voie du développement de l'opportunisme.

La création d'une revue théorique est donc une nécessité objective au moment où nous mettons en marche notre plan de lutte pour l'unification des marxistes-léninistes canadiens. Car pour que l'unité soit une unité de fer, elle doit se forger autour d'un programme politique clairement articulé.

Organisons-nous pour lire collectivement la revue. Transmettons nos critiques. Organisons dans nos usines, nos quartiers, nos syndicats, nos écoles, nos familles, des campagnes d'abonnements qui assureront le soutien financier au travail de propagande communiste.

EN LUTTE!

Voici la liste des adresses à travers le pays où l'on peut contacter EN LUTTE!:
Halifax: **Boîte postale 7099, Halifax-nord, Nouvelle-Ecosse.**
Montréal: **(514-844-0756), 4933 de Grand Pré, Montréal, Québec.**
Québec: **(418-522-2186), 290 de la Couronne, Québec.**
Rouyn-Noranda: **Boîte postale 441, Noranda, Québec.**
Hull: **C.P. 1055 Succ. B, Hull.**
Toronto: **(416-763-4413), 2749 rue Dundas ouest, Toronto, Ontario.**
Régina: **Boîte postale 676, Régina, Saskatchewan.**
Vancouver: **Boîte postale 1027, Station "A", Vancouver, Colombie-Britannique.**

UNITÉ PROLÉTARIENNE
Revue théorique du groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!
LES CRISES ÉCONOMIQUES SONT INÉVITABLES SOUS LE CAPITALISME

SOMMAIRE

Editorial

La fascisation de l'Etat, un signe de faiblesse de la bourgeoisie 2

Correspondance

Quand le P.C.C. a-t-il sombré dans le révisionnisme? 6

L'internationalisme prolétarien, ce n'est pas faire du tourisme dans les pays socialistes! 8

Les crises économiques sont inévitables sous le capitalisme 12

Qu'est-ce qu'une crise? 13

La crise actuelle s'est développée sur la base de la crise généralisée du capitalisme 17

La crise économique et politique au Canada 28

Conclusion 36

De quel programme le prolétariat canadien a-t-il besoin? 37

Pour maintenir sa dictature réactionnaire: la bourgeoisie veut couper les ailes au mouvement ouvrier 44

Lettre ouverte à M. Roger Lemelin, éditeur de La Presse 51

Le mouvement communiste international en marche: le Parti communiste du Brésil poursuit dans la voie révolutionnaire 55

A propos de la lutte anti-impérialiste (extraits) 56

Maintenir toujours haut levé l'invincible drapeau du marxisme-léninisme 60

Page couverture:
Photo du haut: manifestation de chômeurs contre les mesures de crise du gouvernement Bennet au Manitoba en 1931.
Photo du bas: manifestation en Saskatchewan pour le retrait de la loi C-73 sur le gel des salaires.

Editorial

LA FASCISATION DE L'ÉTAT, UN SIGNE DE FAIBLESSE DE LA BOURGEOISIE

La lutte contre le terrorisme a toujours été invoquée par la bourgeoisie pour justifier l'intensification de la répression sur la classe ouvrière et sur son avant-garde communiste, pour restreindre les droits démocratiques du peuple et renforcer ainsi sa domination en instaurant un régime où les règles de la démocratie bourgeoise sont mises de côté, un régime de dictature ouverte: le fascisme.

De l'incendie du parlement allemand, réalisé en 1933 par les nazis afin de pouvoir accuser les communistes, jusqu'au vol de dynamite, l'incendie de grange et le projet de détournement d'avion de la part de la Gendarmerie royale du Canada, la tactique est exactement la même. La bourgeoisie a besoin de ces trucs pour convaincre l'opinion publique de la nécessité de renforcer son appareil de répression.

Personne ne s'étonnera alors que devant la série spectaculaire de crimes commis par la G.R.C., les politiciens bourgeois, une fois qu'ils ont exprimé un semblant d'indignation, reprennent vite leur sang-froid pour proposer... de changer la loi afin que ces mêmes actes deviennent pleinement légaux! Pas étonnant non plus que Trudeau prenne la défense de tous ces actes, qui auraient valu à tout "citoyen ordinaire" les peines les plus sévères, en expliquant que c'est une illégalité comparable à un excès de vitesse pour conduire un mourant à l'hôpital...

Mais Trudeau ne croyait pas si bien dire. Les mesures de répression ouverte ou cachée que multiplie actuellement la bourgeoisie à l'égard de la classe ouvrière et du peuple canadien sont bien là pour tenter de sauver de sa fin inéluctable un système pourri, et les mesures semblables prises par les autres bourgeoisies des pays capitalistes et impérialistes n'ont pas d'autre but.

Qu'on pense à l'Allemagne où, sous le couvert de la chasse aux terroristes de la bande à Baader, les autorités s'attaquent en fait à tout mouvement d'opposition, depuis les organisations marxistes-léninistes qu'elles veulent interdire jusqu'aux intellectuels progressistes qui sont soupçonnés de "sympathie pour les terroristes", pendant qu'elles essaient effrontément

de faire croire au "suicide" simultané des terroristes qu'elles gardaient prisonniers dans la plus sécuritaire des prisons allemandes. Dans ce pays gouverné par un parti social-démocrate qui s'est fait élire sur la foi d'une sorte de "préjugé favorable envers les travailleurs", les organisations nazies pullulent et distribuent leur propagande; les salles de cinéma s'arrachent le film qui présente la vie de Hitler sous un jour tout à fait favorable; les journaux bourgeois emploient l'expression *"le soi-disant* criminel de guerre Kappler" en parlant de ce bandit nazi qui vit sous la protection de l'Etat allemand après avoir été enlevé de sa prison italienne. Par ailleurs, des lois spéciales soumettent à un contrôle policier jusque dans sa vie privée tout candidat à la fonction publique ou à l'enseignement, afin d'éliminer ceux qui ont des idées "de gauche".

Qu'on pense à l'Espagne où les partis d'opposition, y compris les révisionnistes du P."C".E. ont signé avec le gouvernement un accord sur la création d'une unité spéciale anti-guérilla ainsi que sur la réforme des lois sur l'ordre public afin de donner à cette unité spéciale la possibilité de prolonger les détentions préventives, de faire des arrestations sans mandat, d'écouter les conversations téléphoniques et d'ouvrir le courrier de toute personne *soupçonnée* d'activités terroristes, d'empêcher les journaux de parler de cette unité, etc.

Qu'on pense à l'Angleterre où, pendant que le groupe fasciste de M. Tyndall organise librement des manifestations racistes dans les quartiers mêmes où habitent les travailleurs immigrés, une base secrète appelée "22nd Special Air Service" est en opération à Hereford, où s'entraînent des marines hollandais, des officiers de l'armée iranienne, des commandants d'Oman, des Malaisiens, bref les forces qui sont à l'avant-garde de la répression fasciste et de la contre-révolution.

La bourgeoisie canadienne ne veut pas être en reste: 4,000 nouvelles recrues pour l'armée, toutes destinées à la "défense du territoire canadien", prévisions budgétaires pour l'armée en 1978 de 3 milliards 800 millions, renforcement de la milice qu'on va doter de nouveaux chars Mowag spécialement adaptés aux combats de rue, au contrôle des foules et autres tâches de "sécurité interne". Pour sa part, le capitaine Brûlé de l'armée canadienne préconise la création d'une force semi-permanente pour lutter contre "l'infiltration, le sabotage et la subversion", une force qui, "par sa présence au sein de la communauté comme monsieur-tout-le-monde..., serait plus facilement perçue comme amicale que ne le sont les soldats en uniforme" (1). Ajoutez à cela toute l'activité d'infiltration, d'écoute électronique, d'ouverture du courrier, de soudoiement d'indicateurs, etc., pratiquée par la G.R.C. et les autres forces policières à l'égard des syndicats et des groupes politiques, et voilà un portrait pour le moins inquiétant.

Est-ce du fascisme? A cette question importante pour le prolétariat et pour le peuple, il existe deux réponses erronnées. L'une consiste à qualifier de fasciste toute action répressive de la part de l'Etat bourgeois; l'autre consiste à croire qu'on ne peut parler de fascisme qu'après un coup d'Etat qui met soudainement fin au régime parlementaire et aux autres institutions de démocratie bourgeoise. Nous devons nous garder de ces deux erreurs, toutes deux dangereuses, car la première dilue la notion de fascisme en lui donnant le sens général de répression et empêche ainsi de distinguer ce qu'il y a de spécifique dans le fascisme; elle désarme la classe ouvrière devant le danger du fascisme qui n'est pas n'importe quelle forme de dictature bourgeoise. C'est un peu comme dans la fable du berger qui, à force de crier au loup sans raison, n'a plus été capable d'alerter personne quand le loup arriva pour vrai.

La deuxième erreur, quant à elle, désarme aussi les masses en véhiculant une image stéréotypée du fascisme (le coup d'Etat fasciste) et en ne dévoilant pas les étapes de fascisation progressive qui préparent le terrain à la victoire politique complète du fascisme.

Il est évident par exemple qu'au Canada nous ne vivons pas actuellement sous un régime fasciste, mais nous devons prêter une attention particulière à la mise en place de toute une série de mesures tant législatives que

---

(1) Le Devoir, 25 octobre 1977, p.5

militaires et policières. Regardons les divers paliers de gouvernement passer des lois qui restreignent les droits démocratiques, comme la loi C-73 qui s'attaque à la liberté de négociation et au droit de grève; comme la loi C-24 qui prive les travailleurs immigrés de tout droit réel; comme les lois 41 et 92, en Alberta et en Colombie-britannique, qui enlèvent le droit de grève dans la fonction publique; comme le projet de loi 45 au Québec qui vise à mettre la main du gouvernement dans les affaires internes des syndicats et qui n'est au fond qu'une version modifiée du projet de loi 89 du temps de Bourassa. Regardons le gouvernement fédéral proposer par la loi 51 l'élargissement de l'écoute électronique et penser à élargir le cadre d'activités de la G.R.C. Regardons aussi l'éclosion de la démagogie nationaliste, tant de la part du P.Q. qui demande la collaboration des travailleurs avec les patrons au nom de la nation, que du côté fédéral qui en fait autant, cette fois pour "sauver le pays de la destruction". Regardons comment d'une part la bourgeoisie modernise et accroît ses forces de répression pendant que de l'autre elle charge la police de créer les situations de crise qui justifient ces mesures. Après tout cela, on s'apercevra que même si ce n'est pas encore le fascisme, il y a tout de même dans l'air les odeurs familières de cette peste bourgeoise, qui nous rappellent l'interdiction du Parti communiste canadien par le gouvernement Bennett dans les années 30, la *loi du cadenas* de Duplessis et la chasse aux sorcières après la Deuxième Guerre mondiale.

Et nous n'avons pas à attendre les assassinats en série des chefs ouvriers et des militants communistes par des "escadrons de la mort" comme au Brésil ou en Argentine, nous n'avons pas à attendre que les organisations politiques et les syndicats ouvriers soient interdits ou que les maisons des travailleurs militants soient pillées et marquées de la croix gammée, comme le furent récemment celles des travailleurs mexicains par la main du Ku Klux Klan aux Etats-Unis, nous n'avons pas à attendre que les défenseurs de la liberté soient torturés comme au Chili ou en Iran pendant que la littérature révolutionnaire est brûlée sur la place publique, pour nous persuader que comme l'écrit Dimitrov, ce grand dirigeant de l'Internationale communiste, "le fascisme au pouvoir, c'est la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier", (2) et qu'il nous faut lutter dès maintenant contre tout germe de cette dictature terroriste qui apparaît souvent sous le prétexte de la lutte au terrorisme.

Il faut bien reconnaître que les actions terroristes donnent effectivement à la bourgeoisie un prétexte de choix et il est important pour les communistes et le prolétariat canadiens de bien se démarquer par rapport aux groupes terroristes dont les actions spectaculaires sont l'oeuvre d'individus qui méprisent totalement les masses et qui, n'ayant aucune confiance dans la capacité des travailleurs de faire eux-mêmes leur libération, se donnent pour mission de faire la révolution à leur place. De ce fait, ils se lancent dans des actions désespérées, sans autre lendemain que la répression accrue et la démobilisation des forces qu'ils voulaient "exciter" par leurs actes individualistes. Qu'il soit bien clair que le terrorisme n'a rien à voir avec la stratégie et la tactique communistes pour la révolution.

Mais qu'il soit clair aussi que si le terrorisme sert de *prétexte* à la bourgeoisie pour lui faire prendre le chemin de la dictature fasciste, il ne saurait en aucune façon être la *cause* de la fascisation.

"Les milieux impérialistes, dit encore Dimitrov, tentent de faire retomber *tout* le poids de la crise sur les épaules des travailleurs. *C'est pour cela qu'ils ont besoin du fascisme.* Ils s'efforcent de résoudre le problème des marchés par l'asservissement des peuples faibles, par l'aggravation du joug colonial et par un nouveau partage du monde au moyen de la guerre... Ils s'efforcent de *devancer* la montée des forces de la révolution en écrasant le mouvement révolutionnaire des ouvriers et paysans... *C'est pour cela qu'ils ont besoins du fascisme.*" (3)

Même si ces paroles ont été prononcées en 1935, elles sont très actuelles, car elles résument des leçons politiques essentielles, à savoir que le fascisme n'est pas amené par le terrorisme ni par un "esprit détraqué"

---

(2) Georges Dimitrov, Oeuvres Choisies, p.39, Editions Sociales
(3) Ibidem, pp.37-38

comme on a souvent présenté Hitler, mais qu'il s'agit bien d'une forme spécifique de régime qu'adopte la bourgeoisie pour consolider son pouvoir en temps de crise. Et ce sont bien les bourgeoisies monopolistes qui, se débattant en pleine crise du capitalisme, ont besoin de soumettre le mouvement ouvrier dans leur pays respectif, car la stabilisation de leur pouvoir leur est nécessaire tant pour leurs activités impérialistes présentes que pour la guerre entre bandits qu'ils préparent. La situation au Canada ne fait pas exception: c'est bien dans le but de faire porter le poids de la crise par les travailleurs que la bourgeoisie canadienne multiplie les mesures économiques (contrôle des salaires sans contrôle des prix, mesures pour hausser la productivité, coupures dans les services pour subventionner l'entreprise privée, etc.) et les mesures politiques qui limitent les droits démocratiques et tentent de briser la capacité de résistance du mouvement ouvrier.

C'est bien aussi pour pouvoir être concurrentielle au niveau international que la bourgeoisie canadienne est impliquée jusqu'au cou dans l'affrontement qui se prépare entre les deux blocs impérialistes dirigés par les USA et l'U.R.S.S. Et pour cela elle a besoin de mâter le mouvement ouvrier et de transférer les fonds de dépenses sociales vers l'armement.

Il est clair aussi que, comme en Allemagne, les restrictions des droits démocratiques et l'intensification de la répression visent en tout premier lieu les communistes et les ouvriers les plus combatifs, comme le démontrent cette proposition des chefs de police canadiens à leur congrès tenu cette année en Colombie-britannique, qui vise à interdire les groupes "maoïstes", les tentatives de soudoiement de la G.R.C. auprès d'un journaliste du Montreal Star pour espionner les groupes marxistes-léninistes, l'infiltration d'un syndicat des meuniers en grève, les perquisitions au domicile de militants, les intimidations, etc.

Mais il ne s'agit pas pour nous d'alarmer sans raison le prolétariat canadien en criant au fascisme. Evoquer le danger du fascisme c'est avant tout appeler à lutter. La fascisation de l'Etat canadien, on l'a vu, c'est un danger croissant, et cela en raison même du fait que la bourgeoisie se débat dans l'une des pires crises de son histoire. Aussi, pour chercher à s'en tirer, elle lance des attaques de plus en plus brutales contre la classe ouvrière et le peuple, et met en branle tous les moyens dont elle dispose pour renforcer sa dictature: armée, police, soutien et complicité de groupes fascistes comme le Western Guard qui se charge de dévaliser des organisations comme le groupe Praxis de Toronto contre la pauvreté et de livrer son butin à la G.R.C. Evoquer le fascisme, c'est donc avant tout appeler à lutter contre les étapes préparatoires du fascisme qui visent à désarmer la classe ouvrière, à lutter contre les attaques politiques de la bourgeoisie comme les lois C-73, C-24, etc., lutter contre les plans de collaboration de classe qu'elle essaie de nous passer par l'entremise des nationalistes, des sociaux-démocrates et des bureaucrates syndicaux vendus.

Car il faut bien voir que la montée du fascisme se fait par l'écrasement du prolétariat, particulièrement facilité dans certains pays par la trahison des révisionnistes qui ont privé celui-ci de son état-major, de son parti d'avant-garde. Cette même montée du fascisme montre surtout la faiblesse de la bourgeoisie qui n'est plus capable d'imposer ses mesures anti-ouvrières derrière son masque de démocratie et qui doit donc dévoiler au grand jour sa nature dictatoriale.

Dans cette situation, le prolétariat doit lutter pour protéger et élargir les droits démocratiques permis sous le capitalisme, mais contre le danger de fascisme, le prolétariat doit viser la cause profonde: viser à renverser le capitalisme lui même. Pour cela le prolétariat doit mener sa lutte sur le terrain politique et son programme doit être de "s'emparer du pouvoir d'Etat, détruire l'appareil de dictature de la bourgeoisie et instaurer sa propre dictature sur les exploiteurs". (5)

C'est seulement de cette façon que le prolétariat en arrivera à éliminer l'exploitation et l'oppression, à bâtir une société pour le bien-être de tout le peuple, une société socialiste.

---

(4) Le Devoir, 25 octobre 1977, p.5
(5) Projet de programme pour le parti prolétarien canadien, article 10

Correspondance

APPEL A NOS LECTEURS

Camarades et amis,

Le premier numéro d'UNITE PROLETARIENNE avait déjà souligné qu'un des objectifs importants de la nouvelle revue est d'ouvrir ses pages au débat, qui va grandissant au Canada, parmi les masses ouvrières et populaires ainsi qu'au sein du mouvement marxiste-léniniste, sur les questions de programme politique prolétarien et d'unification des marxistes léninistes canadiens.

Cet objectif peut être atteint si les ouvriers et les autres individus ou groupes, sympathisants aux idées communistes ou déjà engagés dans la lutte pour la construction d'un authentique parti prolétarien (marxiste-léniniste) au Canada, s'expriment sur ces questions et utilisent les instruments de presse communiste pour le faire.

Vous êtes sans doute déjà au courant que le journal EN LUTTE! reçoit régulièrement des lettres et des articles d'ouvriers, d'ouvrières, de ménagères, d'agriculteurs, d'assistés sociaux, d'étudiants et de professeurs, etc. De cette façon, le travail d'agitation et de propagande communiste du journal témoigne des luttes des masses, de leurs besoins et de leurs aspirations au socialisme, et travaille à réaliser cette fusion du marxisme-léninisme et de l'avant-garde du prolétariat et des autres couches du peuple canadien, fusion indispensable à la création du parti prolétarien et à la révolution au Canada.

Ce que le journal a réussi à accomplir, il faut aussi que la revue le mette sur pied et l'organise. Voilà pourquoi nous invitons les individus, les groupes d'étude et de syndicalisme, les groupes populaires, les groupes anti-impérialistes, etc... et tous ceux qu'intéresse la lutte politique des masses prolétariennes et populaires, à nous écrire.

Pour des communistes, ouvrir largement la presse à l'expression des idées des masses, c'est bien sûr une façon de mettre "en évidence cette vérité du marxisme-léninisme que la sagesse est dans les masses, que la force nous vient des masses" (EN LUTTE!, no 77, p. 7). C'est aussi travailler à mettre en application une des leçons historiques du mouvement ouvrier et communiste international, que Mao Tsétoung a su bien résumer en parlant de cette question lors du lancement de la revue L'Ouvrier chinois, en 1940 à Yenan:

> **"Une fois lancée, une revue doit être prise au sérieux et bien menée. Rédacteurs et lecteurs portent à cet égard une responsabilité partagée. Il importe que les lecteurs expriment leur opinion et fassent connaître, par de courtes lettres ou de petits articles, ce qui leur plaît et ce qui ne leur plaît pas. C'est la seule façon d'assurer le succès de la revue" (voir Oeuvres choisies, t. II, p. 434).**

L'appel est donc lancé à tous nos lecteurs, d'écrire à la revue. C'est une nécessité et un devoir pour chacun de faire connaître son point de vue, de critiquer notre travail et d'y faire triompher l'esprit prolétarien, l'esprit de Parti. La correspondance peut et doit alimenter la revue sur toutes les questions relatives aux luttes révolutionnaires des masses; elle doit aider aussi à critiquer tous les aspects politiques et matériels de la production de la revue: choix des articles et des rubriques, traitement de leur contenu , longueur et répartition des articles dans un numéro, illustrations, qualité de la langue et des traductions, composition et montage, etc. Et les ouvriers en particulier doivent se prononcer sur l'ensemble des questions politiques à l'ordre du jour, comme le Projet de programme pour le Parti prolétarien. Ils doivent de plus en plus faire entendre leurs voix dans le mouvement marxiste-léniniste.

ECRIVONS A LA REVUE "UNITE PROLETARIENNE"! ENCOURAGEONS AUSSI NOS CAMARADES ET AMIS A LE FAIRE!

Quand le P.C.C. a-t-il sombré dans le révisionnisme?

Camarades,

J'ai pris connaissance dernièrement dans le no. 7 de la revue **Unité prolétarienne** d'un article intitulé "Brève histoire de la lutte pour la reconstruction d'un Parti prolétarien au Canada". Ce texte, à mon avis, est très à point concernant l'historique des diverses tendances ou groupes qui ont joué ou veulent jouer un rôle dans la reconstruction du Parti. Même s'il a la particularité de bien nous faire saisir l'actio de ces groupes dans les années 70, et plus tard dans la tâche de la reconstruction du Parti, ce texte, par contre, a le désavantage de mal nous faire comprendre la dégénérescence du Parti "communiste" canadien. Ceci s'explique sans nul doute à cause du manque d'informations, renseignements et documents relatifs à son histoire et surtout à sa vie interne.

Comme vous le disiez vous-mêmes dans cet article, *"Cette tâche (explication scientifique du processus de dégénérescence d'un parti prolétarien en un parti bourgeois réformiste) est à peine amorcée au sein de notre mouvement et il est d'une nécessité absolue de la poursuivre et de l'approfondir"*. C'est dans ce sens que j'entends vous soumettre un certain éclairage quant au révisionnisme du P."C".C. à partir de quelques données que j'ai pu recueillir.

Il faut se souvenir d'abord du contexte dans lequel le P.C.C. (clandestin à l'époque) évoluait. En 1939, celui-ci était fort de quelque 20,000 membres à travers le Canada (excluant Terre-Neuve). Avant-garde de la classe ouvrière, il dirigeait une bonne partie des luttes ouvrières à l'échelle du pays. Pour ne pas m'éterniser sur sa force d'alors, disons pour aller au plus court qu'il avait le vent

dans les voiles. Selon des témoignages d'anciens militants, plusieurs fois corroborés, il y avait une seule ombre au tableau: ses relations avec l'Union soviétique. Celles-ci l'amenaient à considérer le P.C.(B.)U.S. comme un parti-père. Même si l'analyse du P.C.C. concernant la conjoncture de l'époque était principalement juste, il n'en demeurait pas moins qu'au plan international le P.C.C. avait une ligne suiviste vis-à-vis le P.C.(B.)U.S. Ceci était le résultat d'une déviation grave qui avait cours au sein des dirigeants du P.C.C. de l'époque. Cette déviation s'exprimait dans le culte de la personnalité de Staline et d'un pays: l'Union soviétique. Ce n'est pas ici une condamnation de Staline que j'entends produire car je ne peux savoir si le P.C.(B)U.S. alimentait cette relation de dépendance, faute de données.

Pour se remettre sur le chemin, c'est-à-dire à l'apogée du Parti, celui-ci vit cette erreur. C'était l'époque où l'U.R.S.S. signait le pacte de non-agression avec l'Allemagne. Ce fut pour les communistes canadiens la première douche froide. Eux qui avaient bâti pendant six ans des fronts anti-fascistes voyaient la mère-patrie (comme on le disait alors) s'allier avec des ennemis. Comment expliquer cette situation aux masses canadiennes? Ce fut par le *"non à la guerre"*; en somme, tout pour éviter un conflit. Selon eux, l'U.R.S.S. se posait comme le champion de la paix. Malheureusement pour l'Union soviétique, ce court répit, qui s'explique plus par le désir d'avoir le temps de contrer le fascisme, n'a duré que deux ans. Il faut saisir ici cette déviation des dirigeants du Parti qui tentent d'expliquer la position de l'Union soviétique comme étant le champion de la paix, alors qu'en réalité il s'agissait de contrer la menace nazie.

J'ai oublié de mentionner tantôt comment prenait effet la déviation du culte de la personnalité et d'un pays. Par exemple, pour la formation des cadres canadiens, le Parti en envoyait une partie aux écoles "Lénine" en U.R.S.S. Comme si la formation ne doit pas être le fait du Parti du pays en question. Le fait de considérer que la grande armée rouge devait venir nous libérer en est un autre exemple.

En 1941, année de l'agression allemande contre le territoire soviétique, le Parti communiste canadien réagit vivement en changeant sa position pour la paix (non à la guerre!) pour une position qui affirmait qu'il fallait défendre la mère-patrie. Cela s'est concrétisé, pour être plus précis, dans ce que l'on a appelé alors le *"no strike pledge"*. C'est une entente entre le "National Executive Committee" (NEC), au nom du P.C.C., et le gouvernement fédéral du temps. Elle se lisait à peu près comme ceci: le gouvernement du Canada reconnaît officiellement l'existence du P.C.C., en autant que celui-ci change de nom, que ses dirigeants fassent de la prison pour la forme (un mois), que les dirigeants du Parti s'abstiennent d'inciter leurs membres dans les syndicats à la grève. Voilà donc grosso modo cette entente qui alimentait la déviation du Parti en lui permettant d'aller à la défense de la mère-patrie en se joignant à ses ennemis pour permettre un effort de guerre total. Le Congrès d'août 43 ne fit que consacrer cette déviation. C'est en devenant officiel, donc en 1943, que le Parti s'engagea dans la voie du parlementarisme. Pour corroborer mes dires, je me permets de citer ici un texte: "Vers l'unité canadienne et la victoire en 1943". Ce texte, qui est en fait un rapport, est daté du 14 février 1943 et a été écrit par Emery Samuel et Tim Buck. Voici donc la citation: *"Nous espérons en arriver à une meilleure entente avec le Parti, les membres et les amis de la C.C.F. (ancien nom du N.P.D.) au Québec. Dans la récente élection municipale à Montréal, nous avons proposé aux chefs de la C.C.F. d'unir nos forces..." "Une élection partielle s'annonce dans le comté de Cartier. Nous avons placé sur les rangs un de nos meilleurs camarades: Fred Rose"*. Voilà qui en dit long sur la ligne collaboratrice du Parti et sur la voie parlementaire comme unique horizon à la classe ouvrière. Il y a donc eu avant 1943 une ligne politique erronée qui s'est glissée dans les rangs du Parti. Mais cette déviation s'est trouvée à être renforcée par d'autres maux qui se sont greffés à elle. On peut parler à ce moment-ci du browderisme (nom d'Earl Browder, secrétaire général du Parti communiste américain du temps). Pour beaucoup de militants communistes canadiens, il est apparu que cette coopération entre communisme et capitalisme, ou entre bourgeoisie et classe ouvrière, de façon plus locale dans l'effort de guerre pouvait durer. Au lieu de voir le conflit de classe comme révolutionnaire, ils le voyaient plutôt comme "évolutionnaire". De façon plus concrète, cela s'exprimait de la façon suivante: il ne faut pas se battre contre la bourgeoisie car de toute façon le socialisme s'en vient. Le browderisme détruira un nombre effarant de cellules aux Etats-Unis et au Canada. On les transformera en clubs larges qui auront comme invités des ministres libéraux du temps, pour discuter des réformes à apporter au système capitaliste en attendant le socialisme.

Ce n'est qu'en 1945-46 que le Parti reconnaîtra ses erreurs, aidé en cela par ses anciens militants de retour de la guerre. Mais, et cela est très grave, le Parti ne fit jamais d'autocritique sur ce sujet. Pourquoi? Parce que le Parti, croyait-on à l'époque, ne fait jamais d'erreurs...

Un lecteur
d'UNITÉ PROLÉTARIENNE

N.D.L.R.

C'est avec plaisir que nous reproduisons votre lettre dans ce numéro d'UNITÉ PROLÉTARIENNE car nous croyons qu'elle apporte, faits à l'appui, un témoignage intéressant sur la dégénérescence du P.C.C. Permettez-nous cependant d'émettre certains commentaires ou de souligner certaines ambiguités que semble contenir votre lettre.

Tout d'abord, le groupe EN LUTTE! ne possède actuellement aucune preuve lui permettant d'affirmer que le "culte de la personnalité" de Staline ait existé réellement. Mais indépendamment de cela nous croyons nécessaire de mettre nos lecteurs en garde face à l'utilisation qu'ont toujours fait les révisionnistes, dont ceux du P.C.C., du "culte de la personnalité" de Staline qui leur sert de prétexte pour renier totalement l'oeuvre de ce grand dirigeant prolétarien. C'est sous le prétexte du "culte de la personnalité" que des traîtres comme Kroutchev se sont permis de mettre à la poubelle toutes les réalisations de Staline et, pire encore, de renier les enseignements fondamentaux du marxisme-léninisme que Staline et le P.C.(B.)U.S. avaient défendu fermement contre toutes les formes d'opportunisme. Bien sûr, le bilan complet de cette période de l'histoire du mouvement communiste international n'est pas terminé, mais dès à présent, il nous est permis d'affirmer sans hésiter que Staline et le P.C.(B.)U.S. sous sa direction sont toujours demeurés fondamentalement attachés au intérêts du prolétariat.

Un peu plus loin votre lettre semble opposer la lutte pour la paix à la lutte anti-fasciste durant la deuxième guerre mondiale et cela nous apparaît créer certaines ambiguités. En effet, il faut d'abord comprendre que la deuxième guerre mondiale, commencée comme une guerre inter-impérialiste en 1939, se transforma toutefois en une guerre de libération lorsque se forma un front uni mondial anti-fasciste de tous les peuples et nations, avec à sa tête l'Union so-

viétique attaquée par l'Allemagne nazie en juin 1942. A partir de cette date il ne s'agissait plus seulement pour le prolétariat international de mettre fin à une guerre impérialiste où s'affrontaient deux blocs impérialistes tout aussi rapaces l'un que l'autre, mais de sauver de l'invasion nazie le premier Etat de dictature du prolétariat au monde. Par contre, en ce qui concerne l'attitude du P.C.C. durant la guerre nous sommes tout à fait d'accord avec vous, ce fut une attitude de compromis à 100% avec la bourgeoisie canadienne et nous comptons revenir sur cette question dans un prochain numéro d'UNITÉ PROLÉTARIENNE.

Enfin, concernant "l'entente entre le National Executive Committee (NEC) au nom du P.C.C. et le gouvernement fédéral", nous croyons comprendre que vous ne parlez pas là d'une entente formelle "en bonne et due forme", ce dont nous ne possèdons aucune preuve. Mais entente ou non, toujours est-il que le P.C.C. là encore a vendu les intérêts de la classe ouvrière canadienne à l'impérialisme pour une quelconque reconnaissance légale du parti.

Des contributions comme la vôtre nous sont d'un apport considérable afin de tirer les leçons précieuses de cette période où le prolétariat canadien a perdu son parti d'avant-garde. C'est pourquoi nous invitons tous ceux qui ont connu cette période de notre histoire ou qui l'ont étudié à nous faire part de leur expérience en écrivant à UNITÉ PROLÉTARIENNE.

L'internationalisme prolétarien, ce n'est pas faire du tourisme dans les pays socialistes!

La Ligue tentait dans son article du 30 septembre 77 d'expulser EN LUTTE! du mouvement marxiste-léniniste canadien, sous l'accusation fausse et mensongère qu'il avait *"complètement sombré dans le révisionnisme"*.

Le moins que l'on puisse dire c'est que la Ligue aime, à la manière du Journal de Montréal, les gros titres frappants, misant comme tous les journaux bourgeois sur le sensationnalisme. Comparons: *"L'Albanie expulse les techniciens chinois"* (un article du Journal de Montréal du mois de juillet); *"Marion s'est-il kidnappé lui-même?"*; *"EN LUTTE! a complètement sombré dans le révisionnisme"*.

Mais comme le Journal de Montréal, les articles qui suivent ces gros titres ne viennent en rien prouver, faits et analyse à l'appui de telles affirmations. Est-ce à dire que la Ligue compte plus rallier l'avant-garde du prolétariat canadien par sa mise en page et ses gros titres plutôt que par l'éducation communiste comme elle prétend vouloir le faire dans son éditorial du même numéro?

Que veut la Ligue en expulsant le groupe EN LUTTE!? Veut-elle, comme elle le prétend, faire maison nette, sarcler le jardin du mouvement marxiste-léniniste des herbes vénéneuses révisionnistes? Ou veut-elle, comme je le crois, régler au plus vite avant de perdre toute crédibilité au sein des masses le sort du seul groupe communiste (m.-l.) qu'elle considérait capable de stopper son projet carriériste de s'autoproclamer le seul *"Parti authentiquement communiste"* au Canada?

Dans cet article du 30 septembre, j'ai relevé pas moins de 32 attaques qui sont soit mensongères, soit des déformations délibérées des positions d'EN LUTTE!. Comme si la classe ouvrière n'en avait pas assez des torchons de la bourgeoisie, des révisionnistes et des trotskystes pour mener ce type de charge gratuite et pédante. Mais malgré cela, il est de mon avis qu'il faudra qu'EN LUTTE! reprenne chacune d'elles et qu'ainsi EN LUTTE! démontre aux ouvriers canadiens toute la fausseté de cette fumisterie et démasque les véritables motifs de ce geste révoltant de la Ligue, comme EN LUTTE! l'a fait dans sa brochure *"Contre le sectarisme"*.

L'article du 30 septembre de la Ligue constitue pour moi non pas la synthèse de la lutte idéologique et politique à tous les niveaux entre la Ligue et EN LUTTE!, mais bien la conclusion logique de l'action scissionniste et opportuniste de la Ligue dans la lutte pour créer son Parti sans égard pour la classe ouvrière et le peuple canadien. S'adressant aux militants *"sincères d'EN LUTTE!"* (comme si tous les militants d'EN LUTTE! y compris sa direction ne l'étaient pas), la Ligue leur demande *'d'examiner avec la plus grande attention les critiques que nous avançons ici, et que nous avons développées dans plusieurs autres articles"*. Justement, si nous les mettons les uns à la suite des autres ces fameux articles *"polémiques"* de la Ligue, traitant de la ligne et de la pratique d'EN LUTTE!, on peut de cette manière mieux saisir la méthode scissionniste qui permet aujourd'hui à la Ligue d'exclure le groupe EN LUTTE!. Cette méthode pourrait faire rager Hardial Bains (N.D.L.R.: Président du "P.C.C.(m.-l.)" lui-même dans sa tentative de mystifier les masses. Nous pouvons la résumer en quelques points:

1) rejeter toute forme de polémique franche et ouverte avec EN LUTTE!;
2) lancer graduellement des attaques pêle-mêle, sans explication, sans aucune démonstration. En tirer des conclusions toujours plus insinueuses et ronflantes, style *"EN LUTTE! glisse dans le marais de l'opportunisme"*, *"EN LUTTE! s'allie aux boss syndicaux et aux réformistes contre les communistes (de la Ligue naturellement)"*, *"EN LUTTE! soutien et protège les traîtres trotskystes"*, etc.;
3) poursuivre ses attaques à partir non pas de la réalité de la polémique et de la pratique, mais bien à partir de ses propres conclusions, les mêlant à de nouvelles déformations et à de nouveaux mensonges sur les positions d'EN LUTTE!

C'est cette méthode qui lui permet aujourd'hui, derrière une façade de fermeté et d'arrogance, de faire l'addition ni plus ni moins de ses déformations et mensonges et d'en conclure, sans égard pour la réalité, qu'EN LUTTE! n'a pas tenu compte de ces critiques et doit être expulsé du mouvement pour cause de révisionnisme.

Mais ce qu'il y a de plus grave dans l'article de la Ligue, c'est que celle-ci démontre encore une fois tout son mépris pour les intérêts de la classe ouvrière canadienne. La Ligue prend vraiment les ouvriers pour des imbéciles en pensant qu'ils laisseront une gagne de petits carriéristes à la Bains, qui se prennent pour le nombril du monde, compromettre un projet aussi important que la création du Parti prolétarien.

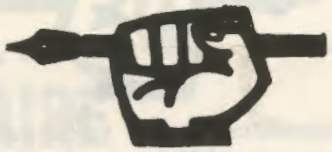
En lisant un article pareil, on est en droit de se poser la question: qui, de la Ligue ou d'EN LUTTE!, agit de façon scissionniste? Nous pourrions reprendre mille gestes et positions publiques de la Ligue pour démontrer que c'est elle et non EN LUTTE! qui est scissionniste. J'aimerais reprendre certains points pour répondre à l'attaque de la Ligue à l'effet qu'"*EN LUTTE! attaque aussi d'autres partis marxistes-léninistes, comme le Parti communiste (m.-l.) de France, et répand le scissionnisme en jouant sur les divergences entre certains partis communistes*" (La Forge du 30 septembre). Est-ce qu'on peut accuser de scissionniste un groupe comme EN LUTTE! qui, agissant avec "*franchise et droiture*", "*sans tramer ni intrigues ni complots*", rend compte à la classe ouvrière canadienne d'un débat de ligne que les partis communistes (m.-l.) ont décidé de rendre eux-mêmes public devant la classe ouvrière de leur propre pays et aux yeux des peuples du monde? Est-ce qu'EN LUTTE! est scissionniste lorsque, fidèle à son style de travail, il éduque les ouvriers canadiens sur les enjeux de ce débat de ligne et les invite à y prendre part et à prendre position? Est-ce qu'EN LUTTE! est scissionniste lorsqu'il prend position lui aussi publiquement dans ce débat? Est-ce qu'EN LUTTE! est scissionniste lorsque dans toutes ses librairies on peut retrouver toute la documentation de ces Partis (par exemple le journal l'Humanité Rouge, organe officiel du P.C.(m.-l.)F.)?

Non, je ne le crois pas, car c'est par la connaissance concrète des positions avancées publiquement et par un débat franc et ouvert sur ces positions (comme l'ont démontré les conférences nationales) que la classe ouvrière canadienne pourra jouer son rôle dirigeant, dans la lutte contre le révisionnisme, qu'elle pourra mieux comprendre son rôle dans la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale. EN LUTTE! a raison de nous faire confiance et de nous faire connaître les différentes positions des partis marxistes-léninistes au niveau international; il prouve encore une fois qu'il a pleine confiance dans le jugement de la classe ouvrière canadienne, dans son potentiel révolutionnaire, appliquant ainsi cette phrase merveilleuse de Mao Tsétoung: "*Le peuple, le peuple seul, est la force motrice de l'histoire universelle*". Et cette phrase n'est pas seulement vraie sous le socialisme ou sur les questions d'ordre syndical, mais sur toutes les questions politiques. C'est de cette façon que nous formerons un contingent de véritables dirigeants communistes ouvriers.

Pour sa part, que fait la Ligue pour éduquer la classe ouvrière, dans l'esprit de la lutte de classes, de la lutte de ligne au niveau international? Est-ce que la Ligue agit avec "*franchise et droiture*"? Travaille-t-elle à l'unité ou à la scission? Si nous lisons attentivement La Forge (comme le font les militants et sympathisants d'EN LUTTE!) on ne peut y voir que cachoteries et mensonges.

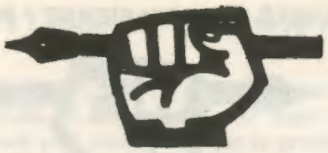
Mentir et déformer, c'est retarder l'unité des forces révolutionnaires du monde, c'est retarder l'unité des forces révolutionnaires du Canada. Car que fait la Ligue, même si elle nous avoue, peut-être malgré elle dans son article, qu'il existe des "*divergences entre certains partis communistes (m.-l.)*". Est-ce qu'elle en a jamais parlées, a-t-elle tenté de nous les présenter, de les analyser, et suite à cela, de nous faire connaître sa position? Non, au lieu de cela elle nous présente dans ses pages les partis(m.-l.) avec lesquels elle a des relations personnelles ou bien qui ont sensiblement les mêmes positions qu'elle. N'est-ce pas là agir dans le sens de cacher la réalité aux ouvriers canadiens, d'essayer de les endormir dans la ligne juste de la Ligue?

Poursuivons avec un autre exemple d'action scissionniste. La Ligue, depuis quelques mois, nous vante les mérites du groupe américain October League. Elle nous a présenté la création du P.C.(m.-l.)E.U. par October League et d'autres groupes comme un pas en avant dans la lutte révolutionnaire aux E.U. Ne s'arrêtant pas là, elle nous a présenté un document issu de discussions bilatérales entre elle et October League comme étant un pas en avant dans l'unité des forces révolutionnaires de nos deux pays. La classe ouvrière canadienne aurait sans doute là matière à se réjouir (même s'il n'y est aucunement question de la lutte pour l'unité, de la lutte politique pour la création d'un parti prolétarien dans chacun des pays, un document en somme qui dit que la ligne de l'autre est juste pour son pays et constitue une juste évaluation de la situation internationale). Mais ce que la Ligue oublie de nous dire, c'est qu'il existe un autre parti aux E.U., le Parti communiste révolutionnaire, et qu'il existe de profondes divergences entre ce parti et celui issu d'October League. Même si



l'on peut concevoir jusqu'à un certain point que la Ligue peut entretenir des relations avec qui elle veut, elle n'a pas cependant le droit de nous cacher la réalité, de nous présenter un parti comme le P.C.(m.-l.)E.U. comme étant non seulement l'unique parti marxiste-léniniste aux Etats-Unis, mais aussi, par ses silences, comme l'unique organisation d'importance dans ce pays. Si la Ligue veut que la classe ouvrière canadienne comprenne ce geste envers October League (qui, somme toute peut être considéré comme sa reconnaissance), elle aurait pu au moins nous présenter les divergences qu'elle a avec le Parti communiste révolutionnaire des E.U. et pourquoi elle considère qu'il (le P.C.R.) n'est ni le parti ni une organisation marxiste-léniniste. Non! La Ligue se tait, elle nous dira sans doute que nous attaquons un autre parti communiste, même si nous voulons connaître les positions avant de choisir. Elle nous dira également qu'elle n'a pas à s'ingérer dans les affaires du mouvement marxiste-léniniste américain. Mais ne le fait-elle pas en nous cachant la réalité du mouvement marxiste-léniniste américain? N'est-ce pas là agir en scissionniste?

Toujours sur le plan international, n'a-t-elle pas tout récemment retiré de ses librairies toutes les publications des partis communistes (m.-l.), dénonçant ou critiquant la "*théorie des trois mondes*"? N'a-t-elle pas dit publiquement qu'elle étudierait l'éditorial du Parti du travail d'Albanie "sur la théorie et la pratique de la révolution" pour savoir si c'est un texte marxiste-léniniste? Et n'a-t-elle pas dit également que de toute façon si ce texte pouvait constituer des divergences entre le P.T.A. et la Ligue, en aucune façon il ne pouvait être utilisé dans le débat de ligne sur la situation internationale entre elle et EN LUTTE!? D'ailleurs, on a qu'à se rendre à ses librairies pour s'appercevoir que les textes du K.P.D.(m.-l.) (Parti communiste marxiste-léniniste allemand), qu'elle reconnaissait jusqu'à tout récemment comme le parti d'Allemagne, n'y sont plus. Est-ce à dire que le K.P.D.(m.-l.) et tous les partis marxistes-léninistes (y compris le glorieux P.T.A.) qui critiquent ou critiqueront la théorie des trois mondes seront considérés comme



révisionnistes, qu'ils seront accusés d'avoir attaqué lâchement la Chine socialiste, le P.C.C. et la pensée maotsétoung? N'est-ce pas là agir de façon scissionniste, membres de la direction de la Ligue?

Avec pareille logique, qui est la même que la Ligue a appliqué pour le mouvement marxiste-léniniste canadien, on peut dire adieu au mouvement communiste (m.-l.) au niveau international et se préparer, à l'aide de la Ligue, à aller à travers le monde pour expliquer aux masses des différents pays qu'ils font fausse route à suivre ces partis communistes et qu'elles devront en créer d'autres.

Je rappellerais à la Ligue que l'internationalisme prolétarien, ce n'est pas faire du tourisme en Chine socialiste, pas plus que de prendre le thé dans un salon à Pékin comme de vulgaires courtisans recherchant quelque crédit pour leurs intérêts personnels. L'internationalisme prolétarien, c'est comme nous l'enseigne Mao Tsétoung, le soutien des peuples du monde dans leurs luttes et non de leurs gouvernements. Si nous lisons attentivement les pages internationales et les déclarations d'EN LUTTE!, on peut voir clairement qu'EN LUTTE! reconnaît, soutient et défend la Chine socialiste, le P.C.C. ayant le président Houa Kuo-Feng à sa tête.

Camarades membres et sympathisants de la Ligue, au lieu de vous gonfler d'orgueil après un voyage en Chine socialiste et de vous pavaner au sein des masses canadiennes comme étant les porteurs de la ligne juste, sans faille, véritable torche olympique, je me remettrais à l'étude plus humblement, cette fois, des différentes questions qui confrontent actuellement le mouvement marxiste-léniniste canadien et international. J'essaierais comme nous l'a si bien enseigné le grand Lénine *"de me faire une opinion par moi-même"* au lieu de suivre aveuglément ceux que l'on dit être mes maîtres et qui sont chargés de me dire ce qui est vrai ou faux.

VIVE LE MARXISME-LÉNINISME ET LA PENSÉE MAOTSÉTOUNG!

VIVE EN LUTTE! MEMBRE A PART ENTIÈRE DU MOUVEMENT MARXISTE-LÉNINISTE CANADIEN ET INTERNATIONAL!

Un sympathisant d'EN LUTTE!

LA 4ième CONFÉRENCE DES MARXISTES-LÉNINISTES SE TIENDRA LES 4 ET 5 FÉVRIER

Comment orienter la lutte pour la création du parti prolétarien dans les mois et les années à venir? Comment doit se poursuivre la lutte pour unifier tous les marxistes-léninistes authentiques? Comment arriverons-nous à bâtir de véritables cellules d'entreprises? Quel doit être notre rôle dans les organisations de masse, dans les syndicats en particulier? Quel rôle doit jouer la presse communiste actuellement? Comment établir le lien entre la tâche d'élaboration du programme révolutionnaire et nos autres tâches dans la lutte pour le parti prolétarien?

Voilà autant de questions au coeur des débats, au centre des préoccupations, non seulement des marxistes-léninistes mais aussi des ouvriers et des ouvrières d'avant-garde dans notre pays à l'heure actuelle. C'est pour débattre de toutes ces questions dont celle du rôle essentiel du programme communiste dans la lutte pour créer notre parti qu'EN LUTTE! organise une nouvelle conférence publique les 4 et 5 février 1978.

Cette conférence, la 4ième, portera sur les tâches des marxistes-léninistes et des ouvriers d'avant-garde dans la lutte pour la reconstruction de notre parti prolétarien. Et comme les trois conférences précédentes organisées par EN LUTTE! l'ont fait, la prochaine entend permettre aux ouvriers et aux ouvrières ainsi qu'à l'ensemble du mouvement marxiste-léniniste de se prononcer sur des questions cruciales pour l'avenir de la révolution dans notre pays. Aussi lançons-nous aujourd'hui l'invitation de participer à la 4ième conférence à tous ceux et celles qui rejettent les partis bourgeois et qui ont à coeur de leurs préoccupations la reconstruction de notre parti prolétarien. Ce n'est que par le débat franc et ouvert, la lutte idéologique ferme et vigoureuse au su et au vu de tous que nous pourrons extirper de nos rangs l'opportunisme sur ces questions centrales. Comment arriver autrement à faire triompher le juste point de vue marxiste-léniniste?

Voilà pourquoi nous invitons en particulier tous les camarades qui veulent clarifier des questions importantes. Est-ce qu'EN LUTTE! s'oppose aux cellules d'entreprises? Est-ce que les multiples *"plate-formes de luttes de classes"* font avancer la lutte pour la construction du parti prolétarien? Les tâches actuelles des communistes sont-elles de consacrer toutes leurs énergies à radicaliser les luttes économiques, à s'emparer de la direction des luttes défensives et à se substituer aux ouvriers? Comment développer la lutte et la conscience révolutionnaire des ouvriers, comment mener la propagande et l'agitation communiste au sein des masses de façon à rallier les ouvriers les plus conscients au marxisme-léninisme? En quoi le programme communiste est le maillon à se saisir à l'heure actuelle pour réaliser nos tâches?

Pour bien se préparer à la prochaine conférence, EN LUTTE! publiera bientôt une brochure énonçant les positions que notre groupe défendra sur la question des tâches des marxistes-léninistes à l'heure actuelle. Déjà cependant, les articles parus dans notre presse devraient permettre à chacun d'approfondir dès maintenant ces questions si importantes pour l'avenir même de notre lutte.

ÉDIFIONS LE JOURNAL COMMUNISTE HEBDOMADAIRE DU PROLÉTARIAT CANADIEN

Le comité central d'EN LUTTE! a décidé récemment d'engager la lutte pour la publication hebdomadaire du journal communiste canadien EN LUTTE!

Le prolétariat canadien a besoin de son journal hebdo, il a besoin d'un journal publié le plus fréquemment possible. Un journal qui défend son programme partout, qui sait distinguer ses amis de ses ennemis, qui sait fournir l'orientation pour qu'il accumule ses forces, les réunisse et soit en mesure de faire reculer l'Etat bourgeois.

Mais surtout le prolétariat canadien a besoin d'un journal hebdomadaire pour contrer la propagande de la bourgeoisie sur le plus grand nombre de sujets possibles et le plus rapidement possible. Le journal communiste du prolétariat, c'est son guide régulier contre l'ennemi, c'est un guide qui doit être d'autant plus fréquent que la bourgeoisie canadienne est en train d'essayer de briser l'unité naissante entre les prolétaires du Québec et ceux du Canada-anglais, qu'elle est en train d'attaquer de front le prolétariat pour l'empêcher de se battre, pour l'assujettir aux lois répressives des impérialistes canadiens, aidés en cela par les traîtres comme Morris, MacDermot, Rodrigue, Gérin-Lajoie, etc., et par tous ses partis politiques réformistes comme le N.P.D., le P.Q., le P."C".C. Par ses mots d'ordre, par son réseau d'abonnés, par sa distribution massive, le journal communiste hebdomadaire va tisser encore plus de liens entre les ouvriers de notre grand pays, et avec toutes les couches du peuple. Il va tisser les liens qui vont unir notre combat dans la même voie, contre le même ennemi.

Que peut-on faire dès maintenant pour y arriver? Il faut augmenter la diffusion du journal, le distribuer partout, augmenter le nombre de ses abonnés, augmenter le nombre de ses correspondants dans tous les milieux; améliorer le journal par des lettres, des critiques, des informations précises; envoyer des photos, des dessins, des caricatures, des chansons; trouver de l'argent, du matériel; inciter ses camarades à donner leur nom pour traduire un article, pour dactylographier, pour distribuer le journal dans les kiosques, les locaux de syndicats, de groupes populaires.

Chaque geste, ajouté à des milliers d'autres, fera du journal communiste hebdomadaire EN LUTTE! une réalité bien vivante,une force capable de guider encore davantage la lutte pour la création du Parti prolétarien canadien. Ce sera une nouvelle victoire du prolétariat canadien sur le chemin de la révolution prolétarienne au Canada.

LES CRISES ÉCONOMIQUES SOUS LE CAPITALISME

Quatre ouvriers de Sidney au Cap-Breton se suicident. La raison? Ces quatre ouvriers, quatre pères de famille avaient été jetés sur le pavé comme du poisson pourri par les monopoles du charbon. En effet, ces messieurs les capitalistes avaient décidé de fermer certaines de leurs mines et d'investir ailleurs, car voyez-vous, leurs profits dans le charbon baissaient un peu trop à leur goût. Désemparés, écoeurés, les quatre ouvriers ont été poussés à se tuer pour en finir avec ce cauchemar.

Trois mille ouvriers à l'emploi de l'Inco à Sudbury en Ontario se retrouvent sans emploi du jour au lendemain. Et pourquoi? Parce que les propriétaires décident d'aller investir sous des *"cieux plus cléments"* (entendre: là où la main-d'oeuvre coûte moins cher et permet d'empocher des profits plus rapidement). Peu leur importe que la moitié de la population de Sudbury se retrouve un beau matin devant l'insécurité la plus totale, la crainte du lendemain, les pires difficultés à joindre les deux bouts.

Deux faits, rien que deux faits récents. Et combien d'autres nous aurions pu citer, qui révèlent jusqu'où la situation économique actuelle est désastreuse pour le prolétariat et les masses populaires canadiennes! Pas étonnant dans ces conditions que les masses parlent de *"crise"*, car la situation actuelle n'est pas sans leur rappeler douloureusement la *"grande dépression des années '30"*. Et cette crise, ils la supportent quotidiennement dans leur chair et dans leur sang.

Ainsi, au deuxième anniversaire de la célèbre Loi Trudeau, supposément destinée à combattre l'inflation, le taux d'inflation atteignait 8.4%. Au même moment, il y avait près de 900,000 chômeurs "officiels" à travers le pays, sans compter les centaines de milliers de travailleurs et de travailleuses réduits à l'assistance sociale ou au travail à domicile, à cause du manque d'emplois disponibles.

Mais si la situation est des plus désastreuse pour les masses populaires, les bourgeois eux-mêmes de leur côté trouvent que les affaires vont mal. En effet, il ne se passe guère de mois sans que l'un ou l'autre des gouvernements provinciaux ou le gouvernement fédéral lui-même, ne nous annoncent un nouveau programme spécial destiné à relancer l'économie, réduire l'inflation ou le chômage,ou pour les plus *"audacieux"*, réduire le chômage et l'inflation! Et il ne se passe guère de mois non plus sans que l'on nous annonce de nouvelles... hausses de chômage et d'inflation!

Mais ce qui est le plus grave pour les bourgeois, c'est que les premières pages de **La Presse** et du **Globe & Mail** sont régulièrement remplies de cris d'alarme et de comparaison avec la triste période de la crise des années '30. Ce qu'il y a de plus grave, en effet, c'est que les profits baissent! Eh oui, malgré le contrôle des salaires, malgré la hausse épouvantable des prix à la consommation, malgré tout cela, les profits continuent à baisser. Voilà ce qui fait mal au capital et ce qui fait gémir ses porte-parole! Ainsi, selon un relevé de la Banque canadienne impériale de commerce, qui est l'un des trois plus grands détenteurs de capitaux du pays, les profits de l'ensemble des capitalistes, une fois déduit le taux d'inflation, ont baissé de 27% de 1974 à 1976 dans l'ensemble du pays.

Ce sont évidemment les petits et moyens capitalistes, comme le petit manufacturier de portes et de châssis de Smith Falls ou de St-Grégoire, qui sont les plus affectés par la situation actuelle. La crise les mène tout droit à la faillite. Mais il n'y a pas qu'eux qui sont touchés. En effet, selon un relevé officiel du **Financial Post** couvrant la même période, même les cent plus grands monopoles industriels ont dû enregistrer une baisse de profits de 15%.

C'est tout cela qui nous permet d'affirmer que le capitalisme traverse au Canada la pire crise qu'il ait connue depuis la

S SONT INÉVITABLES

Deuxième Guerre mondiale, une crise dont on est encore loin de voir la fin et qui commence de plus en plus à ressembler à la terrible dépression des années '30.

Mais comme tout problème économique sérieux, la crise économique actuelle ne pouvait que déboucher sur le terrain politique. C'est ainsi que depuis les premiers signes sérieux de difficultés économiques à la fin des années '60, on a vu la classe ouvrière et toutes les couches du peuple manifester leur résistance et leur révolte contre l'ordre capitaliste. Qu'en est-il résulté?

Des interventions de plus en plus soutenues de l'Etat et de son appareil répressif contre leurs justes luttes, et un accroissement considérable de toutes les forces répressives de la bourgeoisie.

Comme autre signe de crise politique, on a vu les divisions s'aiguiser au sein même des divers partis bourgeois: démissions de ministres, changement de parti, etc., autant de signes du fait qu'aucun parti n'est maintenant capable de satisfaire l'ensemble de la bourgeoisie. En période de crise, c'est la loi du plus fort qui joue, et chaque fraction de la bourgeoisie n'a plus qu'un mot à la bouche: *"l'Etat doit nous venir en aide!"*.

Cette crise politique qui s'est développée de façon plus ou moins ouverte au cours des années '70 est devenue manifeste avec l'accession au pouvoir du Parti québécois dans la province de Québec. Avec le P.Q. au pouvoir, ce qui est en jeu ce n'est pas seulement une province qui risque de quitter la "grande" confédération canadienne, mais comme le rappelait encore le 8 novembre dernier John Staines de l'International Institute of Strategic Studies Council, organisme proche de l'O.T.A.N., c'est l'existence même du pays qui est remise en question. D'ailleurs, à Ottawa, on commence à préparer l'opinion publique, par des sondages, à l'intervention directe de l'armée. L'affaire est devenu sérieuse, c'est à n'en pas douter.

L'écoindicateur annonce une reprise
Jobless rate rises to a record 8.4% during Novembe
La dévaluation du dollar fait grimper l'inflation à 9.1%
Le Canada n'a de choix que de "moindres maux"
Le CEC prévoit cinq années sombres
BUSINESS
Optimism at low ebb
La commission économique du Congrès
La croissance réelle ralentira en 1978
THE WORLD
TORMENT OF THE JOBLESS

Tous les économistes bourgeois se perdent en conjoncture lorsqu'il s'agit d'analyser la crise actuelle. De la "psychose inflationniste" de Trudeau à la "Stagflation" jusqu'aux prévisions les plus sombres, toutes ces sornettes ne visent qu'à confondre le prolétariat.

Pour la bourgeoisie, la situation difficile actuelle qu'elle traverse, c'est à n'y rien comprendre. Depuis le New Deal (1) de Roosevelt et la copie canadienne qu'en a fait R.B. Bennett (2), depuis les années de la prospérité relative qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, il était devenu de bon ton, dans les milieux des universités et collèges, dans les journaux, à la télévision, dans les divers parlements du pays, d'affirmer que le capitalisme avait maintenant dépassé l'époque des crises économiques comme celle des années '30: cela allait presque de soi! Les plus enthousiastes cherchaient des noms nouveaux pour désigner cette société *"nouvelle"*: certains parlaient de société de consommation, et d'autres de *"société des loisirs"*!

On avait en effet trouvé la *"solution"* aux crises qui secouaient régulièrement le capitalisme depuis ses origines: cette solution, c'était l'intervention massive et directe de l'Etat dans l'économie afin de supposément la régulariser et de l'équilibrer par la manipulation des impôts, des dépenses publiques et de la politique monétaire.

Mais la crise est revenue au galop, en fait, elle n'a pas cessé de s'aggraver, et toutes ces belles illusions, ces châteaux en Espagne se sont écroulés. La bourgeoisie nous a aussitôt imposé *"ses"* solutions pour tenter de se sortir de cette crise. Pour elle, une chose était claire au départ: se sortir de ses difficultés en en faisant porter tout le poids sur le dos des masses laborieuses. Pour ça, elle s'est rangée derrière son Etat et a lancé contre nos droits acquis la pire attaque jamais vue depuis 30 ans: la loi C-73, le gel des salaires, supposément pour lutter contre l'inflation. Depuis 2 ans, donc, la bourgeoisie n'a rien trouvé de mieux comme solution à la crise que de nous imposer de nous serrer la ceinture, de réduire nos droits politiques. Est-ce que ça a empêché l'inflation de monter? Est-ce que ça a réduit le chômage? Bien au contraire, on le sait, nous sommes enfoncés encore plus dans le marais de cette crise.

Aussi on a vu ces dernières années, à côté des partis qui s'avouent franchement à la solde de la bourgeoisie, les libéraux et les conservateurs, ceux qui se disent socialistes comme le N.P.D. ou *"favorables aux travailleurs"* comme le P.Q., ou encore qui se disent marxistes-léninistes comme le Parti "communiste" canadien ou le "P.C.C.(m.-l.)". On a vu donc tout ce beau monde nous proposer "leur" solution à la crise. Malgré des différences, tous s'entendent sur une chose: pour eux la solution consisterait à changer constamment de gouvernement pour faire payer les riches, les monopoles ou encore les *"corporate bums"*...

Et il y en a même dans le mouvement marxiste-léniniste qui, comme la Ligue communiste, proposent au prolétariat une analyse des crises qui ne diffère pas fondamentalement de celle des réformistes et qui conduit à la limite à se mettre à la remorque des nationalistes bourgeois de tout acabit et à attaquer tel ou tel parti au pouvoir, tel gouvernement en oubliant la source des crises: le capitalisme lui-même.

A cause de toute cette confusion semée à dessein par les réformistes et les opportunistes de tout poil, il est de la plus haute importance de se saisir du point de vue marxiste-léniniste, du point de vue du prolétariat révolutionnaire sur les événements qui secouent présentement la capitalisme et l'impérialisme dans notre pays et dans le monde. De notre capacité à comprendre, expliquer et utiliser les événements qui se produisent maintenant dépend notre capacité à mieux lutter pour renverser le système décadent et pourri qui nous écrase.

QU'EST-CE QU'UNE CRISE CAPITALISTE?

La situation suivante illustrera bien ce qu'est une crise capitaliste. A Montréal, Toronto, Halifax et Québec, divers comités de locataires et de citoyens ont été mis sur pied pour revendiquer la construction immédiate de logements à prix abordables pour les familles de 5 à 6 personnes. Ces comités ont été mis sur pied à la suite de plans de rénovation urbaine qui ont entraîné la destruction par milliers de logements de ce type. De l'autre côté, les entrepreneurs de la construction crient au secours et font faillite par centaines parce qu'ils n'ont plus de contrats. Les ouvriers de la construction sont mis à pied par milliers et on doit même fermer plusieurs métiers aux nouveaux arrivants. Des centaines de millions de dollars d'équipement sont inutilisés, des dizaines de scieries ferment parce que les constructeurs n'ont plus besoin de leur bois, etc...

Et pourtant, on l'a vu, ce n'est pas le besoin de constructions nouvelles qui fait défaut. Non, ce qui manque c'est la capacité de payer! Et c'est la même chose dans tous les domaines. S'il y a tant de main-d'oeuvre, de machinerie et de production inutilisées, c'est parce que le peuple ne peut se payer les marchandises produites même s'il en a le besoin le plus vital. Plus précisément, c'est parce que le peuple ne peut pas se les payer au prix qui va permettre aux capitalistes de faire ce qu'ils appellent du profit *"raisonnable"*. C'est ce que l'on appelle une **crise de surproduction.**

Mais comme l'exemple précédent nous le montre, parler de surproduction, ce n'est pas parler de surproduction *"absolue"*. Surproduction ne signifie pas que les objets produits par la société sont trop abondants pour être consommés par les masses. Par exemple, lorsque les gros capitalistes du charbon ont fermé leurs mines au Cap-Breton, ils ont prétexté une surproduction de charbon sur le marché. Mais les ouvriers eux, qui continuent encore aujourd'hui à chauffer leur maison au charbon, en manquaient. Comme depuis qu'ils sont sur le chômage, leurs revenus ont baissé, ils ne peuvent plus se payer du charbon comme auparavant. Certains doivent donc se promener à longueur de journée aux abords des mines et ramasser morceau par morceau le charbon laissé là par les compagnies. Ce n'est que de cette façon qu'ils arrivent à chauffer leur pauvre logis. Cette situation révoltante résume à elle seule tout l'absurde de la crise: les usines ferment parce qu'il y a trop de produits sur le marché alors que les masses ne peuvent se les procurer.

On voit donc que la surproduction dans notre société est une surproduction toute *"relative"*. Qu'est-ce que ça veut dire? Ça veut dire que la production n'est trop abondante que **par rapport au pouvoir d'achat des masses populaires**.

En fait qu'est-ce qu'on voit dans notre société à l'heure actuelle? D'un côté, les marchandises s'amoncellent dans les entrepôts des capitalistes car elles ne se vendent pas. On va les laisser pourrir sur place ou encore les détruire artificiellement pour créer une *"rareté"* nécessaire aux capitalistes pour faire monter les prix. De son côté, le peuple ne peut pratiquement rien acheter et voit son lot de misère augmenter de jour en jour.

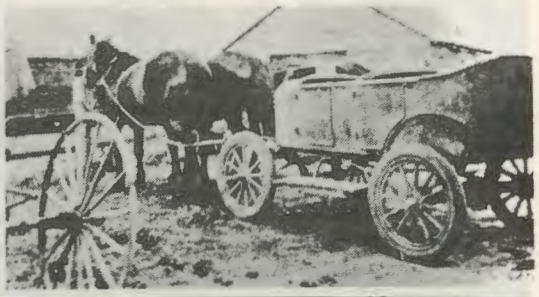
Mais d'où vient cette situation? Notre société, comme toute société capitaliste connaît d'innombrables entreprises capitalistes qui s'organisent indépendamment les unes des autres. Chaque capitaliste en particulier, dont le seul souci est de faire des profits le plus vite possible, est bien incapable d'appréhender la véritable demande de la société pour telle ou telle marchandise. Le seul but recherché du capitaliste, c'est celui du profit. Quand il y a un profit à faire à l'horizon, on voit aussitôt les capitalistes se précipiter et entrer en concurrence féroce, chacun cherchant à contrôler la production dans ce secteur, aux dépens des autres. C'est là dans toute sa *"splendeur"*, **l'anarchie de la production capitaliste.**

Comme il n'est jamais possible de connaître la capacité

(1) Plan imposé au peuple américain par la bourgeoisie américaine, ayant pour but de redresser l'économie en faisant intervenir l'Etat de façon systématique.

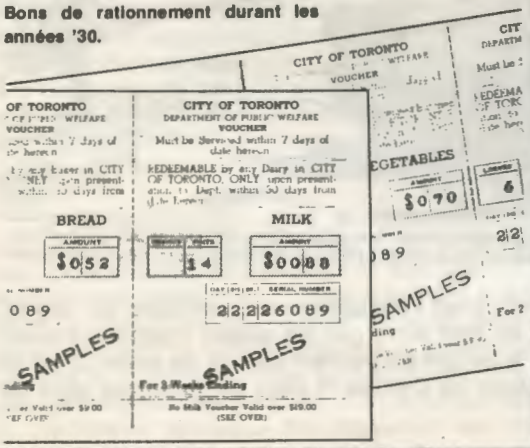
(2) Bennett: premier ministre du Canada au début des années '30, chargé de réaliser une vaste campagne de répression contre le mouvement ouvrier.

Les camps de travail, **dans lesquels plus de 20,000 ouvriers furent employés au salaire de 20 cents par jour durant la crise de 1930.**



Le *"Bennet buggy"*, c'est le nom de ces automobiles qu'on attelait à des chevaux faute de pouvoir se payer de l'essence durant la crise des années '30. Ouil le nom du premier ministre Bennet restera gravé dans la tête des ouvriers canadiens.

Bons de rationnement durant les années '30.



Déjà en 1919 les ouvriers de Winnipeg avaient répondu à la crise qui suivit la première guerre mondiale par la grève générale.

L'histoire de notre pays depuis plus d'un siècle, c'est aussi l'histoire des crises capitalistes qui se sont faites de plus en plus aiguës. La plus importante demeure celle des années 30 qui plongea la classe ouvrière et le peuple canadien dans la misère la plus grande pendant que les capitalistes s'emplissaient les poches. La crise que vit aujourd'hui notre pays est en voie de ressembler de plus en plus à celle des années 30 même si la bourgeoisie cherche par tous les moyens à en cacher la profondeur.

La marche des chômeurs vers Ottawa **en juin 1935 a mobilisé plusieurs milliers de chômeurs à travers le pays.**

Les agriculteurs québécois abattent leurs veaux faute de pouvoir les vendre à un prix suffisant. Pendant ce temps les prix de l'alimentation augmentent de 12.7% pour 1977 seulement.

L'Inco, le nom de ce monopole demeurera célèbre pour avoir jeté à la rue 2,800 ouvriers dans la région de Sudbury en Ontario. Alors qu'il y a surproduction de nickel à l'échelle du monde, c'est la classe ouvrière qui porte le fardeau de la crise.

La guerre impérialiste, c'est souvent le seul moyen que trouvent les capitalistes pour se sortir de la crise. Quoi de mieux, en effet que de produire des tanks et des balles pour relancer l'économie?... jusqu'à la prochaine crise.

Les crises de surproduction, c'est l'aboutissement inévitable du capitalisme. Le peuple manque de tout alors que les stocks invendus s'accumulent dans les entrepôts, le peuple ne pouvant plus se les payer. C'est ce qui est en train de se produire au Canada et dans de nombreux pays du monde.

réelle du marché et qu'il est impossible d'arrêter chaque capitaliste individuel d'activer la production, à la recherche du profit maximum, il est inévitable que tôt ou tard, le marché soit sursaturé. C'est alors que commence le cycle infernal de la crise. Arrêtons-nous un peu sur les différentes étapes de ce cycle.

D'abord la crise intervient le plus souvent de façon soudaine. Avant qu'elle ne se déclare, toutes les branches de l'industrie et du commerce sont florissantes. Mais déjà la production a dépassé les capacités réelles du marché d'absorber le flot de marchandises. Le crédit et la spéculation réussissent pour un temps à maintenir cette fausse prospérité.

Mais un maillon de la chaîne lâche et c'est la crise. Dès que la surproduction apparaît dans une branche donnée, d'autres branches en subissent les répercussions, provoquant ainsi des réactions en chaîne. Puis vient la dépression, les stocks s'entassent dans les entrepôts, on a du mal à les vendre et les prix s'effondrent. De nombreuses entreprises doivent alors fermer leurs portes. Et les entreprises qui ne ferment pas doivent réduire leur production. Le chômage augmente à vue d'oeil.

Mais les stocks, quand ils ne sont pas détruits, finissent parfois après une longue période, peu à peu par s'écouler. Les activités reprennent, c'est ainsi que les prix des marchandises remontent progressivement. Le capitaliste en profite pour accentuer son exploitation sur l'ouvrier, moderniser ses équipements et installer de nouvelles machines. Alors la production s'élargit peu à peu. L'économie capitaliste qui était en pleine dépression reprend son essor... jusqu'à la nouvelle crise.

La cause des crises: dans le capitalisme lui-même

La cause de ces crises de surproduction qui accompagnent toute l'histoire du capitalisme depuis son apparition réside donc dans la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère de l'appropriation privée des fruits de cette production. Alors que le processus de la production intègre de plus en plus le travail de millions et de millions d'hommes et de femmes, non seulement au pays mais à travers le monde, les fruits de cette production demeurent entre les mains d'une petite poignée d'exploiteurs. Comme le disait Staline: **"L'origine et la cause des crises économiques de surproduction résident dans le système capitaliste lui-même. L'origine des crises réside dans la contradiction entre le caractère social de la production et la forme de propriété capitaliste des fruits de la production."**

Mais pourquoi la contradiction fondamentale de la société capitaliste mène-t-elle nécessairement à la crise?

Tout d'abord, c'est que la contradiction fondamentale du capitalisme provoque nécessairement un écart grandissant entre l'accroissement des capacités de production en système capitaliste et la baisse relative du pouvoir d'achat du peuple travailleur.

Pour obtenir toujours plus de profits, le capitaliste cherche sans arrêt à élargir le plus possible sa production. Pour résister à la concurrence et ne pas être éliminé par les autres capitalistes, il doit s'efforcer de moderniser ses techniques et d'augmenter par le fait même sa capacité de production. Or à l'augmentation des capacités de production doit correspondre une augmentation des capacités du marché à absorber cet accroissement de produits. Car si le capitaliste ne réussit pas à vendre ses produits, il ne pourra pas réaliser son profit.

Et s'il veut pouvoir faire le maximum de profits et ainsi supporter la concurrence, le capitaliste doit constamment faire produire ses ouvriers au maximum et garder leurs salaires au plus bas niveau possible. Ajoutons que l'emploi des techni-

ques modernes dans la production jette constamment des ouvriers en dehors des usines et les envoie renforcer les rangs des chômeurs. De plus, la concurrence capitaliste provoque la faillite et appauvrit des masses de paysans et d'artisans, sans parler des nombreux petits et moyens capitalistes acculés à la faillite par la concurrence justement. Voilà pourquoi le marché arrive tôt ou tard à ne plus pouvoir absorber l'augmentation de la production.

En effet, les millions et les millions d'ouvriers qui ont un salaire qui leur laisse à peine de quoi survivre, de chômeurs et d'assistés sociaux rejetés de la production et encore plus démunis, de petits artisans et paysans appauvris, bref les masses populaires qui constituent la grande majorité du marché n'arrivent jamais à pouvoir se payer tous les produits qu'on tente de leur vendre.

Cette contradiction fondamentale n'a fait que devenir plus aiguë au fur et à mesure que s'est développé le capitalisme. En effet, le développement du capitalisme repose sur l'exploitation toujours plus grande de chaque ouvrier grâce à l'introduction continuelle de techniques qui rendent le travail plus productif et procurent ainsi plus de profits au capitaliste. Aussi la production augmente-t-elle toujours plus vite que les salaires payés aux producteurs dans leur ensemble, si bien que ces derniers sont de moins en moins capables d'acheter ce qu'ils produisent: plus la production augmente, moins les masses peuvent la consommer. Il ne peut donc en résulter qu'une aggravation des crises de surproduction d'une fois à l'autre.

Fondamentalement, donc, la cause des crises capitalistes réside dans le fait que **la production est organisée en fonction des profits de la bourgeoisie**, et non pas en fonction des besoins des masses. Les crises sont tout aussi caractéristiques du capitalisme que l'est l'exploitation. Elles montrent jusqu'à quel point ce système pourri à la moelle doit être détruit de fond en comble pour que les besoins les plus essentiels du peuple puissent être satisfaits. Il n'y a pas d'autre voie: autant le capitalisme provoque inévitablement les crises, autant il produit inévitablement les conditions de sa propre mort: la révolution prolétarienne.

LA CRISE ACTUELLE S'EST DÉVELOPPÉE SUR LA BASE DE LA CRISE GÉNÉRALE DU CAPITALISME

On a vu précédemment qu'avec la propriété privée et l'exploitation capitaliste, il y a fatalement des crises économiques périodiques. Au XIXe siècle, le capitalisme s'est développé en conquérant de nouveaux marchés, en colonisant de vastes régions qui lui étaient encore fermées jusque là. Durant cette période, les crises qui revenaient périodiquement à tous les 10 ans environ n'avaient pas atteint un degré qui pouvait ébranler le système capitaliste d'un bout à l'autre à une telle intensité.

Avec le début du XXe siècle, ces conditions se transforment. Le capitalisme est rendu au stade impérialiste, i.e. au stade où une poignée de monopoles contrôlent les principaux secteurs de l'économie des pays capitalistes avancés et luttent entre eux sur toute la surface du globe à la conquête de nouveaux marchés pour écouler leurs marchandises, investir leurs capitaux et prendre le contrôle des richesses naturelles et de la force de travail des pays plus faibles. Cette situation où une poignée de puissances impérialistes se partage le globe entraîne une misère sans précédent pour des peuples et même des peuples entiers.

Par ailleurs, les luttes à mort que se livraient les puissances colonialistes pour s'emparer de nouvelles parties du monde sont pour ainsi dire terminées car il n'y a plus de nouveaux territoires à conquérir. Dorénavant, commencent des luttes pour le **repartage** du monde qui vont aboutir à des guerres encore plus affreuses que les précédentes, plus meurtrières, comme les deux dernières guerres mondiales l'ont prouvé.

Inutile de dire que ces transformations dans la situation mondiale vont rendre les crises du capitalisme encore plus aiguës, encore plus profondes que jamais.

Une nouvelle période historique du capitalisme mondial

Mais c'est la Première Guerre mondiale impérialiste (1914-1919) et la première révolution prolétarienne victorieuse au monde, la Révolution d'Octobre en Russie (1917) qui vont provoquer l'entrée du capitalisme mondial dans une nouvelle période historique.

Qu'est-ce qui caractérise cette période? C'est le fait que le capitalisme, après avoir pénétré toutes les régions du globe, a dès lors les horizons bloqués: il ne peut plus se développer en conquérant de nouvelles régions et en soumettant de nouveaux peuples, mais en **intensifiant** l'exploitation de la classe ouvrière et des peuples déjà sous sa domination.

Cette période, on l'appelle: **la période de la crise générale du capitalisme**. Cette crise est **générale** dans la mesure où non seulement les conditions économiques (rivalités interimpérialistes accrues, appauvrissement jusque là inégalé de peuples entiers) vont accentuer la crise du capitalisme mais dans la mesure aussi où cette crise va s'étendre sur les plans politiques et idéologiques. En effet, la Révolution d'Octobre en plus de restreindre de manière considérable le marché capitaliste international par le retrait de l'U.R.S.S. de la chaîne impérialiste mondiale, va porter de durs coups au capitalisme sur les plans politiques et idéologiques. Avec la Révolution d'Octobre, la preuve est faite que la révolution prolétarienne est possible, que le capitalisme pourri et décadent peut être renversé par les masses populaires pourvu qu'elles s'en donnent les moyens. La preuve est faite que le capitalisme est dépassé et que seul un système social supérieur, le socialisme, peut répondre aux besoins des peuples du monde, peut les libérer de toute oppression et de toute exploitation.

Dès lors, ne pouvait que s'ouvrir une période de luttes révolutionnaires telle que n'en avant jamais connue jusque là le capital. D'abord, la Révolution d'Octobre, impulse ainsi un vigoureux élan à la révolution prolétarienne dans tous les pays. Puis, relié de plus en plus étroitement à ce mouvement, un vaste mouvement de libération nationale entraîne les masses des pays coloniaux et semi-coloniaux d'Asie et d'Afrique à la lutte contre l'impérialisme.

La crise générale du capitalisme est en fait la période historique au cours de laquelle le capitalisme est entré dans son déclin et commence à crouler sous le poids de ses propres contradictions et de l'action révolutionnaire des peuples. Elle a pour trait fondamental une âpre lutte de classes dans chaque pays comme sur le plan international entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre le socialisme et le capitalisme, entre les peuples et nations opprimés et l'impérialisme. C'est toute la période qui voit l'effondrement, la désintégration du système impérialiste mondial, comme aboutissement du développement et de la victoire de la révolution prolétarienne et des révolutions de libération nationale des peuples opprimés.

Une crise internationale

Bien qu'elle possède des caractéristiques propres, la crise actuelle du capitalisme au Canada n'est qu'une partie de la crise généralisée qui frappe tout le monde capitaliste. La crise économique actuelle qui dure depuis des années et qui a une extension internationale, a aggravé la crise générale du capitalisme dans tous les domaines.

La révolution d'octobre 1917 en Russie marque le début de la crise générale du capitalisme. Avec la révolution d'octobre la preuve est faite que le capitalisme est dépassé et que seul un système social supérieur, le socialisme, peut répondre aux besoins des peuples du monde.

En fait, si l'on regarde attentivement la situation mondiale actuelle, on constate que seuls les pays socialistes comme la Chine et l'Albanie, connaissent un développement économique harmonieux. Contrairement aux pays capitalistes et impérialistes, l'Albanie et la Chine socialistes ne connaissent ni chômage, ni inflation. Les prix des biens de consommation y diminuent de façon constante tandis que les revenus des ouvriers et paysans augmentent régulièrement. Pendant ce temps, tous les pays capitalistes sans exception, ont connu au cours des dernières années, des niveaux records d'inflation, de chômage, de faillites d'entreprises, sans parler des dévaluations soudaines des diverses monnaies qui entraînent bien souvent des hausses de prix massives des produits de première nécessité.

Mais la crise économique actuelle a aggravé encore sous bien d'autres aspects la crise générale du capitalisme. Ainsi on a vu les inégalités s'accentuer entre les pays capitalistes et impérialistes eux-mêmes, particulièrement entre les pays impérialistes et les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Ainsi, on a vu le gaspillage des forces productives augmenter ces dernières années au point où la plupart des pays impérialistes fonctionnent à 60% ou 70% de leurs capacités productives.

Pour se faire une idée plus concrète de l'ampleur de la crise économique actuelle qui ébranle le système capitaliste mondial, reportons-nous au tableau ci-dessous.

Qu'est-ce qu'on y voit? D'abord que le rythme de production industrielle s'est considérablement ralenti ces dernières années. Dans certains cas (Japon, Angleterre), il a nettement diminué, dans d'autres, il a stagné (USA). Ce qu'on remarque aussi, c'est que ce n'est pas que le seul camp de l'impérialisme US qui est frappé par la crise mais aussi les pays soi-disant socialistes comme la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et l'U.R.S.S. où une nouvelle bourgeoisie s'est emparée du pouvoir et a restauré le capitalisme. En restaurant le capitalisme, on restaure aussi les difficultés économiques qu'il entraîne, dont les crises.

Si l'U.R.S.S. est le seul pays appartenant à l'ordre bourgeois et capitaliste mondial, dont le rythme de production a augmenté, c'est que sa position de nouvelle superpuissance siphonnant les pays d'Europe de l'Est et jetant ses tentacules un peu partout dans le monde, lui a permis, semble-t-il d'après ce tableau, malgré de nombreuses contradictions, d'accroître sa production. Nous y reviendrons.

Inflation et chômage: de tristes records

Mais le tableau nous permet aussi de mesurer que dans la crise actuelle, le taux de chômage monte en flèche. Il s'agit d'une situation nouvelle, même si le capitalisme a toujours produit l'inflation et le chômage, dans la mesure où auparavant les deux phénomènes n'avaient pas l'habitude de se produire en même temps.

Comme aujourd'hui, l'Etat cherchait à aider les capitalistes, il va sans dire qu'il s'agissait de mesures toutes artificielles qui ne réglaient rien sinon que de façon toute temporaire. Mais à tout coup elles se faisaient sur le dos des masses populaires: mise en circulation de plus de monnaie pour activer la vente de biens de consommation, restriction des investissements...

Mais avec la crise actuelle, les capitalistes ne peuvent même plus utiliser efficacement ces quelques prétendues mesures. C'est que dans tous les pays capitalistes avancés, l'économie est aujourd'hui complètement dominée par des monopoles capables d'imposer des hausses constantes de

PAYS	Production Industrielle (1972=100)				Indice des prix à la consommation (1972=100)	Taux de chômage (moyen: 1973-1976)
	1973	1974	1975	1976		
CANADA	108.8	111.4	106.2	111.3	142	6.3%
E.-U.	108.1	108.1	98.3	108.1	136	6.7%
U.R.S.S.	106.9	115.6	124.2	130.3	?	?
TCHECOSLOVAQUIE	107.0	113.1	105.3	111.4	?	?
YOUGOSLAVIE	?	?	?	?	200.4	9.6%
ROYAUME UNI	106.7	102.8	97.9	98.8	183.6	3.8%
JAPON	115.4	112.8	100.1	113.7	168.7	1.7%
ITALIE	?	?	?	?	180.5	3.4%
FRANCE	107.1	109.8	100.0	109.8	149.5	3.5%
ALLEMAGNE	106.6	108.5	107.3	109.1	126.8	3.3%

Source: Atlaseco, 1977; Nouvel Observateur.

prix, capables d'imposer des prix de monopoles i.e. des prix qui ne sont aucunement fixés par le libre marché mais par des ententes entre les monopoles eux-mêmes.

D'un autre côté, les monopoles continuent sur une échelle plus large encore à se concurrencer à mort pour arriver à écouler leurs produits sur le marché. Dans cette rivalité certains connaissent des revers sérieux; ce qui provoque les mises à pied massives de milliers et de milliers de travailleurs à l'emploi de ces monopoles. A cela s'ajoute la concurrence *"déloyale"* que font les monopoles aux petits et moyens capitalistes et qui mène un bon nombre de ces derniers à la faillite, entraînant fermetures d'usines et mises à pied massives de travailleurs. Et de plus, la modernisation perpétuelle des équipements des entreprises des monopoles afin d'augmenter leur capacité de produire, continue à jeter sur le pavé des milliers et des milliers d'ouvriers. Voilà pourquoi, quand les monopoles dominent l'économie d'un pays donné, chômage et inflation sont d'inséparables compagnons de route qui aiguisent encore davantage les crises capitalistes.

C'est tout l'ordre capitaliste mondial qui est frappé

La crise mondiale actuelle n'affecte pas que les pays capitalistes avancés. Dans les pays capitalistes *"en développement"* d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, la situation est encore plus catastrophique. Alors que les taux d'inflation dépassent les 200% par année comme au Chili et en Argentine, les paysans qui forment la majorité de la population doivent subir une diminution **absolue** de leurs revenus en raison de la chute permanente des prix de leurs produits agricoles depuis plus de 20 ans, tout en ayant à payer toujours plus cher la machinerie, les engrais et autres instruments agricoles qu'ils doivent importer des grands pays impérialistes.

La petite histoire de la crise actuelle

Pour bien comprendre toute la gravité de la situation actuelle, il faut remonter dans l'histoire.

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le camp socialiste compte le tiers de la population mondiale et les colonialistes subissent des défaites répétées en Afrique et en Asie. Ce sont ces conditions générales qui rendent plus immédiats les dangers de crise économique et plus profondes les crises elles-mêmes. Et pourtant, le capitalisme connaîtra au cours des années'50 et une partie des années '60, une période de développement prolongée et sans crise trop sérieuse. Mais cette période de prétendu *"boom"* économique ne fait qu'intensifier la contradiction entre le capital et le travail.

Si le capitalisme mondial a connu une période de répit relatif durant quelques années, cela ne remet aucunement en question la théorie marxiste des crises sous le capitalisme, comme certains idéologues de la bourgeoisie avaient essayé de nous le faire croire durant ces années. Non, ce phénomène de stabilité relative du capitalisme mondial au sortir de la Deuxième Guerre s'explique parfaitement.

D'abord, le capital et en particulier les monopoles vont s'appuyer sur le développement considérable de la science et de la technique pour renouveler leurs instruments de production. Pas étonnant que la science et la technique aient fait un bond durant les années de guerre. Quand les puissances s'entredéchirent dans des guerres à mort, elles engagent dans ces boucheries toutes leurs forces productives et stimulent la découverte de nouvelles techniques pouvant aider à détruire l'ennemi.

Le renouvellement des moyens de production aux mains des capitalistes va se faire d'autant plus rapidement et massivement qu'il n'a pu s'effectuer dans de grandes proportions ni après la crise mondiale des années '29-'30 où tous les pays capitalistes ont orienté leur économie vers la production de guerre, ni pendant la Seconde Guerre mondiale qui a provoqué une destruction inégalée dans l'histoire des forces productives.

Au cours des années '50 et '60, de nouvelles branches industrielles, comme la pétrochimie, l'électronique et l'informatique vont être créées et d'autres, comme l'industrie automobile et des transports en général, vont connaître un développement sans précédent.

Ensuite, la guerre ayant complètement ravagé l'ancien centre industriel du monde capitaliste, l'Europe, il devient nécessaire de le remettre sur pied. C'est à cette fin que l'impérialisme américain met sur pied le célèbre plan *"Marshall"*, soi-disant d'aide à la reconstruction des pays européens *"libres"* ravagés par la guerre, mais **en vertu duquel** les monopoles américains et européens acquièrent un contrôle décisif dans l'industrie ouest-européenne.

Dans le contexte de l'après-guerre, le Canada est pratiquement le seul pays avec les Etats-Unis à être sorti sans encombre de cette guerre.

De plus, au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, l'Union soviétique a brisé son isolement et a pris la tête d'un puissant camp socialiste qui va devenir une menace directe pour l'existence même du capitalisme et de l'impérialisme dans de nombreux pays européens et d'Asie. Pour contrer cette menace, tous les pays impérialistes sous la conduite de l'impérialisme US vont s'engager dans un processus de militarisation forcenée de leur économie qui va leur permettre d'investir des milliards et des milliards par année. Durant ces années d'après-guerre, la militarisation de l'économie et la course aux armements deviennent donc pour les monopoles les sphères les plus avantageuses d'investissements de capitaux, d'autant plus avantageuses que leur principal marché est garanti par l'Etat à même les impôts payés par les masses laborieuses.

La guerre d'agression de la Corée par les impérialistes américains et leurs alliés dont le Canada pour chasser la "vermine communiste" sera un terrain privilégié d'écoulement de toute cette production de guerre, de même que les centaines de bases militaires que les impérialistes US installent un peu partout dans le monde.

Parallèlement à cette militarisation accélérée de l'économie des pays impérialistes justifiée par la *"défense du monde libre contre la menace communiste"*, les capitalistes vont s'engager à l'intérieur des pays capitalistes dans une chasse aux sorcières sans précédent. En Europe, ils vont liquider les organisations populaires anti-fascistes, nées de la résistance des peuples à l'agression impérialiste et fasciste, et qui dans bien des cas sont sous la direction des communistes. Au Canada et aux USA, ils vont s'en prendre ouvertement non **seulement aux communistes canadiens et** américains mais à toutes les forces progressistes au sein du mouvement ouvrier et populaire.

Aux USA, c'est la commission Mc Carthy, au Canada c'est la commission Boussovski qui au nom de la lutte contre *"les communistes responsables de porter atteinte à la sécurité nationale"* ont fait comparaître devant elles des centaines et des centaines de syndicalistes et d'intellectuels progressistes, de dirigeants combatifs du mouvement ouvrier et populaire pour les accuser de tous les complots inimaginables, pour les *"blacklister"* et dans bien des cas les jeter en prison. C'est ainsi que la bourgeoisie réussit pour un temps à décapiter le mouvement ouvrier et populaire de ses plus courageux leaders. Cette répression va du même coup renforcer la position et l'influence de l'aristocratie ouvrière au sein du mouvement ouvrier et affaiblir d'autant la capacité de riposte du prolétariat, donnant ainsi un nouveau répit à la bourgeoisie.

Mais le capitalisme mondial va trouver un autre allié pour consolider sa position à l'échelle mondiale: le révisionnisme.

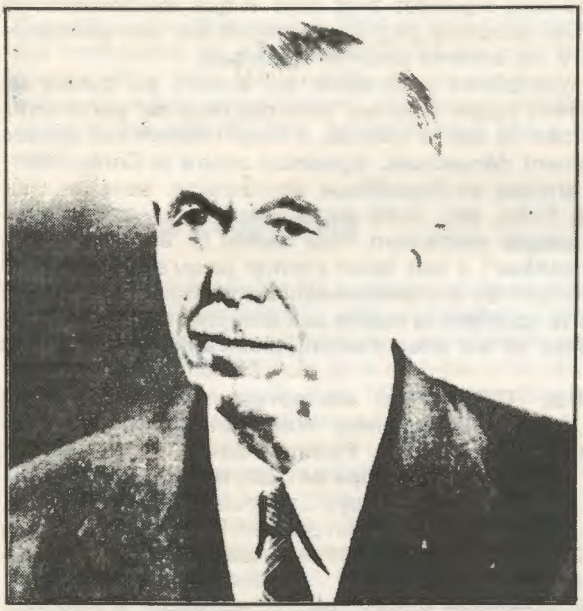
Les crises économiques aux U.S.A. après la guerre

Chronologie des crises	Production industrielle				Chiffres maximum du chômage		Entreprises en faillite	
	Maximum avant la crise	Minimum pendant la crise	Baisse en %	Durée de la dépression en mois	Nombre de chômeurs en millions	Taux de chômage en %	Nombre total	Pendant le mois de crise maximum
1 (1948-1949)	oct. 1948	oct.1949	10,5	12	4,7	7,6	8.632	884
2 (1953-1954)	juil. 1953	août 1954	10,2	13	3,7	5,8	11.400	1.102
3 (1957-1958)	fév. 1957	avr. 1958	13,7	14	5,54	7,7	16.915	1.495
4 (1960-1961)	janv. 1960	fév. 1961	7,7	13	5,71	8,1	17.117	1.449
5 (1969-1970)	sept. 1969	nov. 1970	8,1	14	5,49	6,5	12.201	1.042

Les crises économiques au Japon après la guerre

Chronologie des crises	Productions industrielles et minières				Chiffres maxim. du chômage		Chiffres maxim. d'entreprises en faillite	
	Maximum avant la crise	Minimum pendant la crise	Baisse en %	Durée de la dépression en mois	Nombre de chômeurs en millions	Taux d'augmentation du chômage en %	Nombre de maisons en faillite	Taux d'augmentation des faillites en %
1 (janv. 51-oct. 51)	juin 1951	août 1951	4,6	2	0,47	38,2	–	–
2 (janv. 54-nov. 54)	janv. 1954	août 1954	1,9	7	0,71	82	–	–
3 (juin 57-juin 58)	juil. 1957	juin 1958	10	11	0,92	76,9	203	54,9
4 (déc. 61-oct. 62)	mars 1962	oct. 1962	3,6	7	0,62	72,2	172	186,6
5 (oct. 64-oct. 65)	déc. 1964	mai 1965	3,1	5	0,54	100	611	64,2
6 (juil. 70-déc. 71)	juil. 1970	mai 1971	4,2	10	0,80	60	964	64,8

Etudions l'économie politique, Editions du Peuple, Shanghai, Décembre 1975, Edité par Edition du Centenaire, page 194- 195.



George Catlett Marshall, secrétaire d'Etat américain en 1947-49. Il donna son nom à cette pseudo aide au relèvement des pays ravagés par la guerre, la plan Marshall, qui permettra à l'impérialisme américain de réaliser des profits fabuleux et d'acquérir un contrôle décisif sur l'industrie européenne.

En effet, des bourgeois infiltrés à la direction du Mouvement communiste international vont s'acharner aussitôt après la mort de Staline à réviser les principes révolutionnaires du marxisme-léninisme et à saboter l'unité de ce mouvement. Ce travail de sape des révisionnistes qui défendent l'aplatventrisme devant l'impérialisme va affaiblir considérablement le camp socialiste et sa capacité d'impulser le mouvement révolutionnaire du prolétariat dans les pays capitalistes avancés et le mouvement de libération nationale dans les pays coloniaux. En même temps, il va aider l'impérialisme à reprendre du poil de la bête et à se montrer plus agressif que jamais vis-à-vis des peuples du monde et des pays socialistes.

-5- Enfin le dernier facteur qui va favoriser les capitalistes durant ces années, c'est le rôle accru de l'Etat bourgeois comme *"régulateur"* de l'économie capitaliste et soutien direct au capital monopoleur par diverses mesures (nationalisations dans certains secteurs d'infra-structure non-rentables dont les monopoles veulent se débarrasser, subventions directes et indirectes, exemptions d'impôts, travaux d'infrastructure pour faciliter leurs investissements, etc. En effet, la bourgeoisie va tirer certaines leçons de la grande crise des années '30 où la concurrence *"sauvage"* entre les capitalistes a enrayé gravement le système capitaliste mondial et a échaffaudé toutes sortes de théories sur le capitalisme enfin *"civilisé"*, qui en aurait fini à tout jamais avec les crises.

Voilà les facteurs qui expliquent pourquoi la *"relance économique"* de l'impérialisme mondial a été plus vigoureuse au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, pourquoi elle a pu camoufler les soubresauts qui continuaient de l'affecter de façon cyclique. D'ailleurs, non seulement les crises économiques n'ont pas disparu durant cette période, mais leur rythme s'est même accru. En effet, si avant la Deuxième Guerre mondiale, les crises économiques étaient espacées d'environ 10 ans, dans les années consécutives à la guerre, leur cycle s'est raccourci et elles sont devenues plus fréquentes. C'était là le signe que la santé du système capitaliste mondial était toute relative et portait en germe toutes les conditions de son ébranlement ultérieur.

Des mesures qui vont aggraver la situation

Par les tableaux de la page précédente, on voit que bien loin de résoudre la cause véritable qui avait mené à la guerre mondiale, les différents facteurs politiques et économiques qui ont favorisé la *"relance économique"* de l'impérialisme dans l'après-guerre, vont au contraire avec les années rendre cette crise encore plus profonde.

Comme nous l'avons vu précédemment, contrairement aux thèses social-démocrates et à celles des révisionnistes, on ne peut planifier le capital. Il va là où se trouvent les profits les plus élevés.

Dans ce cas-ci, il se dirigera vers les secteurs liés aux caractéristiques que nous venons de présenter: industrie lourde, pétrochimie, automobiles, appareils électriques, matériel de guerre, etc. tandis que les secteurs de biens de consommation, tels le vêtement, le textile, la chaussure, etc., ne marqueront pas de réelle reprise. C'est ainsi qu'au cours des 20 années de 51 à 70, la production industrielle globale des pays capitalistes a augmenté de 92% alors que la production dans les industries de l'électronique, de la chimie et de l'automobile a **triplé** . Cela aura d'ailleurs pour effet au Canada d'accentuer l'écart économique entre l'Ontario et le Québec, cette dernière étant historiquement basée sur l'industrie des biens de consommation. Cet écart entre les différents secteurs de l'économie sera encore aggravée au cours des années '60 lorsque le marché sera saturé des produits de longue durée fabriqués pour la première fois: téléviseurs, réfrigérateurs, cuisinières électriques, etc.

Mais derrière ce premier déséquilibre, s'en développait un second qui rendait la crise inévitable: la disproportion entre la production et la consommation. Le développement des techniques et des sciences avait en effet entraîné un accroissement important des capacités de production de

l'industrie capitaliste. Cet accroissement sera cependant bien loin d'être accompagné d'une croissance proportionnelle des salaires. Il en résulte une incapacité croissante du marché de consommer le flot des marchandises produites. Au cours des années '60, comme au cours des années '30 qui ont précédé la Deuxième Guerre mondial, le chômage devient un mal chronique, et à un degré élevé dans tous les pays capitalistes.

La bourgeoisie aura alors recours à deux solutions qui ne feront qu'amplifier la crise en gestation: en premier lieu, ces années sont marquées par l'expansion fantastique du crédit à la consommation au point où, selon le Secrétariat au Commerce des Etats-Unis, les travailleurs américains doivent utiliser de 40 à 50% de leur revenu pour s'acquitter de leurs dettes contractées par l'achat à crédit.

Une telle mesure ne pouvait que maintenir artificiellement le marché car, tôt ou tard, il faut bien payer ce qu'on achète. Et l'on retrouve le même problème qu'au début, même pire qu'au début, car à cause du crédit, les marchandises sont payées 30 à 40% plus cher. Cela évidemment réduit d'autant l'écoulement de la production.

Pour donner une idée de l'ampleur du phénomène, voyons sur le tableau suivant à quel rythme a augmenté le crédit à la consommation par rapport à la hausse de la production industrielle ou à celle de l'épargne.

INDICES	1946	1976
Production industrielle	100	500
Dépots en $ canadiens dans banques à charte	100	1300
Crédit à la consommation	100	5400
Commerce au détail	100	1000

Ce qu'on y remarque, c'est que le crédit a augmenté depuis la guerre 10 fois plus vite que l'ensemble de la production industrielle. Comme quoi le crédit à la consommation a été systématiquement utilisé par la bourgeoisie pour conserver au sein des masses un niveau de consommation artificiel. Cela donnait l'impression que l'écoulement de la production marchait comme sur des roulettes en même temps que ça s'avérait un moyen complémentaire de les exploiter.

L'autre moyen utilisé par les diverses bourgeoisies impérialistes est l'expansion considérable des dépenses militaires et la militarisation de l'économie. L'accroissement de la production militaire, le plus souvent commandé par l'Etat accélère le renouvellement des moyens de production essentiels à la production dans ce secteur. Dans leur course continuelle aux armements, les différents Etats impérialistes utilisent des techniques d'assassinats toujours plus sophistiquées et coûteuses. L'outillage dont se sert l'industrie militaire vieillit donc plus rapidement que celui des autres industries et doit par le fait même être renouvellé plus souvent. En ce sens aussi absurde que ça puisse paraître, en système capitaliste, l'industrie de guerre, de mort, procure un salaire, fait vivre des millions de travailleurs. Mais encore là, il ne s'agit que de mesures toutes artificielles et toutes temporaires car l'achat d'armes par l'Etat augmente considérablement son déficit budgétaire, l'oblige à émettre davantage de monnaie; ce qui provoque l'inflation. Ainsi, au lendemain de la Première Guerre mondiale, les dépenses militaires s'étaient stabilisées pour ne s'élever à nouveau qu'au moment de la guerre de '39-'45. Or on constate depuis cette dernière guerre que les dépenses militaires n'ont cessé de grimper en flèche. Et elles ont d'autant plus rapidement brisé tous les records que les contradictions interimpérialistes se sont aiguisées avec elles et que les mouvements de libération nationale gagnaient chaque jour des points, jetant à terre les anciens empires coloniaux.

Les impérialistes américains qui avaient pu durant un temps se faire passer pour les *"amis des peuples"* parce qu'ils n'avaient pas de passé colonial, s'étaient durant ces années complètement démasqués: agression contre la Corée, interventions armées en République dominicaine, tentative d'invasion de Cuba, etc., mais surtout leur agression sauvage contre le peuple vietnamien. Pour sauver la *"liberté et la démocratie yankee"*, il leur fallait s'armer jusqu'aux dents.

L'apparition de la superpuissance soviétique sur la scène mondiale va accélérer la course aux armements dans les pays impérialistes et les jeter d'autant plus rapidement dans la crise.

En effet, l'U.R.S.S. est vite devenue avec la prise du pouvoir par les révisionnistes kroutchéviens, un pays révisionniste et impérialiste. Profitant de la domination de l'U.R.S.S. sur les pays d'Europe de l'Est, les révisionnistes soviétiques ont fait de leur pays une puissance impérialiste, social-impérialiste (socialiste en paroles, impérialiste dans les faits) capable de rivaliser avec l'impérialisme US pour l'hégémonie mondiale.

Les révisionnistes soviétiques vont militariser l'économie à un rythme jamais vu pour rattraper leur retard. Si bien qu'aujourd'hui, sur ce plan, ils dépassent la superpuissance américaine. A eux deux, les deux plus grands marchands de canons au monde ont un budget militaire qui a dépassé en '76 les $200 milliards. Mais si les superpuissances arrivent bon premiers et de loin dans cette course à la mort, ils ne sont pas les seuls à courir. Car il est dans la logique de tout pays capitaliste et encore plus de tout pays impérialiste petit ou gros, de militariser à outrance son économie. Aussi c'est l'ensemble des pays impérialistes qui s'est engagé dans ce couloir débouchant sur la guerre.

Qui plus est, les dépenses militaires étant garanties par l'Etat, les secteurs économiques tels l'aéronautique, l'électronique, etc., qui leurs sont liés, sont devenus ceux où les monopoles réalisent leurs plus gigantesques profits. Le capitalisme est à ce point de décadence et de corruption qu'il est désormais plus rentable de produire des bombes et des missiles que de produire des aliments, des logements et des vêtements. Mais encore là, ces dépenses militaires effrénées ne pouvaient accorder qu'un sursis. En effet, elles engloutissent une part importante du revenu national à des fins tout à fait improductives: 20 à 24% dans la plupart des pays capitalistes.

Aussi, tôt ou tard, l'Etat, pour les payer, n'a d'autre choix que d'augmenter les impôts et taxes de toutes sortes, ce qui réduit d'autant le revenu réel des masses, et encore une fois, leur capacité d'acheter la production.

C'est l'utilisation massive de ces deux moyens (crédit à la consommation et dépenses militaires) qui explique que l'inflation soit devenue depuis la Deuxième Guerre, un problème chronique. Alors que dans le passé, la chute des prix constituait le moyen principal pour relancer le marché et l'économie, depuis la fin de la guerre, les prix n'ont jamais cessé d'augmenter. L'inflation chronique est une caractéristique nouvelle de la crise du capitalisme.

D'où vient ce phénomène? C'est que la production économique dans son ensemble et la production d'armements et les secteurs qui lui sont connexes en particulier, sont aux mains des monopoles. Ces derniers qui veulent s'assurer les plus grands profits possibles haussent sans arrêt leurs prix. L'Etat qui achète d'eux voit augmenter chaque jour son déficit budgétaire. Que fait-il face à ce déficit? Il met en circulation du nouveau papier-monnaie. Mais ça ne règle rien puisque les monopoles continuent de plus belle à hausser leurs prix. On s'engage alors dans la spirale sans fin de l'inflation où les revenus des monopoles augmentent à vue d'oeil. Par contre, le revenu réel des travailleurs quant à lui ne cesse de baisser.

Car si la monnaie émise par l'Etat va tout droit dans la poche des monopoles, les travailleurs quant à eux n'en voient pas la couleur. Et si tous les produits de consommation courante augmentent à cause de cette nouvelle masse monétaire en circulation, les salaires, eux, n'augmentent pas automatiquement.

Les déficits s'aggravent

Vers la fin des années 60, le mécanisme commence donc à se dérégler ouvertement. Et c'est au coeur de l'impérialisme, chez la superpuissance américaine, qu'apparaissent les premiers signes annonciateurs de la nouvelle crise. En 69-70, il y a 5,500,000 chômeurs. Plus de 12,000 entreprises font faillite. $100 milliards sont investis dans l'armement qui est en grande partie détruit sur les champs de bataille d'Indochine. Le déficit de la balance commerciale atteint $70 milliards. Et sur le plan international, les autres pays impérialistes alliés à l'impérialisme US ruent dans les brancards.

Ils veulent contraindre l'impérialisme US à réduire le déficit de sa balance de paiement. Donc en même temps qu'il rencontre des difficultés particulièrement vives à l'intérieur, l'impérialisme US a des problèmes avec ses alliés. Ces derniers n'ont plus confiance au dollar américain, c'est alors qu'éclate la *"crise du dollar"*. La crise économique mondiale en développement se déchaîne donc aussi sur le plan monétaire.

La "crise monétaire"

Pour comprendre ce phénomène et ce qu'il recouvre, il faut faire un petit retour dans l'histoire.

C'est vers la fin de la Deuxième Guerre mondiale que les U.S.A. réunissaient leurs alliés pour mettre sur pied un nouveau système monétaire international. Le développement du commerce et des mouvements de capitaux internationaux exigeait d'avoir un instrument de paiement international unique.

Ce moyen de paiement unique permettait aux grandes entreprises de le garder dans leurs caisses pour effectuer leurs paiements internationaux et aux Etats de le conserver dans leurs banques centrales pour régler le déficit de leur balance des paiements. Cet instrument allait évidemment être le dollar, seule monnaie à être acceptée partout, pouvant acheter n'importe quoi... Et cela était d'autant plus possible que la valeur des dollars US s'appuyait sur les réserves d'or de la Banque fédérale américaine qui possédait près des 3/4 de l'or mondial. Les accords de Brenton-Woods en 1947 vont donc être la légalisation d'une situation de fait: la supériorité de l'impérialisme américain sur le plan monétaire.

Après la guerre, l'ensemble du monde capitaliste, particulièrement les pays européens ravagés, avait une véritable *"faim"* de dollars. Les impérialistes américain font donc sortir massivement leurs dollars sous forme de prêts à leurs alliés, de dépenses d'ordre militaire des USA à l'étranger, d'aide en dollars à certains pays pour *"s'opposer au communisme"*, d'investissements à l'étranger, etc.

De leur côté, les pays capitalistes prennent l'habitude d'accumuler des réserves de dollars et de considérer le dollar comme une valeur aussi sûre que l'or.

Le problème c'est que les sorties de dollars des USA ne sont pas décidées en fonction de l'accroissement des besoins en monnaie internationale qui accompagne le développement du commerce mondial. Non, ces sorties ne se font qu'en fonction de la politique d'expansion mondiale de l'impérialisme américain qui se souciait fort peu de savoir si les entrées et les sorties de monnaie et de produits s'équilibraient. Tant qu'il y a eu des acquéreurs de dollars, les impérialistes américains ont fait marcher la planche à billets. Le déficit de la balance commerciale américaine ne pouvait donc que s'amplifier.

Les investissements à l'étranger ($66 milliards de '46 à '70) vont rapidement provoquer un retour de dollars sous forme de bénéfices ($100 milliards de '46 à '70). Mais ceux-ci sont de nouveau investis à l'extérieur où le taux de profits est supérieur. Une part de plus en plus grande de la production américaine est donc faite à l'extérieur. Cela a pour effet de diminuer les exportations des USA qui faisaient rentrer des dollars et d'augmenter les importations qui sont payées à l'extérieur en dollars. De même, les dépenses militaires englouties dans la guerre au Vietnam augmentaient la masse de dollars qui sortait chaque jour des USA sans qu'aucune contre-partie ne rentre au pays.

Vers les années '60, la situation commence à changer. D'abord les autres pays impérialistes (Europe de l'Ouest, Japon) qui avaient reconstruit leur économie, commençaient eux aussi à avoir de nombreuses marchandises à vendre et de nombreux capitaux à investir et ils cherchaient activement des sources de matières premières. De débiteurs des USA, ces pays devenaient leurs concurrents.

Petit à petit, la confiance du monde capitaliste dans le dollar américain s'effrite.

Dès '66, les autres pays impérialistes commencent à exiger le remboursement de leurs dollars en or pour plus de sécurité. Au début les USA payent en or. Mais leur stock d'or diminue rapidement tandis que les sorties de dollars sont encore considérables. Le gouvernement américain est vite obligé de reconnaître ouvertement que la valeur réelle du dollar n'a plus rien à voir avec sa valeur officielle. Il y a $60 milliards à l'extérieur des USA alors que la Banque centrale détient un stock d'or de $10 milliards.

Face à de nouvelles demandes d'or, en août 71, Nixon décide de supprimer purement et simplement la convertibilité du dollar en or. Mais en décembre 71, à la Conférence de Washington, les Américains sont obligés de dévaluer leur dollar. Dorénavant, on laisse les monnaies *"flotter"*. En d'autres mots, désormais les diverses monnaies vont se vendre et d'acheter à des cours qui sont fixés au jour le jour sur le marché des changes.

C'est donc la stabilité du système monétaire mondial qui se trouve ébranlée pour la première fois depuis plus de 20 ans avec un *"leader"* considérablement affaibli.

A partir de '71, le dollar américain perd sa capacité à fonctionner comme monnaie universelle. Les USA ont dû accepter de dévaluer puis de laisser *"flotter"* le dollar comme les autres monnaies qui baissent régulièrement depuis. Mais cette nouvelle situation plutôt que de régler le problème va accentuer le fouillis du système monétaire international de l'impérialisme. Et à partir de ce moment-là la disproportion entre les billets en circulation d'une part et les réserves d'or et le fond de marchandises d'autre part ne va pas cesser de s'accroître. Aussi la crise financière et monétaire va dorénavant se greffer à la crise générale du système capitaliste. Un rapide coup d'oeil sur les fluctuations constantes de la valeur des monnaies, les dévaluations ou réévaluations perpétuelles, peuvent nous convaincre facilement de toute la fragilité actuelle du système monétaire international.

Le plan Nixon est adopté en août 71 pour tenter de sortir l'impérialisme américain de ses difficultés. Ce plan n'avait pas d'autres buts que de faire payer la crise de l'impérialisme américain par le peuple américain et les pays plus faibles. Il comprenait une surtaxe de 10% sur toutes les importations afin de lutter contre la concurrence de pays comme le Japon ou l'Allemagne et de réduire la sortie des dollars américains. Toujours, dans le même but, il accordait des subventions aux exportations de marchandises et imposait des taxes à l'exportation de capital. Enfin, dernière mesure qui s'en prenait cette fois directement au prolétariat américain: le gel des salaires.

Mais ces mesures *"unilatérales"* ont provoqué des insatisfactions marquées chez les pays *"alliés"*. A tel point que les impérialistes américains ont dû à la réunion des ministres des

finances des 10 principaux pays capitalistes, tenue en décembre '71, accepter un accord de compromis sur les règlements des rapports entre ces pays. Comme on l'a vu, les Américains ont dû dévaluer leur monnaie, réévaluer la monnaie de certains autres pays capitalistes (mark allemand) et annuler la surtaxe américaine de 10% sur les importations.

Ce compromis devait apporter temporairement la *"paix monétaire"* entre pays capitalistes. Mais il reflétait une nouvelle disposition des forces dans l'ensemble du système des rapports économiques, monétaires, financiers et commerciaux entre les pays capitalistes... et surtout ne réglait rien.

La crise de l'énergie

L'augmentation du prix du pétrole a été un coup porté à l'impérialisme principalement pour les impérialistes européens et japonais. Dans l'immédiat cela a provoqué un transfert de $90 milliards aux pays producteurs. Cela a aussi réduit jusqu'à un certain point la croissance des pays impérialistes, leur a créé des difficultés au niveau de l'équilibre de leur échanges extérieurs et les a obligés à mettre en oeuvre d'énormes investissements dans des énergies de substitution. Pas étonnant donc que l'impérialisme ait crié au scandale et ait essayé de faire croire aux peuples que *"la crise, c'est la faute des Arabes"!*

Cette crise a donc aiguisé les contradictions au sein de l'impérialisme. D'abord, l'augmentation du prix du pétrole a accru les déficits dans les balances de paiement des pays impérialistes. Les déficits exigeaient pour les bourgeoisies d'exporter davantage pour contrebalancer les hausses de prix du pétrole importé.

Mais toutes le faisaient dans une concurrence accrue puisque tous les pays impérialistes occidentaux sauf les USA et le Canada étaient dans le même cas.

D'où la nécessité pour les bourgeoisies d'appeler à réduire la consommation intérieure, d'accélérer la *"restructuration"* de l'économie et d'augmenter le prix du pétrole, en d'autres termes de faire payer aux masses de leur propre pays les frais de leurs difficultés.

Mais les impérialistes américains et en particulier les monopoles américains du pétrole vont profiter de cette crise pour renforcer leur hégémonie sur les autres pays impérialistes plus faibles. On sait que les USA, comme le Canada, sont eux-mêmes un pays producteur de pétrole. On sait aussi que l'augmentation du prix du pétrole oblige tous les impérialistes à se lancer dans des investissements de substitution qui seront proportionnellement plus lourds à supporter pour les pays européens et le Japon que pour les USA. En affaiblissant davantage ces derniers pays, la *"crise du pétrole"* a ainsi contribué à renforcer la position de l'impérialisme américain. Et cela est d'autant plus vrai que les monopoles américains du pétrole ont pu profiter directement de la situation. Pour sauvegarder leur marge de profits malgré les décisions des pays producteurs de pétrole, les grands du pétrole tels Esso, Shell, etc. ont provoqué des hausses considérables de prix faisant ainsi porter tout le poids encore une fois sur de dos des masses laborieuses. Pour justifier leurs hausses de prix, ils ont orchestré de toute pièce la supposée *"crise de l'énergie"* d'où la nécessité selon eux d'accepter de payer plus cher l'essence et l'huile à chauffage... en attendant la découverte de nouvelles sources énergétiques. Pourtant l'humanité est loin d'avoir épuisé toutes les ressources énergétiques du globe que ce soit le pétrole ou d'autres. Si les ressources énergétiques étaient utilisées rationnellement en fonction des intérêts des peuples et non des profits d'une poignée de monopoles, elles pourraient répondre aux besoins de l'humanité indéfiniment. Ceux qui créent les pénuries artificielles, ce sont les monopoles avides de profits qui investissent et utilisent les techniques et la science uniquement dans les secteurs où c'est rentable pour eux. L'année où la *"crise du pétrole"* a atteint son sommet, soit 1973, moment où l'on criait le plus à la *"pénurie"* du pétrole, les monopoles qui avaient volontairement monté de toute pièce cette *"crise"*, ont fait des profits de $5 milliards.

Mais en aiguisant les contradictions interimpérialistes, la *"crise du pétrole"* a néanmoins ébranlé l'ensemble du système impérialiste mondial et en ce sens a contribué bel et bien à l'enfoncer encore plus dans la crise.

Les prix montent sans arrêt

Les années suivantes, la crise économique loin de se résorber secoue de plus en plus profondément le monde capitaliste. D'abord la réunion du *"groupe des Dix"* tenue à Washington en décembre 71 a affaibli la position du dollar américain. En 72, l'inflation s'aggrave aux USA et la masse monétaire en circulation a augmenté de 11% atteignant à la fin de l'année $246.8 milliards. Le déficit de la balance des paiements américains en 72 était de $10 milliards, soit un accroissement de $600 millions par rapport à 71.

En 72-73, les prix de vente au détail des produits industriels ont augmenté respectivement de 13% aux USA, de 13.5% au Japon, de 19.4% au Canada, de 28% en Italie, etc. Pour la même période, les prix des matières premières ont augmenté en moyenne pour ces 4 pays de 30 à 47%. Et en 73-74, cette hausse va être 2 fois plus grande.

En 73, la situation est tout aussi désastreuse. Aux USA, le niveau des prix des articles de consommation courante était 4 fois plus élevé qu'en 72. Entre les mois de juin et de juillet de cette même année, les produits de consommation courante ont augmenté en moyenne de 14%, les loyers de 11%, les coûts des services médicaux d'environ 10%, etc. En Italie, les prix des pâtes alimentaires, principal aliment du peuple italien, ont augmenté de 30% par rapport à l'année précédente. Au Japon, le prix du riz, un des principaux produits alimentaires de ce pays a augmenté de 32%. En 73, le coût de la vie dans les pays capitalistes industrialisés est de 3.5 fois supérieur à celui de 1950. Et au cours des 10 dernières années précédent 73, il a augmenté de 73% en Angleterre, de 104% en Espagne, de 57% en Italie, de 46% au Canada, de 45% aux USA, de 70% en France, de 43% en Allemagne, de 80% au Japon, etc. Durant cette même année, le déficit budgétaire du gouvernement américain atteint $24.8 milliards; le déficit dans la balance des paiements a atteint $9 milliards et le déficit du commerce extérieur était de l'ordre de $5 milliards. Cette année là, le dollar américain est à nouveau dévalué de 10%.

En 74, c'est à nouveau la crise ouverte. Les principaux pays impérialistes du camp américain voient leur produit national brut (P.N.B.) diminuer en moyenne de 0.25% par rapport à 73. Pour l'ensemble de ces pays, la croissance est presque nulle, soit de plus de 0.25%. 1973 avait été une année de relative expansion, aussi le ralentissement a-t-il été brutal et les gouvernements bourgeois n'ont pu l'enrayer ni arrêter l'inflation.

Les secteurs les plus touchés ont été dans un premier temps l'automobile puis le bâtiment et les travaux publics ainsi que les transports et le textile. Puis elle a touché largement le secteur des moyens de production, l'énergie, la sidérurgie...

Cette année-là, on note une importante hausse des prix des articles industrialisés. Par exemple, le prix des aciers est

de 3.4 fois supérieur à celui de l'année précédente, celui des tuyaux d'acier 3 fois, de la tôle 2.2 fois, celui des peaux 4.5 fois, celui du sucre 3.4 fois, celui des graisses alimentaires plus de 2 fois, du café 2 fois, du blé 1.7 fois, etc...

1975 est resté une année de récession. Le P.N.B. du camp impérialiste occidental a baissé de 2% par rapport à l'année précédente. Aux USA, en Allemagne, en France, la production industrielle a baissé de 10-15%, de 5% en Angleterre, de quelque 20% au Japon. Aux USA en particulier, la production d'acier a baissé de près de 20% par rapport à 74. La construction des habitations particulières était estimée à 1.2 millions d'unités soit le chiffre le plus bas depuis 29 ans. La vente d'automobiles a diminué de 8% par rapport à 74. Et c'est cette année là que le chômage a atteint des sommets inégalés jusque là dans tous les pays impérialistes occidentaux: 9% aux USA, un record depuis '41, plus de 4,500,000 chômeurs en Europe de l'Ouest. Rien qu'en Angleterre le nombre de chômeurs double. Il augmente de 50% en France et au Japon, s'accroit de 30% aux USA et en Allemagne. Plus de 17 millions de travailleurs des 6 principaux pays capitalistes se voient ainsi refuser des emplois.

L'AGGRAVATION DU CHÔMAGE DANS LES PAYS CAPITALISTES (unité: 1,000 personnes)

	Oct. 1973	Oct. 1974	Oct.. 1975
Etats-Unis	3,763	5,044	8,000
Grande Bretagne	537.2	643.4	1,165.4
France	451.9	627.9	1,015.6
R.F.A.	267	672	1,061.3
Italie	586	603	1,055.2 (août)
Japon	530	750	1,413

(Source: Pékin Information, no 6, 9 février 1976)

De même, les prix ont continué à grimper, détériorant d'autant les conditions de vie des masses.

TAUX ANNUEL DE LA HAUSSE DES PRIX

	Oct. 1972	Oc.t 1973	Oct. 1974	Oct. 1975
Etats-Unis	3.4	7.9	12	7.6
Grande-Bretagne	7.8	10	17.1	25.9
France	6.6	8	14.9	10.2
R.F.A.	6.3	6.5	7.1	5.8
Italie	7	11.1	24.3	12.1
Japon	3.8	13.2	25.5	9.6

Durant cette année, les neuf pays du Marché commun ont produit quelque 100 millions de tonnes de céréales de moins que l'année précédente. On a aussi enregistré des baisses importantes dans la production de la pomme de terre et d'une série d'autres cultures de base. En Angleterre, la récolte de blé est inférieure à la moyenne des années 72-74, alors qu'en France, la production des céréales et du lait connaît aussi des baisses importantes. Il en est de même aux USA pour plusieurs secteurs agricoles.

Durant cette année le déficit de l'U.R.S.S. dans le commerce avec les pays capitalistes de l'Occident a atteint $4,768 millions, établissant ainsi un nouveau record. A la base de la croissance de ce déficit commercial se trouvent les achats énormes de blé aux pays occidentaux suite aux baisses sensibles de la production agricole en U.R.S.S. Dans les autres pays révisionnistes, la situation est encore plus grave à cause même du commerce inégal imposé par la métropole soviétique qui les considère comme des débouchés pour la vente de ses produits.

En même temps, le déficit commercial de ces pays a augmenté de façon considérable dans les échanges avec les pays capitalistes occidentaux. En '75, le déficit commercial de la Tchécoslovaquie s'est chiffré à $650 millions dont $400 ont été enregistrés dans les échanges avec les pays occidentaux.

En Pologne, rien que le déficit enregistré avec les pays capitalistes occidentaux a atteint cette année-là $6 milliards.

Dans le secteur agricole, l'Union soviétique a connu les échecs les plus cuisants. En 1975, la production de céréales par habitant a même été inférieure à celle de 1913. Depuis les 4 dernières années, la diminution de la production agricole est flagrante. De même en Pologne, la production agricole a baissé de 2.6% par rapport à '74.

En '76, les bourgeois nous avaient promis une relance. Les économies capitalistes se sont tout au plus installées dans une période de stagnation qui n'a vu diminuer ni le chômage, ni l'inflation. L'inflation a atteint 19% en Europe de l'Ouest avec 6 millions de chômeurs. Les USA à eux seuls ont atteint les 9 millions de chômeurs. Et durant cette année-là, le peuple américain a dû payer $4 milliards en impôts à l'Etat qui sont allés renflouer les capitalistes en difficulté. Dans ce même pays, le déficit budgétaire a atteint $85 milliards, environ la moitié du total du déficit budgétaire enregistré durant les 30 années d'après-guerre. En Allemagne, le déficit financier est le triple de celui des années de 1950 à 1969. Aux USA, la production de l'acier a régressé de 9% par rapport à '75. Quand au bâtiment, autre secteur clé de l'industrie américaine, il a connu un développement supérieur à celui de '75 mais est resté de 40% inférieur à celui de '73. Les prix ont continué à augmenter de plus de 10%. Le taux de chômage a atteint les 8%.

En Hongrie, les prix de la viande et du poisson ont augmenté de 30%, en Pologne de 16%. C'était la 5ième augmentation de prix depuis janvier '75. Quand à l'U.R.S.S., de son côté, ses dettes ont totalisé $20 milliards.

La crise économique conduit à la crise politique

Vu l'envergure de la crise économique actuelle, il n'est pas surprenant que la situation mondiale actuelle soit marquée par de nombreux bouleversements et une instabilité politique des gouvernements bourgeois.

La superpuissance américaine a connu récemment avec le fameux scandale du Watergate une crise politique qui traduit la division profonde de la bourgeoisie monopoliste américaine. Par ailleurs depuis les luttes du mouvement anti-impérialiste de la jeunesse et du mouvement noir radicalisé de la fin des années '60, l'ensemble du peuple américain, avec à sa tête le prolétariat mais aussi les minorités mexicaines, porto-ricaines et amérindiennes, n'a cessé d'accentuer sa riposte aux attaques de la bourgeoisie qui essaye là comme ailleurs de leur faire payer la crise. Les luttes ouvrières et populaires ont ébranlé la *"démocratie"* réactionnaire américaine. Et que dire de la lutte des peuples partout dans le monde qui s'est aiguisée contre cet ennemi mortel. Avec les défaites qu'il a essuyées en Indochine en particulier, et qui l'ont affaibli considérablement, l'impérialisme américain n'a pas cessé de se faire démasquer par les peuples partout dans le monde. Pas surprenant que la bourgeoisie ait voulu changer de façade avec Carter. Tenter de mieux tromper les peuples pour intensifier leur exploitation, voilà qui explique la politique de leur nouveau gérant ces derniers temps.

Et que dire du fameux scandale international du *"Lockheed"* qui a touché les gouvernants et les parlementaires bourgeois d'à peu près tous les pays capitalistes du camp de l'impérialisme américain. On a vu cette compagnie distribuer plus de $200 millions en pots-de-vin de toutes sortes de '70 à '75 afin de vendre ses avions au Japon, en Hollande, en Italie, en Allemagne, et ailleurs aux dépens des industries nationales.

Portugal - **Le peuple portugais a renversé la dictature fasciste qu'il subissait depuis plusieurs dizaines d'années**

France - **Les paysans français n'ont cessé depuis des années de défendre leurs conditions de vie et de lutter contre les conséquences du capitalisme**

Tchécoslovaquie - **L'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 par l'armée soviétique manifeste l'aiguisement des contradictions au sein des pays du bloc soviétique eux aussi rongés par la crise du capitalisme**

Partout dans le monde la crise économique donne naissance à une crise politique encore plus profonde et plus grave.

Philippines - **Dirigé par son parti marxiste-léniniste, le peuple philippin a entrepris la lutte armée pour en finir avec l'impérialisme et le dictateur Marcos**

Colombie - **Le peuple colombien, comme tous les peuples d'Amérique latine, renversera la domination impérialiste et les classes réactionnaires totalement vouées à la défense de l'impérialisme**

Et ce n'est pas tout. Ce scandale a montré au grand jour que les pots-de-vin et la corruption sont des pratiques courantes non seulement des multinationales de l'aéronautique comme Boeing, Northrop Corporation, General Dynamics... mais aussi de d'autres secteurs comme la compagnie américaine *"Ashland Oil"*, au Nigéria, au Gabon ou en République dominicaine. Quelque 50 multinationales et au moins 60 autres firmes, connues à ce jour, ont été impliquées ces dernières années dans des pratiques de pots-de-vin. Et ce sans compter les millions de dollars que la CIA a fourni aux dirigeants bourgeois et aux bandes fascistes en Italie ou dans d'autres pays pour s'ingérer directement dans les affaires internes de ces pays. La crise économique a fait apparaître au grand jour la dégénérescence, l'hypocrisie, le banditisme qui règne dans la politique des impérialistes américains et de leurs alliés.

Quand à l'autre superpuissance, plus jeune, elle n'a pas échappé à la crise elle non plus. Et sur le plan politique, elle porte déjà en elle tous les signes de sa fin certaine. La presse impérialiste occidentale fait beaucoup de bruits autour de la *"contestation des intellectuels"* qui réclament le respect des droits de l'homme en Union soviétique. Mais ce qu'elle laisse dans l'ombre comme à son habitude, c'est l'essentiel. La colère gronde chez les peuples soviétiques et la résistance se fait chaque jour plus vive. Si la classe ouvrière résistait depuis déjà quelque temps de manière silencieuse en augmentant son taux d'absentéisme au travail, par exemple, elle affronte maintenant de plus en plus ouvertement les nouveaux tsars du Kremlin par des grèves et des manifestations politiques de toutes sortes.

Et du côté de ses alliés, les contradictions aussi se sont aiguisées. Aux prises avec des difficultés économiques énormes du fait même de la domination sauvage du social-impérialisme, les dictatures bourgeoises des pays d'Europe de l'Est comme en Pologne font face à un mouvement de résistance chaque jour grandissant. A un point tel que les bourgeoisies de ces pays écrasés par le social-impérialisme manifestent une certaine volonté d'autonomie et de rapprochement d'avec les autres pays européens et l'impérialisme américain. Et depuis quelques années, l'ensemble du camp révisionniste, que les tsars du Kremlin essayent de diriger d'une main de fer au nom de *"l'internationalisme prolétarien"*, est loin d'être en parfaite unité. Pourquoi? Parce que tous ces opportunistes ne peuvent échapper aux contradictions qui traversent l'ordre capitaliste et révisionniste mondial et que la crise est venue aiguiser.

Dans les autres pays impérialistes aussi, la situation politique est caractérisée par des changements constants de gouvernements où, libéraux bourgeois, conservateurs bourgeois et sociaux-démocrates s'entredéchirent pour convaincre la bourgeoisie qu'ils sont les plus à même de tromper le peuple et de lui faire payer la crise. Parmi les éléments les plus significatifs de cette crise, il faut noter: la chute de gouvernements sociaux-démocrates au pouvoir sans interruption depuis plusieurs décennies en Suède, cet autre *"paradis capitaliste"*, et en Israël; la fascisation croissante de l'Allemagne fédérale sous la gouverne d'un parti social-démocrate et avec l'aide empressée des dirigeants syndicaux complètement vendus; l'impossibilité d'instituer un gouvernement dans les pays qui ressentent durement la crise comme la Hollande, la Belgique et le Danemark; la revitalisation du fascisme sous un nouveau jour en Grèce, en Espagne; et enfin la montée des révisionnistes comme solution in extremis pour la bourgeoisie en Italie et en France.

Dans les pays en voie de développement, les peuples résistent farouchement en prenant l'offensive jusqu'à la victoire au Vietnam, au Cambodge, au Laos. Dans la plupart des anciennes colonies portugaises d'Afrique, ils ont vaincu le colonialisme et le néo-colonialisme et ils poursuivent la lutte pour leur indépendance et leur libération totale. Dans tous les autres pays, la lutte conjugée du prolétariat, de la paysannerie et de nombreuses autres couches opprimées fait reculer l'impérialisme qui n'a d'autre choix que d'y installer des dictatures fascistes ou militaires en alliance avec la réaction locale.

Où que l'on regarde dans le monde, les impérialistes et leurs laquais sont là qui ne savent plus où donner de la tête. Aucune de leur solution n'aboutit.

Pour les impérialistes, pas d'autres solutions que la guerre

Une telle situation marquée par l'aiguisement des contradictions entre la bourgeoisie et les masses, entre les diverses bourgeoisies nationales et au sein même de chacune d'elles, ne fait que s'empirer davantage sous le coup du développement inégal propre au capitalisme. Alors que certains pays, comme la superpuissance américaine et le Canada connaissent la stagnation économique depuis 1975, d'autres continuent d'enregistrer une certaine croissance quoique instable et très lente comme le Japon, l'Allemagne, et l'Union soviétique, alors que d'autres, finalement connaissent une détérioration très profonde et ce depuis plusieurs années. C'est notamment le cas de l'Italie, l'Angleterre, autrefois puissance impérialiste dominant la majeure partie du globe.

Et l'écart entre les pays *"en voie de développement"* et les pays impérialistes continue de grandir. La dette extérieure de 86 pays *"en voie de développement"* s'élevait, en 73, à quelque $160 milliards. A chaque année, à mesure que la dette augmente, le montant à rembourser auquel s'ajoute le taux d'intérêt, ne cesse de grossir. Si bien qu'il faut contracter de nouvelles dettes pour rembourser les anciennes. C'est de cette façon que les pays impérialistes essayent de régler leurs problèmes sur le dos des pays capitalistes plus pauvres. Par les *"subventions"* et le crédit, par l'échange inégal qui consiste à acheter à bon compte les matières premières de ces pays et à les revendre au prix fort, les pays impérialistes accentuent leur domination sur les pays *"en développement"* et détériorent d'autant les conditions de vie des masses de ces pays.

Mais même chez les plus pauvres des pays capitalistes, la disparité tend à s'accroître: les pays producteurs de pétrole comme l'Arabie Saoudite, l'Iran, le Nigeria, deviennent de véritables paradis pour le capital financier de divers pays impérialistes et, à côté d'eux, des pays comme Haïti, le Paraguay, la Haute-Volta continuent de s'enfoncer dans un sous-développement chronique.

Plus la crise s'approfondit, plus les rivalités entre les diverses bourgeoisies s'aiguisent: chacune n'a finalement d'autres solutions que de se lancer dans la guerre contre les autres. D'abord, c'est la guerre économique pour la conquête de marchés ou la préservation des marchés existants. Les impérialistes pratiquent le dumping sur une haute échelle comme dans le cas de l'acier japonais ou des textiles en inondant un marché étranger de produits à des prix que les autres concurrents ne peuvent supporter. De cette façon, ils tentent de les faire disparaître ou tout au moins de leur voler une partie de leur marché. Les hausses des barrières tarifaires sont un autre moyen pour tenter de protéger le marché national des mains avides des monopoles étrangers. La corruption à la tonne des hommes politiques bourgeois qui ne demandent pas mieux est chose courante. Ils dévaluent la monnaie nationale pour ainsi produire et vendre les marchandises à meilleur prix comparativement à ceux des autres pays. Tout ça pour favoriser la conquête de nouveaux marchés, peu importe que les marchandises importées coûtent plus cher aux masses de leur pays. Les cartels internationaux se constituent, comme celui de l'uranium auquel le Canada a participé pour fixer des prix de monopoles. Les hauts fonctionnaires et les diplomates bourgeois se font la compétition sur une large échelle pour obtenir de nouveaux marchés pour le compte de leur propre bourgeoisie nationale;

prenons par exemple le cas du Canada en Argentine et en Corée ou celui des USA en Hollande ou en Italie. Tout est bon, tous les coups bas sont permis pour tenter d'écraser les concurrents sur le marché mondial.

Bien sûr, ces bandits se consultent de temps en temps, car on ne veut pas que le bateau coule. Aussi essaient-ils de colmater des brèches: accords monétaires et commerciaux, sommets économiques, accords sur la sécurité internationale... Mais tous se plaignent alors que *"ça ne va plus comme avant"* et chacun suivant ses intérêts particuliers tente de convaincre les autres de prendre des mesures qui les favoriseraient. Inutile de dire que ces accords ne résolvent rien de fondamental, qu'ils se font toujours au dépens des plus faibles. C'est là la logique de l'impérialisme, logique qui enfonce toujours plus profondément le système capitaliste mondial dans la crise. Mais malgré toutes leurs rivalités, ces loups impérialistes et capitalistes s'entendent au moins sur une chose: faire payer aux peuples les frais de la crise.

En effet, devant l'avalanche de difficultés extérieures et intérieures, les bourgeoisies décident de se rabattre sur le prolétariat et le peuple de leur propre pays. Depuis quelques années, les attaques ouvertes ou dissimulées contre le prolétariat et les larges masses se multiplient. D'abord les gels des salaires. Les impérialistes américains donnent le ton en 71. Suivront des gels de salaires dans presque tous les pays capitalistes occidentaux: Angleterre, Belgique, France, Espagne, Japon, Canada... Partout dans tous les pays capitalistes, l'Etat bourgeois promulgue des centaines de lois toutes plus répressives les unes que les autres pour aller chercher de l'argent dans les secteurs dits improductifs et renflouer les capitalistes: coupures drastiques dans les secteurs des affaires sociales et d'éducation, coupures de postes, subventions directes ou indirectes aux entreprises. Les capitalistes de leur côté tentent de moderniser leur équipement: ils mettent à pied des milliers d'ouvriers. Ils haussent les cadences provoquant ainsi une augmentation des accidents de travail.

Dans les pays révisionnistes qui s'incombent encore moins de leur façade *"démocratique"*, l'Etat procède du jour au lendemain à des coupures de salaires, des hausses de prix comme en Hongrie et en Pologne, à des déplacements de population entières pour mieux répondre aux besoins des capitalistes.

Mais bien loin d'écraser la résistance ouvrière et populaire, ces mesures ont accentué la détermination des masses à riposter aux attaques de la bourgeoisie. A l'heure qu'il n'est pas un pays capitaliste ou révisionniste n'échappe aux grandes batailles de classe qu'a engagé le prolétariat mondial. Et c'est dans le feu de cette lutte que de plus en plus de prolétaires se sont rendus compte qu'il ne fallait plus se contenter de résister à la crise mais qu'il fallait s'attaquer à sa source, à la racine du mal: le système capitaliste lui-même. Aussi voit-on avec l'accentuation de la crise, de plus en plus de prolétaires s'emparer du marxisme-léninisme, leur idéologie de classe et s'engager dans le combat politique révolutionnaire.

La mesure de crise ultime de la bourgeoisie: la guerre

Tôt ou tard les moyens économiques et politiques de la bourgeoisie pour se sortir de la crise ne peuvent que déboucher sur la guerre, qui comme le disait Lénine, n'est finalement que *"la continuation de la politique par d'autres moyens"*. Et effectivement, on voit chaque bourgeoisie impérialiste s'armer jusqu'aux dents. Ceci représente en terme de budget environ $100 milliards pour les USA et l'U.R.S.S., soit environ 60% de toutes les dépenses militaires de tous les pays capitalistes et révisionnistes compris.

Si en 66, les USA possédaient 45% des forces militaires et 69% des dépenses militaires des pays capitalistes industrialisés de leur camp, en 73, leur part avait augmenté à 49% pour les forces armées et à plus de 75% pour les dépenses militaires. Si en 73, les dépenses militaires de l'O.T.A.N. totalisaient $115 milliards soit $16 milliards de plus qu'en 60, en 77, les dépenses militaires des USA à eux seuls atteignent cette somme.

Aussi avec ce rythme de militarisation forcenée, ne faut-il pas s'étonner que les pays impérialistes se soient engagés ces dernières années dans des guerres locales sans cesse plus nombreuses en divers points du globe: Liban, Ethiopie, Zaïre, Bengla Desh... et que l'on voit se reconstituer sans cesse de nouvelles alliances impérialistes qui aujourd'hui ont pour chef de file le social-impérialisme soviétique et l'impérialisme américain.

Dans ces conditions, le danger d'une troisième guerre mondiale est croissante et il n'est qu'une seule alternative aux peuples du monde: *"ou la révolution conjure la guerre ou la guerre provoque la révolution"*.

LA CRISE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE AU CANADA

Au Canada, les premières manifestations de crise sont également survenues vers la fin des années 60 alors que le taux d'inflation et de chômage ont commencé à grimper de façon démesurée. Les chiffres ci-dessous sont suffisamment éloquents. Ils montrent hors de tout doute que c'est à partir de ce moment là que l'inflation et le chômage tout à la fois ont connu un bond considérable.

INFLATION AU CANADA
(augmentation annuelle moyenne de l'indice des prix à la consommation)

1948-65: 2 %
1966-71: 3.7%
1971-76: 8.2%

TAUX DE CHÔMAGE MOYEN

1948-65: 4.5%
1966-71: 4.9%
1971-76: 6.2%

Fin des années 60 — début des années 70, le Canada sera moins touché par la crise économique que la plupart des autres pays capitalistes. C'est que le Canada est un pays particulièrement riche en matières énergétiques tels l'acier, le pétrole, l'électricité, le gaz... qui lui permettent d'absorber les hauts et les bas du marché capitaliste international plus facilement qu'un autre pays.

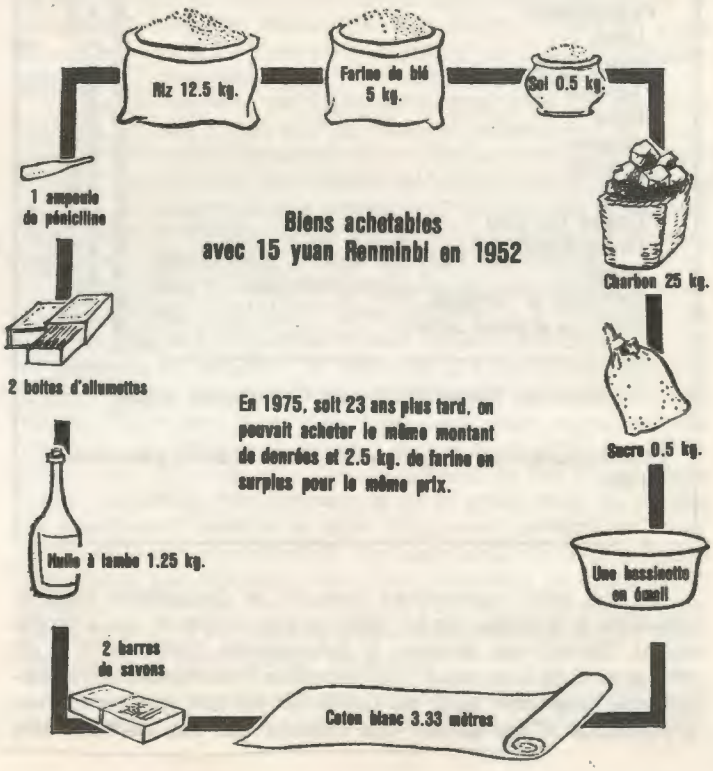
Par contre, d'autres facteurs vont contribuer à rendre la crise encore plus aigüe dans notre pays au fur et à mesure qu'elle s'approfondit sur le plan international. En premier lieu, le Canada est le pays capitaliste avancé le plus soumis au contrôle du capital américain. On sait que l'impérialisme américain contrôle jusqu'à 60% de l'économie canadienne et ce dans des secteurs névralgiques. Parmi les 100 principales entreprises manufacturières au Canada, 49 sont propriété américaine. Par ailleur, on sait aussi que 60% du commerce extérieur du Canada est orienté vers le marché américain. Pour ne prendre que le secteur du commerce des armes, on se rend compte que plus de 150 firmes canadiennes faisant travailler plus de 125,000 ouvriers sont reliés à des degrés divers à la vente d'armes au USA. Mais ces rapports particulièrement étroits entre l'impérialisme américain et la bourgeoisie impérialiste canadienne ne tombent pas du ciel.

Le peuple chinois ne connait ni inflation, ni chômage. Depuis la révolution socialiste les crises capitalistes ont été à jamais rayées de la carte en Chine. Cela n'est possible que parce que le prolétariat est au pouvoir et dirige l'Etat socialiste.

Budget familial,
moyenne mensuelle (en yuan)

Item	1965	1970	1974
Grain	23.60	25.45	25.45
Viande, légumes, etc.	22.50	30.00	30.00
Repas au restaurant	12.00	12.00	12.00
Sucre, fruit, rafraichissements	10.00	10.00	9.50
Vêtements	16.75	21.35	21.35
Logement	0.84	0.84	0.84
Eau	0.30	0.30	0.30
Electricité	1.05	1.05	1.05
Gaz	1.60	1.60	1.60
Transport, timbres	0.96	0.96	0.96
Loisirs	1.20	1.20	1.20
Coupe de cheveux, bains	0.50	0.50	0.50
Garderie	3.50	3.50	3.50
Divers	5.00	5.00	5.00
Total	99.80	113.75	113.25

Source: Why China has no inflation, Fireign Languages Press, Peking, Page 3 et 7


Riz 12.5 kg.
Farine de blé 5 kg.
Sel 0.5 kg.
1 ampoule de pénicilline
Biens achetables avec 15 yuan Renminbi en 1952
Charbon 25 kg.
2 boites d'allumettes
En 1975, soit 23 ans plus tard, on pouvait acheter le même montant de denrées et 2.5 kg. de farine en surplus pour le même prix.
Sucre 0.5 kg.
Huile à lampe 1.25 kg.
Une bassinette en émail
2 barres de savons
Coton blanc 3.33 mètres

Les 20 plus grands acheteurs de produits américains

	Total des ventes (en milliards) en 1977
Canada	$25.5
Japon	$10.4
Allemagne de l'Ouest	$ 6.0
Grande-Bretagne	$ 5.5
Hollande	$ 4.8
Mexique	$ 4.6
France	$ 3.5
Arabie Saoudite	$ 3.5
Belgique-Luxembourg	$ 3.2
Venezuela	$ 3.1
Italie	$ 2.8
Iran	$ 2.7
Brésil	$ 2.6
Corée du Sud	$ 2.4
Australie	$ 2.3
Taïwan	$ 1.9
Espagne	$ 1.9
U.R.S.S.	$ 1.7
Israël	$ 1.5
Suisse	$ 1.3

Les 20 plus grands vendeurs de produits aux USA

	Total des ventes (en milliards) en 1977
Canada	$28.7
Japon	$18.2
Allemagne de l'Ouest	$ 7.0
Arabie Saoudite	$ 6.3
Negeria	$ 6.3
Grande-Bretagne	$ 5.2
Mexique	$ 4.6
Venezuela	$ 4.3
Libie	$ 3.7
Indonésie	$ 3.7
Taïwan	$ 3.6
Italie	$ 3.1
Algérie	$ 3.0
France	$ 3.0
Iran	$ 2.9
Corée du Sud	$ 2.9
Hong Kong	$ 2.9
Brésil	$ 2.3
Trinidad & Tobago	$ 1.7
Emirats arabes unis	$ 1.6

(Source: Departement du Commerce, USA)

A la fois au niveau des achats et la vente de produits, le Canada est de loin le principal partenaire des USA.

Ils se sont consolidés depuis la Deuxième Guerre mondiale à la faveur de la *"relance économique"* qui s'en est suivie. Durant ces années, la bourgeoisie canadienne a en effet profité de la position hégémonique incontestée de l'impérialisme américain pour se renforcer en tant que puissance impérialiste. C'est durant ces années que ses capitaux ont atteint les quatre coins du monde. Si en 46, la bourgeoisie canadienne avait investi $1,323 millions dans différents pays, en 65, son capital à l'étranger atteignait $5,366 millions. En revanche, ce rapport d'alliance entre les deux bourgeoisies canadienne et américaine est un rapport inégal qui a favorisé la pénétration des capitaux américains dans notre pays. La mainmise américaine sur de larges secteurs de l'économie canadienne a facilité les rapports de dépendance de la bourgeoisie nationale par rapport à l'impérialisme américain. Cela s'est concrétisé avec le plan Abbott en 1947 où la bourgeoisie canadienne s'intégrait au Plan Marshall, avec l'enligнement de tout notre commerce extérieur sur les USA et l'ouverture des portes au capital américain. Avec le pacte de l'auto en 65 où les deux bourgeoisies fixaient des ententes privilégiées dans ces secteurs décisifs de l'industrie, l'intégration au système commun de *"défense nationale"* des deux pays, NORAD, avec l'entrée du Canada dans le bloc d'agression de l'O.T.A.N. en 47 et les Accords sur le partage de la production de défense en 58, la dépendance du Canada vis-à-vis les USA s'est accrue d'année en année.

Cette alliance entre deux bourgeoisies pourtant d'inégale force favorisera aussi le Canada dans les conditions de l'après-guerre. D'une part, durant ces années toutes les branches industrielles connaissent ici un développement comparable à celui des principaux pays capitalistes. Mais, en plus, ce développement crée une demande extraordinaire pour des matières premières comme l'acier, le fer, l'uranium dont notre pays est le principal dépositaire parmi tous les pays occidentaux. C'est au cours de cette période que s'ouvrent les gigantesques exploitations de minerai de fer du Labrador, et que l'industrie minière du nord de l'Ontario et du Manitoba connaît son expansion la plus considérable. Le développement industriel quant à lui, sera principalement le fait de la région sud de l'Ontario. Cette région devient au cours de cette période le coeur économique du pays en même temps que Toronto en devient la métropole, à la place de Montréal.

Pas étonnant donc que la bourgeoisie canadienne, comme toutes les autres bourgeoisies impérialistes, se prépare à perde alors toute marge de manoeuvre. Quand l'impérialisme américain est en difficulté, il essaie de faire payer le poids de la crise sur le dos du peuple américain et des autres peuples du monde mais aussi sur le dos des autres puissances impérialistes plus faibles. Le Canada est particulièrement bien placé pour recevoir les contre-coups des difficultés économiques des USA à cause même de l'interaction particulièrement grande entre les deux économies. Il est clair par exemple que la mise en place de manière unilatérale par l'impérialisme américain de la surtaxe de 10% sur les importations a affecté le Canada qui déverse le gros de ses produits finis sur le marché américain.

De plus, il faut voir que le Canada est l'un des pays **où le marché extérieur est le plus important en proportion du marché national.** Comme en période de crise, les différents pays intensifient leurs rivalités et protègent leur marché national par l'imposition de barrières tarifaires élevées, il sera de plus en plus difficile pour les capitalistes canadiens d'exporter, de se trouver de nouveaux marchés.

Pas étonnant donc que la bourgeoisie canadienne comme toutes les autres bourgeoisies impérialistes se prépare à prendre la mesure de crise extrême pour arriver à se sortir de ses difficultés: la guerre impérialiste. Pas étonnant en effet, car elle ne voit pas le bout de ses difficultés.

En 68, Trudeau avait affirmé pompeusement que le Canada entendait réduire ses effectifs de guerre et les coûts de sa participation à l'O.T.A.N. Depuis, le Canada n'a pas cessé un seul instant de renforcer son armement. Ainsi entre 75 et 76, la bourgeoisie canadienne a accru son budget de près de 20%. C'est ainsi que durant ces années, le Canada est devenu le 6ième marchand de canons du monde. Pour un pays épris de paix... Et tout récemment, il réaffirmait sa

volonté de participer activement au renforcement de l'O.T.A.N. en modernisant son équipement de chars d'assaut, de chasseurs bombardiers, etc., à un coût dépassant $6 milliards. Et il annonçait qu'il était prêt à investir $3.5 milliards pour renouveller sa flotte de guerre. De même, dans le cadre du pacte de *"défense"* canado-américain de NORAD, il entend participer au renouvellement du système de radars. La bourgeoisie canadienne comme toutes les bourgeoisies impérialistes se prépare à la guerre. Incapable de mettre fin à l'inflation, au chômage, d'écouler son surplus de marchandises, la bourgeoisie canadienne se prépare à se sortir de la crise économique qui la tenaille en se préparant à participer à une nouvelle boucherie impérialiste. De cette façon, elle espère aussi mâter la lutte de classe du prolétariat qui résiste à la bourgeoisie et tend de plus en plus à s'engager dans la lutte révolutionnaire.

Des secousses politiques qui ébranlent la "stabilité" du pays

Au Canada, également, la crise économique va entraîner une crise politique considérable dont les actuelles batailles à coup de scandales politiques entre N.P.D., Conservateurs et libéraux, comme les pots-de- vin lors de la vente des réacteurs CANDU ou ceux distribués pour les travaux de dragage du port de Hamilton, et les batailles diplomatiques Paris-Québec contre Ottawa-Washington ne sont que les manifestations les plus récentes.

Mais on a aussi vu au cours des dernières années toute une brochette de ministres bourgeois de prestige, les Pelletier, Turner, Marchand, Sharp, Drury, MacKascy quitter le bateau du parti libéral au pouvoir. Démissions en série qui traduisent le désarroi de la bourgeoisie devant les difficultés qu'elle rencontre. On a aussi vu les divergences sur les modalités de rapatriement de la constitution entre les visées centralisatrices d'Ottawa et la volonté autonomiste des gouvernements provinciaux tentés de conclure directement des ententes avec l'impérialisme américain; tout ça nous a montré que la bourgeoisie canadienne était loin d'avoir fait l'unité dans ses rangs. Avec l'accentuation de la crise économique, les divergences politiques apparaissaient au grand jour, chacun essayant de tirer la couverte de son bord.

Ce qu'il faut entendre ici par crise politique, c'est le fait que les moyens habituels par lesquels la bourgeoisie maintient sa domination ne fonctionnent plus et que la bourgeoisie elle-même est déchirée quant à la voie à suivre pour se sortir du marasme. En ce sens, la crise politique au Canada revêt deux aspects principaux: d'une part, le développement fulgurant du mouvement ouvrier et populaire depuis la fin des années 60 et, d'autre part, la crise de l'unité nationale dans laquelle le pays lui-même risque de disparaître en tant qu'Etat fédéral.

Dans les années d'après-guerre, et au début des années 50, la bourgeoisie canadienne en alliance directe avec l'impérialisme américain a orchestré une attaque en règle contre l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire. D'abord, elle a réussi à se débarrasser des dirigeants ouvriers communistes et progressistes en lançant contre eux une véritable *"chasse aux sorcières"* et en détruisant les poches de résistance ouvrières les unes après les autres.

A la place des dirigeants ouvriers vraiment préoccupés de défendre les intérêts des masses, elle a mis ses hommes de main, les boss syndicaux corrompus complètement vendus à ses intérêts. Pour en finir avec les secteurs combatifs du mouvement ouvrier, ces boss syndicaux ont réalisé l'unité réactionnaire du mouvement syndical canadien et américain au sein de l'AFL-CIO, et ont assis ainsi leur influence sur l'ensemble du mouvement ouvrier nord-américain, consolidant ainsi l'alliance entre les bourgeoisies américaine et canadienne jusque dans les rangs du mouvement ouvrier. L'AFL-CIO constitue dès sa création un immense appareil bureaucratique prétendument au service des intérêts des ouvriers mais en fait principalement voué au soutien à l'impérialisme américain, mais aussi à la bourgeoisie canadienne, un instrument privilégié de collaboration de classe, de maintien dans le mouvement ouvrier de l'idéologie capitaliste la plus réactionnaire.

Cette répression du mouvement ouvrier a été d'autant plus facile à réaliser que la conjoncture économique dans l'ensemble favorable à l'impérialisme américain et à la bourgeoisie canadienne leur ont permis de soudoyer une mince couche de la classe ouvrière, l'aristocratie ouvrière, en lui laissant les miettes de leurs profits fabuleux. Durant ces années, l'aristocratie ouvrière a pu ainsi étendre son influence sur l'ensemble du mouvement ouvrier canadien. Or à ces conditions objectives particulièrement favorables à la bourgeoisie s'ajoutaient aussi des conditions subjectives propices. En effet, les révisionnistes canadiens qui avaient transformé le mouvement révolutionnaire au Canada en un mouvement complètement réformiste, à la remorque de la bourgeoisie, ont été bien incapables de s'opposer avec une quelconque vigueur à l'attaque de l'ennemi de classe. Ces traîtres ont complètement plié l'échine devant la bourgeoisie et laissé le mouvement ouvrier en plein désarroi, sans direction révolutionnaire aucune.

Donc la bourgeoisie s'est renforcée... mais pour un temps seulement. Car après une période de relative accalmie, le mouvement ouvrier a repris le drapeau de la résistance vigoureuse au capitalisme. Avec les années 60, le chômage et l'inflation augmentent, les conditions de vie des masses se détériorent à vue d'oeil. Le capitalisme entrant à nouveau inévitablement dans une autre crise ouverte, la bourgeoisie arrive de plus en plus difficilement à faire croire que ce système peut subvenir aux besoins des masses.

Aussi, en l'espace de quelques années, les ouvriers canadiens occupent une place d'honneur parmi les ouvriers les plus combatifs du monde capitaliste occidental. C'est ainsi qu'en 76, ils sont au 1er rang pour le nombre de jours passés en grève.

Le débat politique a pénétré de plus en plus ouvertement dans toutes les principales organisations syndicales. Le réformisme et la ligne de collaboration de classe commencent à être sérieusement remis en question. Durant ces mêmes années renait le mouvement marxiste-léniniste qui brise les divisions nationales et exerce une influence grandissante sur le mouvement ouvrier à l'échelle du pays. Et en octobre 76, le prolétariat canadien déclenche, d'un bout à l'autre du pays une grève générale contre les mesures de crise de la bourgeoisie qui impliquera plus d'un million de travailleurs.

Ainsi en l'espace de quelques années, c'est par couches de plus en plus larges que les masses canadiennes se révoltent contre l'ordre capitaliste. Et de plus en plus souvent, c'est à l'Etat, représentant des intérêts de toute la classe capitaliste qu'elles ont dû et doivent s'affronter: à l'Etat qui leur interdit de manifester, à l'Etat qui coupe ses services essentiels et finance les grands monopoles, à l'Etat qui gèle leur salaire...

Face à cette combativité croissante du mouvement ouvrier et face à cette conscience révolutionnaire qui le pénètre de plus en plus, la bourgeoisie a deux moyens: l'attaque de front et l'attaque en douceur, le bâton et la carotte, l'un pouvant d'ailleurs bien préparer l'autre. Dans la situation actuelle, elle fournit effectivement ses armes des deux côtés, ce qui est précisément un élément important actuel de la crise politique. D'une part, elle vote à un rythme effréné les lois répressives. Les interventions des tribunaux et de la police dans les conflits de travail sont devenus la règle. L'appareil répressif se développe de façon considérable. De l'autre côté, diverses avances sont faites aux dirigeants les plus corrompus du mouvement syndical, y compris les 10 millions de dollars de subventions du fédéral au C.T.C. afin de former les syndicalistes aux techniques de la collaboration de classe.

Mais la crise politique qui traverse présentement le pays, c'est encore plus que cela: depuis l'élection du Parti québé-

Le Canada et l'Italie champions des grèves

GENEVE (AFP) — Le Canada et l'Italie sont en tête des statistiques concernant les conflits du travail en 1976, selon les chiffres fournis au Bureau international du travail par 55 pays.

Ces statistiques, qui se réfèrent au nombre de travailleur du fait de grèves, ont coûté en moyenne au Canada et l'Italie [illegible] net-

tement en tête du [illegible] l'Australie avec 1,5 jour[illegible] En 1976, le temps de [illegible] environ de un jour par [illegible] lande, Irlande, Nor[illegible] Etats-Unis, moins [illegible] Danemark, en [illegible] Royaume-Uni [illegible] travail en A[illegible] Pays-Bas, [illegible]

En 1977, le Canada est devenu le premier pays en importance pour le nombre de jours/hommes non travaillés à cause des grèves. C'est dire toute la profondeur de la crise dans notre pays.

cois au Québec en novembre 76, le pays est menacé d'éclatement et, plus encore, selon plusieurs porte-parole *"autorisés"* de la bourgeoisie, c'est son existence même qui est en jeu. Or, René Lévesque a beau dire aux parlementaires français ou aux financiers new-yorkais que cette situation n'est que le fruit d'une longue maturation de la conscience nationale, la montée récente du nationalisme québécois trouve sa véritable explication dans l'aiguisement de la crise économique.

1) les indépendantistes ont réussi à se gagner les faveurs des masses ouvrières du Québec en accusant le fédéralisme et le gouvernement fédéral des maux issus de la crise du capitalisme;

2) le ralliement nécessaire des couches de plus en plus larges de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie québécoises (représentées par Lévesque en 1968, Parizeau 1969, Morin, 1971, ex-Union nationale, après 1973) s'expliquent justement par les retombées de la crise économique sur ces secteurs et en suivent presque le rythme;

3) les élections de 1976 ont été axées non pas sur l'indépendance mais sur une saine administration, un vrai gouvernement; d'où l'appui des couches agricoles les plus touchées par la crise qui a fait pencher la balance en faveur du P.Q.

Tout cela montre, à l'opposé des déclarations pompeuses de Lévesque, que si l'oppression de la nation québécoise est un phénomène bien réel ayant une longue histoire, l'élection du P.Q. et la crise de l'unité de la bourgeoisie canadienne sont d'abord et surtout issues de la crise du capitalisme qui accentue toutes les rivalités et les oppositions entre les diverses fractions de la bourgeoisie. A cet égard, il faut également noter qu'un phénomène quelque peu semblable, où le régionalisme remplace le nationalisme étroit, s'est produit dans l'Ouest avec l'élection de gouvernements N.P.D. en Saskatchewan, au Manitoba et en Colombie-britannique.

Cette instabilité politique au sein de la bourgeoisie est bel et bien le résultat du fait qu'en période de crise toutes les couches ou fractions de la bourgeoisie cherchent à utiliser l'Etat en fonction de leurs propres intérêts et que ces intérêts se démarquent cent fois plus nettement qu'en période habituelle. C'est ainsi qu'on voit la bourgeoisie canadienne tenter de centraliser davantage son Etat pour être en mesure de pouvoir mieux résister aux tentatives de l'impérialisme américain de lui faire payer les frais de sa crise. Il n'y a rien d'autre derrière le fameux débat du rapatriement de la constitution qu'une volonté de la bourgeoisie canadienne de concentrer davantage de pouvoir aux mains de son Etat et de renégocier le partage actuel des pouvoirs en particulier dans le secteur de l'énergie avec les provinces. C'est aussi par l'entremise de son Etat que la bourgeoisie canadienne espère renégocier les termes de son alliance avec l'impérialisme américain en matière de pétrole, de gaz naturel, d'énergie hydro-électrique...

Et ce ne sont pas les coupures de privilèges d'impôts dont bénéficiaient Times et Reader Digest, ce ne sont pas ces timides mesures qui nous permettent de croire que les contradictions plus vives entre l'impérialisme américain et la bourgeoisie canadienne aboutiront à la rupture de l'alliance entre les deux bourgeoisies impérialistes. L'entente récente sur le pipeline Mackenzie est là pour nous le rappeler. Quand il s'agit de *"grosses affaires"*, les deux bourgeoisies finissent toujours par s'entendre.

A l'aiguisement des contradictions interimpérialistes que la bourgeoisie canadienne tente de résoudre par une intervention accrue de l'Etat, s'ajoutent les contradictions entre les différentes fractions de la bourgeoisie canadienne particulièrement les contradictions entre la bourgeoisie monopoliste et la bourgeoisie non-monopoliste.

Les revendications des petits et moyens capitalistes qui se manifestent de plus en plus sur le plan politique depuis quelques années résulte de la résistance de la petite et moyenne bourgeoisie à la monopolisation qui risque de les faire disparaître de la carte. Ces fractions de la bourgeoisie souhaitent des interventions de l'Etat pour réglementer le marché et restreindre la concurrence *"déloyale"* que leur font les monopoles. Et ces dernières années en particulier, avec l'approfondissement de la crise, ces différentes fractions de la bourgeoisie n'ont pas raté l'occasion de montrer leurs insatisfactions. Ce sont particulièrement elles qui supportent difficilement la concurrence et se plaignent que les salaires des ouvriers canadiens sont trop élevés à leur goût, même plus élevés disent-ils effrayés, que ceux des ouvriers américains dans certains secteurs. Ces couches se sont montrées particulièrement favorables au gel des salaires. Elles y voyaient un moyen décisif pour se sortir de la situation précaire dans laquelle les monopoles les maintiennent.

La petite-bourgeoisie aussi se lance carrément sur le terrain politique comme l'ont démontré de nombreuses manifestations récentes des petits et moyens agriculteurs de toutes les régions du pays et l'appui accordé par cette couche au Parti québécois.

En période de crise, les bourgeois n'ont qu'un mot en bouche: l'Etat doit me venir en aide! La crise économique appelle l'action politique.

Les mesures de crise de la bourgeoisie canadienne

Pour se sortir de la crise actuelle ou plutôt pour tenter de s'en sortir, la bourgeoisie canadienne agit de la façon suivante: elle tente de moderniser ses équipements, de rationaliser sa production et d'élargir son champ d'opération dans les autres pays pour devenir plus compétitive sur le marché international et se débarrasser de sa production excédentaire; elle dépose le fardeau de la crise sur le dos du peuple et de la classe ouvrière canadienne. Mais en réalité l'un et l'autre moyen sont étroitement interreliés car il est clair que pour concurrencer les autres bourgeoisies impérialistes sur les marchés mondiaux, la bourgeoisie n'a d'autre possibilité que de tenter de faire payer au prolétariat et aux autres couches du peuple les frais de cette crise, que de réduire le mouve-

ment ouvrier au silence et l'empêcher de résister à ses attaques.

Pour faire payer la crise au peuple, la bourgeoisie dispose de nombreux moyens qu'elle a d'ailleurs tous appliqués: augmentation des impôts de toutes sortes, réduction des services gouvernementaux non directement profitables au capital (affaires sociales et éducation) et augmentation des subventions à ce dernier, etc. Mais de tous ces moyens, celui dont le rôle a été et demeure décisif depuis 2 ans, c'est la loi C-73 sur le contrôle des salaires. Pourquoi en est-il ainsi? Pour le comprendre, on ne peut demeurer sur le seul terrain économique.

Bien sûr, seulement au cours de l'année 1976, c'est plus de $1 milliard qui ont été enlevés des poches des travailleurs canadiens et déposés dans les coffre-forts du grand capital grâce aux bons soins de la Commission anti-inflation. Mais cela n'est pas l'essentiel! L'essentiel, c'est que cette loi visait et a réussi dans une certaine mesure à casser le mouvement syndical, principal instrument de défense de la classe ouvrière canadienne.

En effet, que se passe-t-il lorsque les impôts augmentent, lorsque les prix à la consommation augmentent, lorsque les taux d'intérêts augmentent, etc? Il se passe que les travailleurs résistent non pas tant en protestant contre le percepteur d'impôt, le gérant de banque ou contre le supermarché, mais bien plutôt en luttant pour obtenir un revenu décent, un salaire qui leur permette de vivre décemment.

C'est précisément ce qui s'est passé au cours des années 74-75 avec le puissant mouvement de lutte pour l'indexation des salaires qui a entraîné dans la lutte les secteurs les plus combatifs du prolétariat canadien. Les commentateurs bourgeois étaient incapables de comprendre pourquoi des travailleurs comme ceux de la Québec-Téléphone au Québec pouvaient mener des grèves illégales de 2, 3 ou 6 mois, sans pouvoir même compter sur un fond de grève à cause de la trahison de leurs dirigeants syndicaux. La raison en était pourtant simple: pour faire face à l'augmentation du coût de la vie qui les frappait de tous côtés, les travailleurs n'avaient d'autre choix que de lutter pour maintenir leur salaire réel. Voilà pourquoi le mouvement d'indexation des salaires au coût de la vie a pris une telle importance. Alors qu'en 1974, seulement 16% des conventions collectives signées dans les entreprises de 500 employés et plus comprenaient des clauses d'indexation, cette proportion est passée à plus de 60% en 1976. C'est d'abord ce mouvement de résistance que visait à détruire et qu'a partiellement réussi à détruire la loi C-73.

Mais plus encore, cette mesure a été et demeure l'instrument par lequel l'Etat bourgeois vise à assujettir le mouvement ouvrier, à le rendre docile au point de lui faire accepter le contrôle *"volontaire"* des salaires.

Là on comprend les manoeuvres que le gouvernement Trudeau a utilisées. Tantôt il a promis d'enlever la loi pour renforcer la position des dirigeants syndicaux vendus prêts à accepter la collaboration avec le patronat et l'Etat et les empêcher de perdre la face devant le mouvement ouvrier. Tantôt il a donné toutes les assurances que la loi serait maintenue afin de décourager les militants les plus combatifs et surtout de les couper de la masse de leurs frères et de leurs soeurs de classe.

C'est en profitant de cette attaque centrale contre l'ensemble du prolétariat que la bourgeoisie canadienne s'en est pris à d'autres couches du peuple. Faire reculer l'ensemble du prolétariat avec sa loi C-73 a rendu la tâche bien plus facile à la bourgeoisie pour attaquer de front des couches du peuple plus faibles: les chômeurs, les travailleurs immigrés et les femmes.

"S'il y a tant de chômage, c'est que les travailleurs ne veulent plus travailler, ils ne veulent plus travailler qu'à des salaires trop élevés", essaie de nous faire croire la bourgeoisie. C'est par une telle propagande qu'elle justifie son attaque contre cette couche du prolétariat que sont les chômeurs. En coupant dans les droits à l'assurance-chômage comme elle vient de le faire encore récemment avec la loi C-27, la bourgeoisie fait d'une pierre deux coups: elle force les chômeurs privés d'assurance-chômage d'accepter n'importe quelle job et économise sur leur dos des millions qu'elle va placer dans des secteurs *"plus productifs"*... les poches des capitalistes.

"S'il y a tant de chômage, c'est la faute aux immigrés qui nous volent nos jobs", voilà un autre slogan de propagande que la bourgeoisie ressort en temps de crise. Car semer la division, le chauvinisme au sein du prolétariat n'est-ce pas une bonne façon de l'affaiblir? En s'en prenant ainsi aux travailleurs immigrés comme elle l'a fait avec la loi C-24 tout dernièrement, cette autre mesure de crise, la bourgeoisie fait encore d'une pierre deux coups: d'abord, elle trouve un bouc-émissaire en or pour justifier la crise qu'elle nous fait supporter et ensuite elle réglemente la main d'oeuvre immigrée pour s'assurer qu'elle travaille là et à des conditions qui feront le plus l'affaire des capitalistes.

"S'il y a tant de chômage, c'est parce que les femmes prennent la place des hommes sur le marché du travail", voilà un troisième thème de propagande bourgeoise que la bourgeoisie essaye de remettre à la mode particulièrement ces temps-ci comme si les femmes allaient se faire exploiter par les capitalistes en échange d'un maigre salaire pour le plaisir de le faire, parce qu'elles *"s'ennuient"*! Faut être bourgeois et bien gavé pour ne pas voir que si les femmes du peuple sont allées sur le marché du travail ces dernières années, c'est justement parce que le salaire du mari n'arrive plus à nourrir la famille, que la hausse des prix est telle qu'elles n'ont plus d'autres moyens pour joindre les deux bouts. Mais maintenant qu'il y a un taux de chômage écrasant, les bourgeois voudraient voir le marché du travail décongestionné d'une partie du cheap-labour que constituent les femmes. Il y a suffisamment de cheap-labour masculin à leur goût pour le moment.

Les solutions des réformistes à la crise

On a vu que la bourgeoisie et ses différents partis s'avèrent tout à fait incapables de se sortir de la crise. Toutes les mesures qu'ils mettent en place ne font qu'enfoncer la société capitaliste encore plus profondément dans le marasme et la stagnation économiques. Les bourgeois ne peuvent se sortir d'une crise qui trouve son fondement dans le système capitaliste lui-même, le système dont ils ont besoin pour continuer d'exister en tant que classe.

Mais ceux qui prétendent réformer le capitalisme, le *"civiliser"*, comme les sociaux-démocrates du N.P.D., qu'ont-ils fait, eux, pour s'opposer à la crise? On les a vu dénoncer du bout des lèvres le gel des salaires... et l'appliquer avec une férocité sans pareil dans les provinces où ils avaient réussi à se faire élire grâce à leur démagogie, à leur fausse image de *"parti du bord des travailleurs"*.

Et le P.Q. cet autre parti *"au préjugé favorable aux travailleurs"*, qu'a-t-il fait depuis un an de pouvoir pour contrer la crise? Un jour, il accuse le fédéral d'être responsable de la situation, un autre jour il nous rappelle que la situation économique internationale n'étant pas rose, il ne faut pas s'attendre à des miracles n'est-ce pas? Effectivement, le moins qu'on puisse dire, c'est que le P.Q. n'a jamais accompli de miracles. Sa recette pour solutionner la crise est bien simple: couper les budgets dans les affaires sociales et utiliser les sommes ainsi *"épargnées"* pour renflouer les capitalistes en difficulté et les rallier à leur projet séparatiste. Solution qui n'est pas très originale, c'est la même que prônait le parti libéral avant lui. En fait, c'est la même que prône tous les partis bourgeois qui s'arrachent les faveurs des différentes fractions des capitalistes.

Et maintenant du côté de ceux qui se disent *"communistes"*, au service du prolétariat comme le P."C".C. et le "P.C.C.(m.-l.)", qu'en est-il? Le premier ne cesse de nous

La dévaluation du dollar canadien en 1977, une autre mesure de la bourgeoisie pour se sortir de la crise.

répéter que la cause de tous nos maux, ce sont les monopoles. Eliminons les monopoles nous dit-il et nous éliminerons la crise. Et qui peut se charger de ça? L'Etat, voyons, *"l'Etat neutre au-dessus des classes"* qui limitera petit à petit le pouvoir des monopoles et nous fera basculer... comme par enchantement dans le socialisme. On voit que si le P.Q. ne nous promet plus de miracles, le P."C".C. lui continue de plus bel.

Et les contre-révolutionnaires du "P.C.C.(m.-l.)", que nous disent-ils? *"Faisons payer les riches"* nous répètent-ils à toutes les trois lignes dans chacun de leur journaux. Comme s'il suffisait de faire payer les riches un peu plus et les masses un peu moins pour en finir avec la crise. Tous ceux-là appellent le mouvement ouvrier à détourner sa lutte contre l'Etat bourgeois. Derrière ces mots d'ordres, ils répandent constamment l'illusion que l'Etat peut régler la crise capitaliste. Comme on l'a vu, rien n'est plus faux, car tant qu'existera le capitalisme, il y aura toujours des crises. Le seul rôle que joue l'Etat bourgeois, c'est de maintenir par tous les moyens, par la répression, le capitalisme lui-même.

Mais il y en a dans le mouvement marxiste-léniniste canadien, même si cela constitue l'ABC du communisme, certains comme la L.C.(m.-l.)C., pour reprendre à leur compte le point de vue réformiste sur la crise.

En effet, que dit la Ligue sur la crise? Son analyse de la crise a pris sa forme la plus élaborée à date dans un article du seul numéro de sa revue *"théorique"* **Octobre,** publiée à ce jour et intitulé: *"La crise capitaliste s'aggrave au Canada"*.

A la lecture de cet article comme des autres articles de la Forge sur la crise, une première impression se dégage: le sentiment de lire une vulgarisation d'une page financière d'un journal bourgeois. Le moins qu'on puisse dire c'est que l'article est riche en statistiques et en faits frappants tirés de l'actualité mais l'analyse quant à elle reste plutôt superficielle. Par exemple dans cet article, il y a une longue élaboration sur la signification du déficit courant de la balance des paiements incluant une page entière de tableaux.

Par la suite, on présente la dévaluation du dollar canadien comme la mesure de crise pratiquement la plus importante de la bourgeoisie. En revanche, la loi C-73 est noyée dans une foule de mesures secondaires qui incluent les coupures de services essentiels, des réductions fiscales et des subventions pour les gros monopoles, la réduction des dépenses gouvernementales, la modernisation de certaines branches de l'économie, la fusion des entreprises et le transfert de la production dans les pays du *"Tiers-monde"*.

En situant la manipulation du taux d'échange du dollar au premier plan parmi les mesures de crise de la bourgeoisie, la Ligue *"oublie"* ce petit détail que la source fondamentale des profits de la bourgeoisie canadienne, c'est l'exploitation de la classe ouvrière canadienne. La capacité de concurrencer d'autres bourgeoisies impérialistes dépend justement du degré auquel elle peut exploiter le prolétariat canadien. Aussi des mesures comme la dévaluation du dollar ne sont-elles efficaces que si la bourgeoisie a réussi à augmenter cette exploitation. Et c'est précisément ce rôle central que joue le gel des salaires. Sans contrôle des salaires, la dévaluation finira par aggraver la situation de la bourgeoisie car il est bien évident que des hausses de salaires *"incontrôlées"* par la bourgeoisie auraient pour effet d'annuler toute dévaluation. Pour que la dévaluation atteigne son but et permette à la bourgeoisie d'écouler ses marchandises à des prix inférieurs aux concurrents, il faut que les ouvriers produisent au moindre coût. Et quelle meilleure façon que de geler les salaires.

La Ligue nous donne un autre exemple de son analyse superficielle de la crise lorqu'elle annonce dans le numéro de la Forge (Vol. 2 no 20, p. 8-9) les 3,450 mises à pied à l'Inco. Complètement renversés par cet événement, les économistes de la Ligue expliquent les causes du chômage par l'exportation du capital par les monopoles dans le *"Tiers-monde"*:

> **"Ce sont les gros capitalistes et les transnationales — dont les transnationales canadiennes comme Bata Shoes qui investit au Zimbabwe, et INCO qui ouvre des nouvelles mines en Indonésie — qui ferment leurs usines au pays et vont exploiter la main-d'oeuvre bon marché dans le tiers-monde. Voilà les vrais responsables des fermetures d'usines, et des congédiements".**

Nous avons vu que c'est bien le capitalisme qui provoque

les crises de surproduction et le chômage qui s'en suit. Le cas Inco est typique de la crise capitaliste. Il y a surproduction de nickel à l'échelle mondiale parce que dans la recherche du profit maximum, les monopoles ont élargi la production partout au point où maintenant les excédents, les surplus de production les forcent à couper quelque part. Et s'ils choisissent de couper au Canada plutôt qu'en Indonésie c'est lié à plusieurs facteurs: coût de la main d'oeuvre à meilleur marché, impôts moins élevés, proximité plus grande du marché, etc...

En fait, c'est la surexploitation des ouvriers dans des pays comme l'Indonésie et dont l'impérialisme canadien profite au maximum grâce à la collaboration des classes réactionnaires au pouvoir dans ces pays, qui explique le traitement privilégié qui est fait à une certaine couche de travailleurs canadiens, l'aristocratie ouvrière.

Pour poursuivre son agression contre d'autres peuples et le prolétariat d'ici, l'impérialisme a besoin de protéger ses arrières. Car il sait que son existence même est déterminée par sa capacité à tranquiliser le prolétariat de son propre pays avec l'aide précieuse de l'aristocatie ouvrière. Mais la crise pousse la bourgeoisie à risquer le traitement de faveur fait à une mince couche d'ouvriers pour se tenir à flot.

La Ligue quant à elle est bien incapable de voir cela, enfermée qu'elle est dans son point de vue nationaliste. N'est-ce pas en effet ce point de vue qui l'amène à voir la solution à la crise dans le rapatriement des investissemenst étrangers canadiens, une revendication classique des boss syndicaux et de l'aristocratie ouvrière? Ce point de vue nationaliste ne peut mener qu'à opposer les intérêts du prolétariat canadien à ceux du prolétariat et des peuples de d'autres pays!

Pour faire une analyse marxiste-léniniste des crises il faut aller au-delà des apparences superficielles des choses, il faut saisir l'essence des crises et distinguer ce qui est principal parmi les multiples manifestations que revêt une crise capitaliste. En fait, fidèle à son économisme de tous les jours, la Ligue limite son analyse des crises à sa dimension strictement économique.

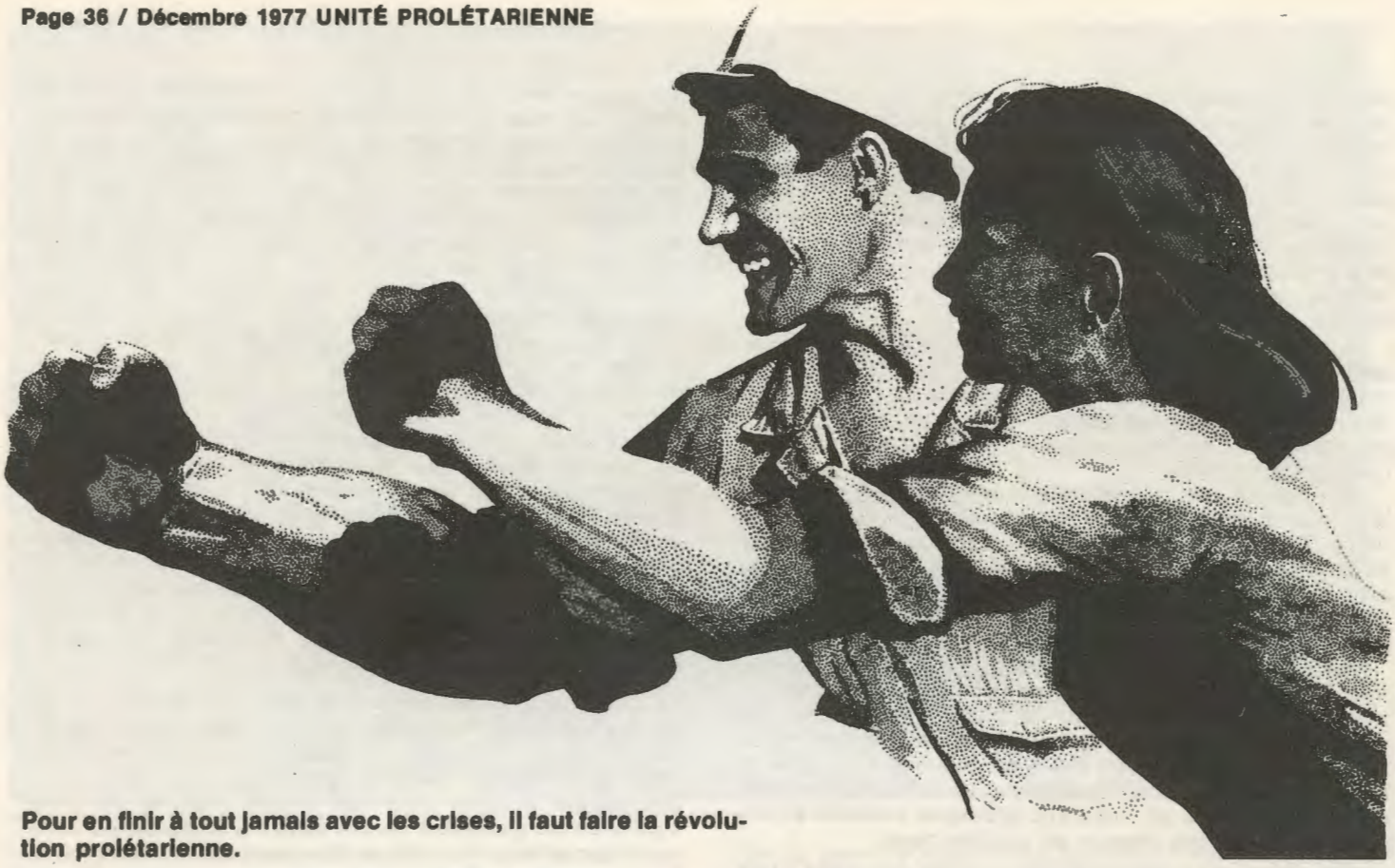
Bien sûr, la Ligue admet que le Canada est traversé par une crise politique *"qui s'est aggravée suite à l'élection du Parti québécois"*. Mais tout comme les intellectuels bourgeois qui compartimentent la réalité sociale dans des branches séparées de l'économique, de la politique, de la sociologie, de l'histoire, etc... la Ligue ne veut pas mêler sa *"brillante"* analyse économique à l'analyse de la crise politique.

Il y a un lien direct entre l'analyse *"économiste"* des crises par la Ligue et ce qu'elle propose au prolétariat sur le plan politique: se ranger derrière sa bourgeoisie. N'est-ce pas ce qu'elle a fait quand elle a appelé au renforcement de l'armée canadienne? N'est-ce pas ce qu'elle fait lorsqu'elle maintient que les pays du soi-disant *"deuxième monde"* font partie du front uni contre les superpuissances... et contre l'impérialisme? N'est-ce pas ce qu'elle fait, lorsqu'elle nous dit: *"Il faut nous préparer à défendre l'indépendance nationale du Canada en combattant les tendances (!) de la bourgeoisie canadienne, la pauvre, la faible, à capituler devant les superpuissances"*? N'est-ce pas encore ce qu'elle fait lorsqu'elle présente les tentatives de l'impérialisme canadien à élargir ses sphères d'influence en Amérique latine et au Moyen-Orient, comme un développement *"positif"* de la politique étrangère du Canada? N'est-ce pas toujours ce qu'elle fait lorqu'elle laisse supposer que le rapatriement des capitaux des monopoles à l'étranger permettrait de juguler le chômage? Et voilà: quand la Ligue parle de politique c'est pour appeler le prolétariat à soutenir la bourgeoisie. A la bourgeoisie la politique, au prolétariat les luttes économiques! Ce n'est pas autre chose que fait la Ligue lorsqu'avec les pires boss syndicaux, elle tente de masquer l'attaque politique centrale de la bourgeoisie de ces dernières années: la loi C-73.

Par ailleurs, les analyses de la crise politique que fait la Ligue et qui ne tiennent pas compte de la crise économique du capitalisme, la mènent aussi à des positions contraire aux intérêts du prolétariat canadien. Face à la crise politique de la bourgeoisie, la Ligue centre de plus en plus ses attaques contre le Parti québécois. Que ce soit dans les garderies, dans des organisations de masse ou dans des luttes ouvrières où la Ligue intervient au Québec, on retrouve des slogans du genre: *"Luttons classe contre classe contre le P.Q."* (!). Peut-on trouver meilleure tactique pour isoler les luttes du prolétariat et du peuple des deux nations? Sans doute que sur le plan national, la Ligue va appeler à lutter *"classe contre classe contre le Parti libéral!"* Peut-on trouver plus réformiste que cette tactique qui identifie la lutte de classes avec la lutte contre **un parti** plutôt qu'avec la destruction de l'Etat bourgeois et son remplacement par la dictature du prolétariat. C'est exactement ce que les réformistes ont toujours prêché à la classe ouvrière: mais depuis 100 ans bien des gouvernements ont changé, qu'ils soient N.P.D. ou P.Q. ou Libéral... mais le capitalisme existe toujours!

Pourtant, il n'est pas nécessaire de se gratter la tête trois

Les positions de la Ligue sur la crise dans notre pays visent à cacher à la classe ouvrière le développement de la crise politique au Canada et font dévier la lutte du prolétariat de son objectif, qui est le renversement de l'Etat de dictature de la bourgeoisie.
La crise frappe encore plus fort
LA CHUTE DU DOLLAR / MISES À PIED MASSIVES CONTINUENT
L'IMPÉRIALISME, UN SYSTÈME DE CRISE ET DE GUERRE
La crise capitaliste s'aggrave au Canada
La crise au Canada et les politiques de la bourgeoisie
Visite dans



Pour en finir à tout jamais avec les crises, il faut faire la révolution prolétarienne.

fois pour dégager la conclusion suivante d'un rapide examen des positions de la Ligue sur la crise: son analyse économiste est encore enfermée dans un point de vue nationaliste étroit qui conduit une fois de plus à se mettre à la remorque de la bourgeoisie.

CONCLUSION

Comme on a pu le voir dans les pages qui précèdent, le point de vue marxiste-léniniste sur les crises est le seul point de vue qui nous permet d'identifier la source réelle, fondamentale des crises et les moyens à se donner pour les faire disparaître à tout jamais.

Mais ce point de vue n'est pas tombé du ciel. Il s'est développé dans le feu de la lutte des classes et c'est à partir de là que les grands dirigeants du prolétariat mondial l'ont élaboré. En découvrant les lois fondamentales du système capitaliste, Marx et Engels nous ont donné la clé de compréhension du phénomène des crises et de leurs causes réelles.

Et 50 ans plus tard, Lénine, qui a fait l'analyse du stade impérialiste du capitalisme nous a montré que ce système d'exploitation et d'oppression est entré dans une phase de crises généralisées qui conduiront à sa destruction par la révolution prolétarienne.

C'est ce point de vue marxiste-léniniste que nous avons synthétisé dans notre Projet de programme lorsque nous affirmons: *"L'époque de l'impérialisme est aussi celle de la révolution prolétarienne. En même temps qu'il permet aux bourgeois de s'enrichir et de se constituer des monopoles, le capitalisme produit les conditions de son propre renversement. Avec la généralisation de l'exploitation capitaliste, le nombre, la cohésion et la révolte des prolétaires, produits eux-mêmes du capitalisme et principaux agents de la production des biens nécessaires à la société augmentent et la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste se développe. La glorieuse Révolution d'Octobre, et par la suite, les Révolutions chinoises et albanaises ont démontré sans équivoque que le capitalisme, miné par ses propres contradictions, est condamné à être renversé par le prolétariat révolutionnaire organisé comme l'ont été à des époques antérieures par les classes opprimées d'alors les autres modes de production fondées sur l'exploitation d'une classe par une autre, tels l'esclavagisme et le féodalisme."* (Projet de programme, article 3).

Comme notre Projet de programme l'affirme, le capitalisme est condamné. Là où il a déjà été vaincu par le socialisme, les crises sont disparues avec lui. Car ce n'est que le socialisme qui *"supprimera la propriété privée des moyens de production pour instaurer la propriété socialiste et collective et remplacer la production capitaliste des marchandises par l'organisation socialiste de la production basée sur le travail de tous les membres de la société et destiné à assurer le bien-être complet et l'épanouissement de chacun"* (Projet de programme, article 9). Bref, ce n'est que le socialisme qui peut supprimer la cause des crises.

En revanche, là où le capitalisme a réussi à se maintenir, les crises continuent avec tout leur cortège de misère et de mort pour le peuple. Pour lutter efficacement contre les crises, un seul moyen: lutter contre leur source même, le capitalisme. Pour en finir à tout jamais avec les crises, il faut abattre le capitalisme, il faut faire la révolution prolétarienne. Et c'est précisément l'objectif qu'EN LUTTE! fixe au prolétariat canadien: *"Pour réaliser sa mission historique, le prolétariat doit prendre la tête des masses exploitées et opprimées, s'emparer du pouvoir d'Etat, détruire l'appareil de dictature de la bourgeoisie et instaurer sa propre dictature sur les exploiteurs. Là réside la condition fondamentale qui garantit l'édification socialiste jusqu'au communisme et empêche qu'aucune nouvelle classe exploiteuse ne puisse se constituer sur les ruines économiques et idéologiques de la société bourgeoise"* (Projet de programme, article 10).

DE QUEL PROGRAMME LE PROLÉTARIAT CANADIEN A-T-IL BESOIN?

Le programme, c'est notre drapeau, c'est le guide qui tracera le chemin de la révolution socialiste au Canada.

Ça fait plus d'un an déjà qu'EN LUTTE! a relancé son mot d'ordre d'unification des marxistes-léninistes canadiens autour d'un véritable programme communiste*. Aujourd'hui alors qu'EN LUTTE! rend public son **Projet de programme pour le Parti prolétarien canadien** **, **il est nécessaire plus** que jamais de répondre à cette question fondamentale: de quel programme le prolétariat canadien a-t-il besoin pour se libérer du joug de l'exploitation capitaliste?

"...Il est nécessaire aussi de discuter publiquement de la conception générale d'un programme pour la révolution prolétarienne. De quel genre de programme avons-nous besoin en ce moment dans la lutte pour la création du parti:" Ces phrases sont extraites d'un article publié en avril dernier dans la revue **Unité prolétarienne**[1]. Nous écrivons aussi dans ce **même article:** *"Face à la nécessité de susciter un débat général sur la conception du programme, nous publions dans ce numéro de la revue[2] une esquisse du Projet de programme qui sera présenté au mouvement dans les prochains mois.*

Nous souhaitons ainsi susciter un véritable débat et favoriser les critiques sur la conception du programme que nous sommes en train de développer."

Si aujourd'hui nous relançons la polémique sur la conception même du programme communiste, c'est que le débat dont parlait l'article s'est effectivement poursuivi de façon intense au sein même de notre groupe. Aussi le Projet de programme que nous rendons maintenant public diffère de l'esquisse présentée en avril '77. Il revient donc aujourd'hui à tous les ouvriers, à tous les militants et à tous les amis du mouvement marxiste-léniniste canadien de se saisir de cette question de la conception, et donc du contenu du programme, afin de faire triompher le point de vue marxiste-léniniste, le point de vue de la révolution prolétarienne.

---

* **Voir** *Unité prolétarienne,* **no 1; en fait c'est en '74 dans** *Créons l'organisation marxiste-léniniste de lutte pour le parti* **qu'EN LUTTE! a lancé pour la première fois l'appel à l'unification des marxistes-léninistes sur la base du programme.**

** **Voir EN LUTTE! no 103 de même que la brochure réunissant le Projet de programme et les commentaires sur le Projet de programme.**

(1) Unité prolétarienne, no 4, page 24

(2) Unité prolétarienne, no 4, page 25

Le programme communiste: notre drapeau dans la guerre de classes

Un programme, pourquoi faire? Les partis bourgeois en ont bien de "beaux programmes", des belles promesses d'élection pour nous endormir et jouer les bouffons dans leur foire électorale... et nous matraquer de plus belle une fois qu'ils sont élus. Le programme c'est juste un chiffon de papier; ce qui importe, c'est ce qu'on fait en pratique. Au diable les beaux discours et les déclarations de principes!

Ces réflexions-là, on les entend souvent dans la bouche des ouvriers combatifs de notre pays. Voilà bien en effet ce que sont les programmes des partis de la bourgeoisie: des promesses d'élection. "Revenu minimum garanti!" "Civilisons les "corporate bums"!" "100,000 emplois!" "Un gouvernement propre et une administration responsable!" "Liberté, égalité, fraternité"... et le paradis à la fin de vos jours! Les ouvriers ont appris à se méfier de ces programmes-là qui ne sont rien d'autre que des emballages différents pour un même savon: le capitalisme. Il arrive quelquefois cependant que l'emballage soit plus subtil, allant même jusqu'à se draper de rouge... plutôt rosé il faut bien le dire. Ainsi le N.P.D. et le P.Q. viennent nous chanter la pomme en jurant sur tous les saints qu'ils ont un préjugé favorable aux travailleurs. Il y en a même qui se disent "socialiste" et "communiste" allant jusqu'à se présenter aux élections sous l'étiquette "marxiste-léniniste". C'est ainsi que le Parti "communiste" canadien et le Parti "communiste" du Canada ("marxiste-léniniste") nous chantent en duo: "A bas les monopoles" et "Faisons payer les riches"!

C'est vrai que c'est dans la pratique qu'on voit que ces prétendus partis ouvriers sont des partis traîtres incapables de guider le prolétariat dans sa lutte à finir contre la bourgeoisie. Mais il est **aussi** vrai que les **programmes** de ces partis traîtres, tout comme ceux des partis ouvertement capitalistes, sont à l'image de leur pratique. Les partis capitalistes nous promettent des suçons et proposent de consolider les monopoles, d'augmenter les profits des capitalistes pour qu'ils nous fassent la "charité" de nous "donner" des jobs pour nous exploiter davantage. Les partis réformistes et les partis traîtres nous promettent le "socialisme" et proposent de s'allier avec la bourgeoisie, ou certaines de ses fractions, pour combattre les plus "méchants", les "corporate bums" et les monopoles, surtout américains. En somme les programmes de partis sont comme des drapeaux; il faut savoir identifier le drapeau ennemi et hisser bien haut notre propre drapeau, le drapeau rouge de la révolution prolétarienne.

Il n'est sans doute pas nécessaire de faire de longs discours pour montrer comment le capitalisme au Canada comme à l'échelle mondiale nous précipite de crise en crise et de guerre en guerre. Nos salaires sont gelés et l'"inflation galopante" continue à galoper... Pas besoin de dire dans ces circonstances que le niveau de vie des masses travailleuses de notre pays diminue à vue d'oeil! Faut-il décrire aussi toutes les angoisses et toutes les misères que provoquent le chômage et la peur d'être mis à pied? Faut-il parler des coups de matraque qu'on reçoit à chaque fois qu'on ose lever la voix contre ce maudit système capitaliste qui traite les ouvriers comme du bétail juste bon à se tuer dans les mines et les usines, à mourir d'amiantose, du cancer et d'accidents de travail pour engraisser cette clique de bourgeois qui nous mène? Faut-il rappeler que le capitalisme qui revêt aujourd'hui son visage le plus hideux, celui de l'impérialisme, écrase tous les jours davantage les peuples du monde? Faut-il rappeler en particulier que l'impérialisme canadien, même s'il n'est pas aussi "gros" que les superpuissances américaine et soviétique, n'épargne pourtant pas ses coups de griffes et de dents au Brésil, a Chili, en Haïti, en Afrique du Sud, en Rhodésie, etc., appuyar les régimes de terreur des tortionnaires Geisel, Pinochet, Du valier, Smith et Vorster.

Non il n'est pas nécessaire de faire de longs discours su toute cette exploitation et cette répression féroces. C'est spon tanément que les ouvriers, les chômeurs, les assistés sociaux les travailleurs de l'agriculture, les employés de l'Etat, le étudiants et combien d'autres encore se lèvent pour protester organiser des grèves et des manifestations de toutes sortes. y a une chose cependant qu'il nous faut commencer à dire et dire de plus en plus fort pour que notre voix se transforme e clameur, pour que nos luttes défensives et isolées se trans forment en un mouvement solidaire et uni comme le roc, en u mouvement politique révolutionnaire contre la bourgeoisie e le capitalisme. Et ce mot qu'il nous faut dire, c'est notre **pro gramme.** Et de quel programme le prolétariat a-t-il besoin D'un programme de combat qui va indiquer au prolétariat et tout le peuple l'alternative à toutes ces misères. Cette alterna tive, c'est le **socialisme,** le pouvoir ouvrier, où la classe ou vrière contrôlant l'Etat prolétarien pourra mâter les exploiteur et faire en sorte que notre travail, que les richesses que nou produisons servent le peuple, servent les masses plutôt qu cette classe de parasites capitalistes.

Mais le socialisme, ce n'est pas une promesse électorale c'est une lutte à mort contre les exploiteurs. Voilà pourquo notre programme doit non seulement nous fixer un object mais il doit aussi nous indiquer la voie pour atteindre cet ob jectif, comment orienter toutes nos luttes immédiates, tou nos combats isolés, partiels, afin de les réunir dans un mouve ment unique contre la bourgeoisie et pour le socialisme. Et c mouvement unique, il a besoin d'un drapeau, il a besoin d'u programme, il a besoin d'une avant-garde, d'un parti politiqu révolutionnaire uni comme un seul homme autour du pro gramme du prolétariat canadien. Voilà pourquoi la questio du programme est si importante et si urgente pour notr classe, le prolétariat canadien. Car sans programme proléta rien, il ne peut y avoir de parti prolétarien. Et sans ce part sans direction politique juste, notre lutte sera comme u bateau sans gouvernail allant de cul-de-sac en cul-de-sac, d programme bourgeois en programme bourgeois, au gré de l démagogie des partis bourgeois, y compris ces partis bour geois en salopette d'ouvrier comme le N.P.D. et son aile "d gauche", le Parti "communiste" canadien. Oui, camarades, l classe ouvrière a besoin de son drapeau, elle a besoin de so programme, un programme de combat, véritable déclaratio de guerre à la bourgeoisie.

Défendons la conception léniniste du programme communiste

Le prolétariat a besoin d'un programme, oui, mais quell doit être la fonction précise de ce programme? Comment doi il être rédigé? Sur quoi doit-il porter? Doit-il être général Doit-il être précis? Doit-il être polémique? Voilà autant d questions auxquelles nous devons répondre. Voilà aussi de questions qui ont été au coeur des débats dans notre group au cours des longs mois de travail qu'EN LUTTE! a consacré à la rédaction de son Projet de programme. Voilà autant d questions qu'aujourd'hui se posent tous les ouvriers et tou les marxistes-léninistes canadiens.

En fait ces questions, ce n'est pas la première fois qu'elle se posent dans l'histoire du mouvement ouvrier et commu niste international. Déjà au temps de Marx et Engels, au temp des premiers partis ouvriers socialistes, ces questions ont d être posées et résolues. C'est d'ailleurs ces réponses justes scientifiques que Lénine a reprises et développées pour

190 B 666

Parti bolchévique et qu'ont repris et consolidé à sa suite les autres partis communistes. Il est donc fondé d'affirmer qu'il y a une ligne marxiste-léniniste sur la question de la conception, de la fonction et même de la rédaction du programme communiste. C'est ce point d'ailleurs qui a été au centre de la lutte de lignes qui a eu cours dans notre groupe depuis plus d'un an, lutte amorcée lors de notre deuxième congrès (en novembre 1976) puis relancée dans **Unité prolétarienne** no 4 et finalement exprimée publiquement aujourd'hui, avec la publication de notre Projet de programme. Aussi il est absolument indispensable de tirer les acquis de cette lutte de lignes, non seulement pour notre groupe, mais aussi pour tout le mouvement marxiste-léniniste canadien. Car, même si c'est encore de façon larvée, cette polémique se mène **déjà** à l'échelle de tout le mouvement marxiste-léniniste canadien.

C'est ainsi que la L.C.(m.-l.)C. s'est toujours opposée au point de vue d'EN LUTTE! selon lequel seule l'élaboration d'un véritable programme communiste pouvait unir tous les marxistes-léninistes et développer le ralliement des ouvriers avancés sur une base véritablement **communiste,** c'est-à-dire celle de la **lutte politique révolutionnaire.** En fait, la position la plus claire de la Ligue sur la question du programme jusqu'à date c'est de secondariser tout à fait cette question, c'est son boycottage systématique de tous les débats de ligne, dont son refus de participer aux conférences des marxistes-léninistes canadiens constitue la preuve la plus évidente. Dans son éditorial du 14 octobre 77, le journal **La Forge,** organe central de la Ligue, liquidait d'ailleurs officiellement cette tâche décisive dans la lutte pour le parti qu'est l'élaboration du programme communiste. Au lieu du programme pour le parti, la Ligue préfère mettre de l'avant *"le développement de sa ligne politique juste"* (page 2). Confondant la ligne politique de son groupe, ligne politique "juste" en fait fortement marquée par le nationalisme bourgeois, avec le programme du parti et du prolétariat, la Ligue traduit dans les faits une conception du programme qui révise les enseignements historiques du marxisme-léninisme en matière de programme.

Jusqu'à maintenant la Ligue a produit deux types de documents ayant la prétention d'être des embryons de programme. D'une part, son **Document d'entente** et, d'autre part, des "plate-formes de luttes de classes" et des positions en pièces détachées sur diverses questions, comme par exemple la question nationale. Or, ni l'un ni l'autre de ces deux types de document n'est susceptible de constituer le programme révolutionnaire du prolétariat canadien. En effet, le **Document d'entente** de la Ligue, document qui allie les énoncés de principes généraux du marxisme-léninisme à des positions politiques erronées sur plusieurs points, ne peut d'aucune façon constituer cet étendard du prolétariat que doit être le programme de la **révolution canadienne,** programme qui exprime l'alternative concrète et fondamentale à l'humiliation et à la misère qu'impose le capitalisme aux masses travailleuses. D'un autre côté, les "plate-formes de luttes de classes" de la Ligue, tout aussi concrètes qu'elles soient, sont réformistes sur toute la ligne et ne sont d'aucune utilité pour indiquer au prolétariat la voie de la lutte politique révolutionnaire qui doit permettre au prolétariat d'accumuler ses forces, de renforcer ses rangs, de tremper sa conscience politique et d'affaiblir la bourgeoisie pour un jour la renverser. En fait, la Ligue, tout en liquidant la nécessité du programme semble adhérer en pratique aux positions dont nous avons dû nous démarquer dans notre propre groupe.

Dans leur formulation la plus générale, les deux positions qui s'affrontent sont les suivantes. Les uns affirment qu'on ne doit pas trop se baser sur les programmes élaborés par Marx, Engels, Lénine, etc., car la conception qui a prévalu à l'élaboration de ces programmes doit être compléter pour tenir compte de l'évolution du mouvement communiste depuis 100 ans. Voilà pourquoi, d'après les défenseurs de cette position, le programme, pour remplir pleinement son rôle de démarcation par rapport aux partis bourgeois, réformistes et révisionnistes, pour remplir son rôle d'éducateur du prolétariat, doit être un texte élaboré, polémique, explicatif et traçant un tableau précis des mesures que devra appliquer l'Etat socialiste canadien après le renversement de la bourgeoisie. Et les camarades défendant cette position citent en exemple les programmes de certains nouveaux partis marxistes-léninistes, programmes qui font quelquefois plusieurs centaines de pages. Cette conception du "programme fleuve" a été rejetée par notre groupe. En effet, il est absolument erroné de prétendre que la conception du programme élaboré par Marx, Engels, Lénine, etc., est périmée. Car cette position revient en fait à nier qu'il existe une ligne marxiste-léniniste sur la question du programme, ligne qui fixe une fonction et une forme précises au programme communiste, fonction et forme qui ne sont pas affaire de mode mais au contraire de principes organisationnels, politiques et idéologiques qui fondent l'existence du parti prolétarien en tant que parti de combat, en tant que parti qui place au-dessus de tout les intérêts fondamentaux du prolétariat. Il est d'ailleurs ironique de constater que Lénine lui-même a été accusé de faire de "l'imitation" parce qu'il prenait comme modèle pour le programme russe un programme allemand de 1891 (Programme d'Erfurt), ce programme qui est le résultat justement d'une vive polémique de Marx et Engels pour faire triompher une juste conception du programme socialiste.

"Il faut donc dire ici quelques mots sur notre attitude à l'égard du programme d'Erfurt. Par ce qui précède, chacun a déjà pu voir que nous jugeons nécessaire d'apporter au programme du groupe "Libération du travail" des modifications rapprochant le programme des social-démocrates russes de celui des social-démocrates allemands. Nous ne craignons nullement de dire que nous voulons imiter le programme d'Erfurt; imiter ce qui est bien n'a rien de répréhensible, et aujourd'hui surtout, alors qu'on entend si souvent adresser des critiques opportunistes et équivoques à ce programme, nous estimons de notre devoir de nous prononcer ouvertement en sa faveur. Mais imiter ne veut pas du tout dire copier purement et simplement. Imiter et emprunter est tout à fait légitime dans la mesure où nous constatons en Russie les mêmes processus **fondamentaux** *du développement du capitalisme, les mêmes tâches* **fondamentales** *des socialistes et de la classe ouvrière; mais on ne saurait en aucun cas oublier* **les particularités** *de la Russie, qui doivent trouver leur* **expression intégrale** *dans les particularités de notre programme."*[3]

Cette remarque de Lénine est sans doute un conseil judicieux pour les **empiristes** prompts à abandonner les principes marxistes-léninistes au moindre changement de la conjoncture. Mais c'est aussi, il faut bien le voir, une mise en garde non moins judicieuse pour les **dogmatiques** qui, sous prétexte de *"s'en tenir aux principes"*, nient la réalité concrète.

Un programme pour se démarquer, un programme pour s'unir

Lénine, qui est sans doute un des dirigeants ouvriers qui a défendu avec le plus d'acharnement la nécessité absolue du programme pour créer et consolider le parti, affirmait dans **Projet de programme pour notre parti:** *"On peut nous objecter que le moment actuel est d'autant plus mal choisi pour l'élaboration d'un programme que des divergences surgissent et qu'une polémique s'engage parmi les social-démocrates eux-mêmes. Il me semble que c'est là au contraire un argument* **en**

(3) **Lénine,** Projet de programme pour notre parti, **Oeuvres, Tome 4, page 24. N.B. Le terme social-démocrate désigne les marxistes-léninistes de l'époque. Le groupe "Libération du Travail" auquel fait référence Lénine est une des premiers groupes à avoir introduit le marxisme en Russie.**

Marx, Engels et Lénine ont développé la conception prolétarienne du programme communiste. Ils l'ont défini comme un "bref exposé des buts et des tâches que se propose la lutte de la classe ouvrière".

faveur *du programme. D'une part, puisque la polémique est amorcée, il y a lieu d'espérer que, lors de la discussion du projet, toutes les opinions et les nuances d'opinion se feront jour, et que le programme sera discuté à fond. D'autre part, afin qu'elle ne soit pas stérile et ne dégénère pas en rivalités de personnes, afin qu'elle n'ait pas pour résultat d'embrouiller les idées et de confondre ennemis et camarades, on doit absolument y poser la question du programme. La polémique ne sera utile que si elle montre en quoi consiste à proprement parler les divergences,* **à quel point elles sont profondes,** *si ces divergences portent sur le fond ou sur des questions de détails, si elles empêchent ou non de travailler en commun dans les rangs d'un même parti. On* **ne** *saurait obtenir une réponse à toutes ces questions pressantes* **que** *si l'on pose au cours de la controverse la question du programme: que si les deux parties proclament nettement leurs vues en matière de* **programme.**" [4]

En somme ce que Lénine affirme ici, c'est que c'est uniquement sur la base d'un programme qu'il sera possible d'élever le niveau de la polémique et de se démarquer clairement et nettement des points de vue bourgeois, y compris les points de vue bourgeois qui traversent nos propres rangs. Mais Lénine dit plus que cela: il dit que cette démarcation doit s'effectuer sur **les conceptions fondamentales.**

"Certes, l'élaboration d'un programme général du parti ne doit nullement marquer la fin de toute polémique; mais elle fixera cependant les conceptions fondamentales sur le caractère, les objectifs et les tâches de notre mouvement, conceptions qui doivent servir de drapeau à un parti militant, gardant sa cohésion et son unité malgré des divergences de détails existant parmi ses membres sur des questions de détails." [4]

Ces phrases de Lénine nous les avons déjà reproduites en avril dernier dans **Unité prolétarienne.** Cependant il nous faut constater aujourd'hui que nous n'avions pas saisi toutes les **conséquences pratiques** de cette conception léniniste du programme. Et ces conséquences pratiques sont devenues évidentes lorsque notre groupe, après avoir rejeté en congrès un **premier** Projet de programme marqué par le dogmatisme a dû, avant de rendre public l'actuel Projet de programme, rejeter un second projet qui, s'écartant de la **démarcation** sur les conceptions fondamentales, interdisait du même coup **l'unité** indéfectible sur les questions de principes qui nous distinguent de tous les partis bourgeois, réformistes et traîtres.

C'est dans ce contexte, celui de se démarquer pour s'unir, que se pose la question de l'identification des conceptions fondamentales. C'est sur cette base aussi que se pose la question de la forme du programme et de sa partie historique. Les partisans du "programme fleuve" dans notre pays considéraient en effet que pour se démarquer il fallait inscrire dans le Projet de programme des explications détaillées et polémiques vis-à-vis diverses positions avancées par les sociaux-démocrates, les révisionnistes, les trotskystes, etc. Ils avançaient aussi que cette démarcation était impossible sans un exposé de la situation actuelle dans la conjoncture nationale et internationale. Ils avançaient aussi qu'il fallait, en nous inspirant de l'expérience de la construction du socialisme dans certains pays, expliquer de façon **précise** les diverses mesures que le prolétariat canadien devrait appliquer après la prise du pouvoir d'Etat. De la même façon, ces camarades voulaient inscrire dans le Projet de programme toute une série de revendications concrètes immédiates touchant à peu près tous les aspects de la lutte revendicative actuelle du prolétariat et des autres couches du peuple canadien. Indiquons à titre d'exemple que les défenseurs de cette conception du programme, après s'être étendus longuement sur l'histoire de notre pays, s'engageaient dans une analyse de la conjoncture internationale présente pour ensuite examiner les rapports actuels entre toutes les classes, fractions de classe et couches sociales de la société canadienne. Ainsi cette partie, bien loin de s'en tenir aux caractéristiques fondamentales du monde actuel et de notre pays, s'engageait dans le commentaire et même l'explication détaillée de manifestations conjoncturelles de ces caractéristiques fondamentales. Puis discutant des tâches de la révolution canadienne, ces camarades n'hésitaient pas à spéculer sur diverses mesures concrètes que devrait prendre l'Etat prolétarien après le renversement du capitalisme: logement, services médicaux, garderies, éducation, agriculture, constitution, etc. Visiblement, cette proposition de programme était encore influencée par le style "promesses électorales" des partis bourgeois, s'imaginant que l'on peut dès aujourd'hui dans notre programme dresser le futur même législatif de la future république socialiste canadienne. C'est

(4) Idem, page 237

ce même idéalisme finalement qui prévalait dans la description du chemin qui doit nous conduire au socialisme... comme si la route que nous devons suivre ne risquait pas d'être sinueuse, comme si nous pouvions déjà en prévoir tous les tournants.

On imagine bien qu'avec un tel programme, que chaque changement de conjoncture risque de rendre désuet, on s'imagine bien qu'avec un tel programme qui mêle à qui mieux mieux les conclusions et les commentaires, la démarcation sur les conceptions fondamentales, loin d'être renforcée, se retrouve noyée d'arguments secondaires. Et dans un tel contexte, que veut dire l'unité autour du programme? Avec tous ces points de détail et ces analyses conjoncturelles, faudrait-il mesurer l'accord sur le programme en termes de pourcentage?

En fait, un tel document ne pourrait pas guider les masses dans la révolution, pas plus qu'il ne permettrait de sceller l'unité d'acier de tous les communistes autour de leur programme, ce programme qui doit rassembler les acquis les plus sûrs et les plus précieux du combat de la classe ouvrière et du peuple et auquel tous les communistes et ouvriers d'avant-garde doivent adhérer sans réserve pour le défendre comme la prunelle de leurs yeux!

Voilà les conséqueces concrètes de l'abandon de la juste ligne marxiste-léniniste sur la conception du programme: ou bien on sombre dans le libéralisme en dissolvant l'unité d'acier du Parti sur les conceptions fondamentales; ou bien on sombre dans le sectarisme en établissant des lignes de démarcation sur des points secondaires et possiblement erronés. Dans un cas comme dans l'autre, cela compromet l'édification du Parti en tant qu'arme de combat qui doit unir tout le prolétariat et tout le peuple dans la guerre de classes contre la bourgeoisie.

Un programme de combat

"Le programme du Parti ouvrier est, comme on le sait, un bref exposé des buts et des tâches que se propose la lutte de la classe ouvrière. Le programme définit le but final du mouvement révolutionnaire du prolétariat, comme aussi les revendications pour lesquelles combat le Parti en marche vers ce but."[5]

Beaucoup citent cette définition et nous l'avons citée nous-mêmes dans **Unité prolétarienne** no 4. Mais encore faut-il saisir les thèses que cette formule tente de résumer. Prenons le premier point: le programme est un **bref exposé.** Mais quoi, diront certains, n'est-ce pas là une question de détail qui importe assez peu? Bien au contraire! Car cette indication sur la forme du programme est la traduction concrète de la nécessité de faire porter le programme sur les **conceptions fondamentales,** sur la nécessité aussi d'exprimer de façon affirmative, c'est-à-dire sous forme de conclusions et non sous forme d'explications, ce qui nous **démarque** et ce qui nous **unit** à la fois, dans notre combat historique contre la bourgeoisie. Plus encore, cette forme même du programme est la manifestation concrète que notre programme doit être un programme de combat. *"Le programme d'un parti qui mène une lutte pratique"* (Lénine), engageant à l'action, un programme qui doit finir par résonner aux oreilles des ouvriers, suite à l'explication et l'éducation incessante du parti, comme un véritable slogan, comme un véritable étendard apte à nous unir dans le champ de bataille.

Ce n'est pas pour rien d'ailleurs que ce "détail" de forme a constitué un des points importants de la polémique qu'ont mené Marx, Engels, Lénine pour faire triompher une juste conception du programme socialiste. En particulier, cela a amené les dirigeants prolétariens à faire une distinction très nette entre le **programme** et les **commentaires** sur le programme. C'est ainsi qu'Engels, critiquant le programme d'Erfurt de 1891 affirmait: *"D'une façon générale, ces considérations préliminaires ont souffert de ce qu'on a tenté de réunir deux choses inconciliables: on a voulu faire un programme, et en même temps les commentaires de ce programme. On craint de n'être pas assez clair en choisissant des formules brèves, frappantes; aussi ajoute-t-on des commentaires qui trainent la chose en longueur. A mon avis, le programme doit être aussi court et précis que possible. Il m'importe même peu qu'il s'y trouve par hasard un mot ou une phrase dont il est impossible à première vue de saisir toute la portée. Dans ce cas, la lecture publique dans les réunions, l'explication écrite dans la presse feront le nécessaire; et alors la phrase courte et frappante, une fois comprise, se fixe dans la mémoire et devient un mot d'ordre, ce qui n'arrive jamais pour une explication plus longue. Il ne faut pas faire trop de concessions au souci de la popularité; il ne faut pas sous-estimer les facultés intellectuelles et le degré de culture de nos ouvriers. Ils ont compris des choses bien plus difficiles que celles que pourrait leur présenter le programme le plus concis et le plus court."*[6]

Poursuivant dans le même sens, Lénine devait écrire onze ans plus tard: *"Un programme doit donner de brèves propositions qui ne contiennent pas un mot de trop, laissant l'explication aux commentaires, aux brochures, à la propagande, etc."*[7]. Dans ce même texte, Lénine va même jusqu'à parler des mots superflus qui ne font qu'affaiblir la pensée exprimée, reprenant ainsi une phrase d'Engels: *"Tout ce qui dans un programme est superflu l'affaiblit."* Il rajoute même: *"Les titres, indispensables dans un manuel ou un article, sont tout à fait inutiles dans un programme".*

Une autre conséquence pratique des thèses que nous venons d'exposer sur la conception du programme communiste, c'est qu'un tel programme ne doit pas être conjoncturel mais qu'il doit au contraire s'appliquer à toute l'époque historique de la révolution prolétarienne. De la même façon, le programme ne doit pas chercher à résoudre les problèmes dans l'abstrait, dans l'ignorance des conditions concrètes où ils se posent. Par exemple, la propagande qui indiquera que la route qui nous mène au communisme doit passer par la dictature du prolétariat et la poursuite de la révolution sous le socialisme n'a pas à essayer d'imaginer aujourd'hui comment, par quelles mesures et dans quel ordre, le prolétariat exercera sa dictature. De la même manière en ce qui concerne les revendications immédiates et les diverses tactiques de lutte, celles-ci ne doivent figurer dans le programme que si elles ont un caractère de principe: *"Le programme doit laisser pendante la question des moyens de lutte, le choix de ces moyens incombant aux organisations de militants et aux congrès du parti, déterminent la* **tactique** *de ce dernier. Mais on ne saurait guère inclure les problèmes de tactique dans le programme à l'exception des questions les plus essentielles, ayant un caractère de* **principe**..." *Au fur et à mesure qu'ils se poseront, les problèmes de tactique seront discutés dans le journal du Parti et définitivement résolus à ses congrès".*[8] *"Aussi sommes-nous tenus, en rédigeant cette section de programme (sur les revendications pratiques et immédiates, N.D.L.R.) d'éviter deux extrêmes: d'une part, il ne faut omettre aucune des revendications principales, fondamentales d'une importance essentielle pour* **l'ensemble** *de la classe ouvrière; d'autre part, on évitera d'entrer dans des détails trop infimes dont il serait peu rationel de surcharger le programme."* [8]

---

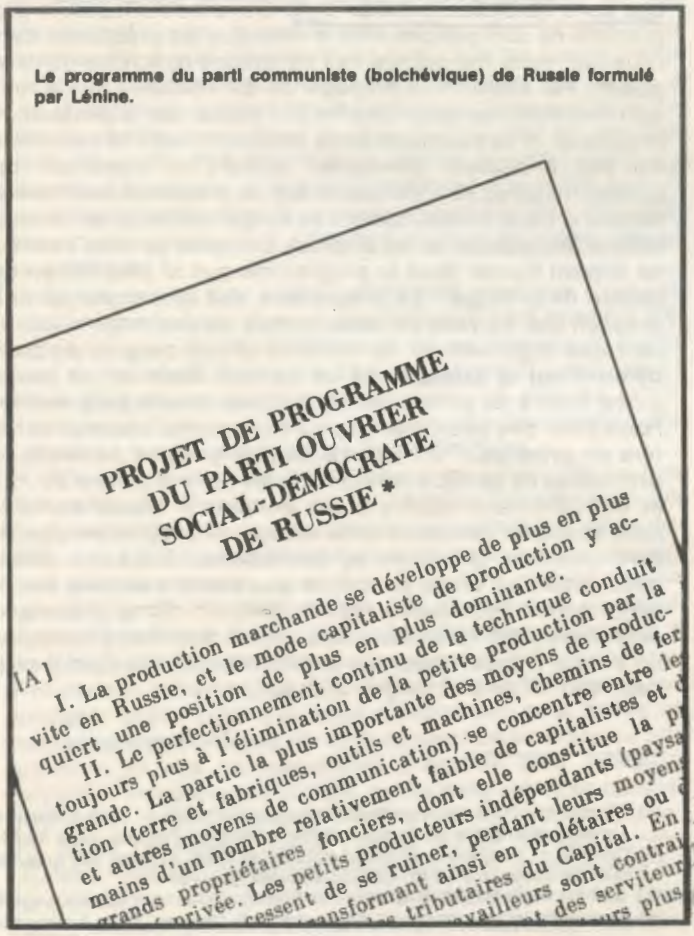
(5) L'histoire du Parti communiste Bolchévique de l'U.R.S.S., **1949, Editions en Langues étrangères de Moscou, Editions Norman Béthune, page 43-44.**
(6) Critique du programme social-démocrate de 1891, **Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt, editions sociales, page 92**
(7) Opinion sur le second programme de Plékanov, **Oeuvres, Tome 6, page 55.**
(8) **Lénine,** Projet de programme pour notre parti, **Oeuvres, Tome 4, page 244.**

Les indications de Lénine ne sont pas gratuites ou "dépassées". Au contraire elles confirment que le programme communiste n'a rien du catalogue de tactiques et de revendications diverses. Ces tactiques et ces revendications particulières correspondant à des moments particuliers de la lutte des classes seront élaborées par le Parti et véhiculées dans sa presse comme des moyens de lutte réalisant les mots d'ordre contenus dans le programme.

Engageons-nous dans la défense et la discussion du programme communiste

S'emparer de la juste conception marxiste-léniniste du programme prolétarien est une condition essentielle pour faire jouer au programme son rôle essentiel: nous **démarquer** de la bourgeoisie et des traîtres, **unir** tous les communistes, toute la classe ouvrière et finalement tout le peuple dans notre marche historique vers le socialisme. Le programme communiste constitue, avec les statuts, le texte de base fondamental du parti, **la base d'adhésion au parti.** De la même façon que les statuts n'ont pas à décrire en détail toutes les structures et toutes les règles d'application du centralisme-démocratique, de la même façon le programme doit s'en tenir aux conceptions fondamentales qui distinguent les marxistes-léninistes des bourgeois, réformistes et traîtres. Voilà pourquoi dans la discussion du programme toutes les thèses, toutes les phrases, toutes les propositions doivent être scrutées et discutées en profondeur afin de s'assurer que toutes les conceptions fondamentales sont énoncées et que leur justesse ne puisse d'aucune façon être mise en doute.

Le programme du parti communiste (bolchévique) de Russie formulé par Lénine.



PROJET DE PROGRAMME
DU PARTI OUVRIER
SOCIAL-DÉMOCRATE
DE RUSSIE *

[A]

I. La production marchande se développe de plus en plus vite en Russie, et le mode capitaliste de production y acquiert une position de plus en plus dominante.

II. Le perfectionnement continu de la technique conduit toujours plus à l'élimination de la petite production par la grande. La partie la plus importante des moyens de production (terre et fabriques, outils et machines, chemins de fer et autres moyens de communication) se concentre entre les mains d'un nombre relativement faible de capitalistes et de grands propriétaires fonciers, dont elle constitue la propriété privée. Les petits producteurs indépendants (paysans, artisans, etc.) cessent de se ruiner, perdant leurs moyens de production, se transformant ainsi en prolétaires ou en tributaires du Capital. En même temps, les travailleurs sont contraints de vendre des serviteurs plus

Certains peut-être seront étonnés de lire le Projet de programme qu'EN LUTTE! propose aux marxistes-léninistes et au prolétariat canadiens, pensant y trouver toute la ligne politique jusqu'à l'analyse de la conjoncture actuelle au Canada et dans le monde et jusqu'aux revendications immédiates des diverses couches du peuple multinational du Canada.

Certains peut-être auront idéalisé le programme, le percevant en quelque sorte comme un catalogue de tactiques et de positions diverses. Mais relisant une deuxième fois le Projet de programme, lisant aussi les commentaires qui accompagnent le Projet de programme et les multiples articles du journal et de la revue qui approfondiront et justifieront chacun des points du programme, ces ouvriers et amis du mouvement marxiste-léniniste, ces camarades, nous en sommes persuadés, verront se dresser derrière chaque phrase du programme la démarcation fondamentale entre les intérêts du prolétariat et ceux de la bourgeoisie.

La discussion qui s'amorce sur le **Projet de programme pour le Parti prolétarien canadien** sera sans doute déterminante pour l'avenir de notre lutte et en particulier pour notre objectif central de reconstruction du parti communiste canadien, avant-garde du prolétariat révolutionnaire de notre pays multinational. Voilà pourquoi nous devons tous nous engager avec le plus grand sérieux dans la discussion et la défense du programme communiste. Mettre les intérêts des masses, mettre les intérêts du prolétariat au-dessus de tout, tel doit être notre mot d'ordre dans cette étude et cette polémique autour du Projet de programme. Les opportunistes et les sectaires comme la L.C.(m.-l.)C. qui continueront de placer leurs intérêts de clan et de groupuscule petit-bourgeois radical au-dessus des intérêts des masses et de la révolution, ceux-la qui substitueront l'esprit de clocher, l'esprit de secte, la démagogie, les mensonges et le terrorisme verbal à l'esprit de parti, au débat franc et ouvert, à la polémique serrée dans un désir sincère d'unité, ceux-là se dévoileront ouvertement aux yeux des masses comme des saboteurs et des ennemis de la révolution.

Camarades, le programme du prolétariat ne s'élabore pas à l'insu du prolétariat. Le Projet de programme que nous soumettons aujourd'hui ne tombe pas du ciel; bien au contraire. Si notre groupe est en mesure aujourd'hui de présenter aux marxistes-léninistes et à la classe ouvrière de notre pays son Projet de programme pour le parti, c'est parce que le débat de ligne politique et la polémique publique ont permis de tracer les lignes de démarcation entre les points de vue justes et les points de vue erronés, entre la ligne bourgeoise et la ligne prolétarienne. En particulier, les trois conférences des marxistes-léninistes convoquées sur l'initiative d'EN LUTTE! ont eu un rôle décisif dans cette démarcation grâce au débat large qu'elles ont permis et aux démarcations qui s'y sont opérées depuis plus d'un an.

Le programme du prolétariat révolutionnaire ce n'est pas celui de la bourgeoisie, ni de ses agents révisionnistes ou réformistes dans le mouvement ouvrier. Et pour affirmer le point de vue du prolétariat, il n'est pas nécessaire d'aligner des pages et des pages. L'énoncé précis des objectifs révolutionnaires du prolétariat canadien suffit amplement à nous démarquer de toutes les fausses solutions bourgeoises. Prenons l'exemple de l'article 15 du projet de programme qui semble en apparence des plus banal.

"La victoire de la révolution prolétarienne repose sur l'accomplissement de trois grandes tâches:

a) *Edifier le parti révolutionnaire du prolétariat qui, regroupant d'abord les meilleurs combattants de la classe ouvrière, s'appuyant sur le marxisme-léninisme, appliquant rigoureusement le centralisme démocratique et fondant son organisation dans les usines pour ensuite l'étendre dans les quartiers des villes et dans les régions rurales, doit en tout temps et à tous égards constituer l'état-major de la révolution, sa direction suprême et unique.*

b) *Unir le prolétariat des diverses nations et minorités nationales, unir les diverses couches populaires en lutte contre l'oppression et l'exploitation sur la ligne définie par le parti et gagner à sa direction les organisations de masse, en particulier les syndicats. Les masses font la révolution, le parti leur fait prendre conscience.*

c) *Armer les masses pour faire face à la violence réactionnaire et assurer la victoire de la révolution dans toute situation insurrectionnelle."*

Eh bien, relisons ce passage une seconde fois et nous verrons qu'il contient toutes les démarcations fondamentales et nécessaires avec les points de vue réformistes et révisionnistes. Les réformistes ont-il jamais proposé au prolétariat canadien de prendre les armes pour abattre l'Etat bourgeois? Ont-ils jamais affirmé que la révolution sera l'oeuvre des masses elles-mêmes? Non, la "révolution" des réformistes ce n'est pas l'oeuvre des masses, ni du prolétariat armé derrière son parti. C'est plutôt le résultat des finesses parlementaires d'Ed Broadbent chef du N.P.D., le résultat d'une élection qui porte au pouvoir une poignée de politiciens, des politiciens qui s'accomodent fort bien de laisser tout l'appareil d'Etat bourgeois en place, sa police, ses tribunaux, etc. Les réformistes proposent dans leur programme que le prolétariat laisse de côté la force de son unité et qu'il n'utilise surtout pas la violence. Et cela au profit de quoi? Eh bien d'un simple bulletin de vote, le même bulletin de vote qui a élu tous les 4 ans des gouvernements tous plus anti-ouvriers les uns que les autres. Les révisionnistes du P."C".C. quant à eux ne nous proposent rien de plus. Pour eux aussi le socialisme est au fond de la boîte de scrutin. Le P."C".C. propose aux ouvriers canadiens de former un "front anti-monopoliste" pour restreindre les pouvoirs des monopoles. Selon eux, le prolétariat devrait demeurer assis et se contenter de quelques nationalisations de grandes compagnies, des nationalisations au profit de l'Etat bourgeois qui, bien sûr, demeure intact, car leur ennemi ce n'est pas l'Etat capitaliste, mais les gros monopoles.

Nous pourrions citer tous les articles du programme et démontrer comment dans chacun des cas les positions qui y sont défendues sont celles du prolétariat et qu'elles se démarquent sur tous les points de programmes bourgeois, réformistes ou révisionnistes. Nous sommes donc jusfifiés d'affirmer que ce programme est le **résultat** de la lutte entreprise depuis plusieurs années pour redonner au prolétariat son drapeau rouge, point de ralliement de la classe ouvrière et du peuple dans la guerre de classe contre la bourgeoisie.

Ce Projet de programme doit être discuté et critiqué largement par les ouvriers et tous les individus progressistes et marxistes-léninistes de notre pays. C'est pourquoi EN LUTTE! organisera des conférences sur le Projet de programme de Halifax à Vancouver, c'est pourquoi il ouvrira les pages de sa revue et de son journal à tous ceux qui veulent se prononcer dans les mois qui viennent.

Mais soyons conscients camarades que si le débat autour du Projet de programme doit être large et permettre la participation de chacun, cela n'est pas suffisant, car les plus belles idées demeurent des phrases creuses tant qu'elles ne sont pas mises en pratique. C'est donc dire que si nous nous donnons un programme c'est pour le mettre en pratique et le défendre partout où nous sommes, car le programme, répétons-le, est avant tout un guide pour l'action. Il ne servirait à rien de retourner le Projet de programme dans tous les sens et de la critiquer sans d'abord l'avoir mis en pratique parmi le prolétariat canadien, sans l'avoir défendu fermement auprès de nos camarades de travail, sans l'avoir éprouvé dans le feu de la lutte de classes et des luttes du prolétariat canadien. Car c'est ainsi seulement que nous pourrons juger vraiment de sa justesse ou non à guider la lutte du prolétariat canadien. Car sa justesse ou non à guider la lutte du prolétariat. C'est ainsi seulement que nous pourrons le critiquer avec jsutesse et redonner au prolétariat canadien le drapeau qui le guidera vers le socialisme et la dictature du prolétariat.

Intensifions la lutte pour le parti
Engageons-nous dans la défense et dans la discussion du programme communiste.

Pour maintenir sa dictature réactionnaire

LA BOURGEOISIE VEUT COUPER LES AILES AU MOUVEMENT OUVRIER

A Montréal, plus de 1,500 personnes ont assisté au discours de Charles Gagnon, secrétaire général d'EN LUTTE!, lors du 4ième anniversaire du groupe.

PRESENTATION

Le 29 octobre 1977, à l'occasion du 4ème anniversaire du groupe EN LUTTE!, Charles Gagnon, secrétaire général du groupe, a prononcé un discours brossant le tableau général de la situation actuelle dans le mouvement ouvrier et le mouvement marxiste-léniniste canadien. Retraçant la situation de crise politique et économique que vit aujourd'hui notre pays, en particulier le développement de la répression, des lois anti-ouvrières, ce discours affirme avec force la gravité de la conjoncture actuelle et la nécessité d'une riposte unifiée de la classe ouvrière canadienne pour défendre ses droits politiques et économiques de plus en plus bafoués par la bourgeoisie canadienne, en particulier par sa loi C-73 sur le gel des salaires.

Au moment où la situation de notre pays est en voie d'offrir de plus en plus de similitudes avec la grande crise des années 30, les ouvriers canadiens doivent renouer avec les enseignements des Révolutions d'Octobre en Russie, de Chine et d'Albanie. Cela est absolument nécessaire si le prolétariat canadien veut un jour, armé de son programme révolutionnaire et de son parti marxiste-léniniste, parvenir au socialisme. Or la lutte pour se donner un programme révolutionnaire et construire le parti n'est pas de tout repos. Le discours qui suit nous montre que, malgré les embûches qui se dressent sur le chemin de la révolution, cette lutte sera inévitablement victorieuse et qu'elle a même commencé à franchir de grands pas.

Camarades et amis,

C'est la quatrième fois que le groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE! vous invite à célébrer le développement de son travail au sein de la classe ouvrière et des masses laborieuses canadiennes. Au nom du groupe et plus particulièrement des camarades qui ont organisé cette célébration et celles qui ont eu lieu dans d'autres villes du pays, je vous remercie d'avoir répondu à notre appel.

Je le fais avec d'autant plus de conviction que votre présence constitue une importante contribution au lancement de notre campagne pour faire du journal EN LUTTE! une publication hebdomadaire, une publication qui deviendra de ce fait un instrument plus efficace pour la diffusion de l'idéologie prolétarienne, pour la lutte contre l'idéologie bourgeoise.

Les dernières semaines ont été fertiles en événements qui ont fait la manchette des journaux et de la télévision. Comme Québécois, nous avons tous été décorés de la Légion d'honneur par le Président de la France et, suivant Ottawa, nous l'avons été illégalement. Au chapitre de l'illégalité cependant, c'est sans doute la Gendarmerie royale qui a remporté la palme ces derniers temps: vols par effraction, incendies criminels, attentats à la bombe, écoute électronique et le reste.

Il faut savoir que les gestes illégaux du Président de la France et de la G.R.C. ne sont pas innocents: Giscard d'Estaing a des élections à gagner dans les mois à venir et a besoin de faire parler de ses prouesses francophones pour tenter de faire oublier les effets de la crise actuelle en France; Lévesque ne demande pas mieux que de se faire son complice, puisque lui, c'est un référendum qu'il prépare. La G.R.C., quant à elle, vole de la dynamite et met le feu à gauche et à droite pour mieux lutter contre... le terrorisme!

La bourgeoisie a toujours d'excellents motifs, quoi qu'elle fasse. Elle a d'excellents motifs pour fermer les usines comme à la Wayagamack et à l'Inco; elle a d'excellents motifs pour tirer sur les ouvriers comme aux meuneries de Montréal; elle a d'excellents motifs pour réduire les augmentations de salaires au-dessous de la hausse du coût de la vie comme dans le cas récent des employés de Bell Telephone; elle a d'excellents motifs pour ajouter constamment de nouvelles lois répressives aux anciennes lois répressives.

Les motifs essentiels de la bourgeoisie, nous les connaissons bien: ils se résument dans un mot: des profits, des profits toujours plus grands, à n'importe quel prix. Telle est la loi fondamentale du capitalisme.

Aujourd'hui cependant, la bourgeoisie a des motifs supplémentaires de faire preuve d'agressivité. A l'échelle internationale, la résistance croissante des peuples à l'oppression de l'impérialisme et la montée des luttes du prolétariat qui refuse de faire les frais de la crise sont deux facteurs qui, s'ajoutant aux contradictions propres au développement du capitalisme, concourrent à l'aiguisement des rivalités entre les divers pays impérialistes. Cela est d'autant plus vrai qu'une nouvelle grande puissance est apparue, l'U.R.S.S., qui n'est pas moins ambitieuse que les autres, au contraire. Les conditions d'une nouvelle guerre mondiale, une guerre pour le repartage du monde, en particulier entre les USA et l'U.R.S.S. sont ainsi réunies.

Cela a évidemment des effets dans notre pays. Outre le fait que la bourgeoisie canadienne est étroitement liée à celle des USA, elle a aussi ses propres intérêts impérialistes, elle est intéressée au partage du monde. Pour se développer, une petite puissance comme le Canada a besoin de faire des profits, elle a besoin de capital pour investir au pays et ailleurs; elle a besoin d'amis dans les autres pays pour accueillir ses investissements. Au pays, elle a besoin de la *"paix sociale"*, c'est-à-dire une classe ouvrière docile, qui ne revendique pas de hausses de salaires, qui ne fait pas de grèves, qui fait du temps supplémentaire sur demande, qui a un haut taux de productivité... Cela on l'a bien vu dans les années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, alors que la bourgeoisie canadienne, bien appuyée par l'impérialisme américain, a littéralement écrasé les forces progressistes en s'attaquant principalement aux communistes, là où elle n'avait pas réussi à les corrompre, à les amener à collaborer avec elle pour, soi-disant, permettre une plus grande industrialisation du pays, au profit de tous, bien sûr!

Camarades et amis,

La conjoncture actuelle de notre pays et dans le monde doit nous préoccuper au plus haut point. Tout le monde s'entend, ou à peu près, pour dire que nous sommes dans une situation de crise, que cette crise touche tous les pays capitalistes; que c'est cette crise qui explique l'inflation, le chômage, la chasse aux immigrés *"illégaux"* — qu'il est légal par ailleurs d'exploiter au maximum — les coupures de budget dans les hôpitaux et dans l'éducation et le vol des richesses naturelles des territoires des Autochtones. Bref, la crise est universelle, elle touche tout le monde et personne n'en est responsable, personne n'en profite, tout le monde y perd. Conclusion: aux travailleurs de se serrer la ceinture, dit Trudeau, car les Canadiens vivent au-dessus de leurs moyens; les Canadiens doivent dépenser davantage, dit Chrétien, et épargner moins, car c'est ainsi qu'on va relancer l'économie. Et les bourgeois d'ajouter en choeur qu'il faut assurer l'unité nationale pour rétablir la confiance des investisseurs à qui l'instabilité répugne. Voilà le discours des bourgeois et de leurs marionnettes de la politique; voilà le discours des gratte-papier de la presse bourgeoise; voilà le discours même d'un grand nombre de boss syndicaux que le mauvais état de l'économie capitaliste nationale et internationale préoccupe au point qu'ils veulent eux aussi la sauver du désastre imminent.

Mais pendant que tout ce beau monde se préoccupe ainsi beaucoup d'économie, d'inflation, de dévaluation et de chômage, pendant qu'avec sa loi C-73 le gouvernement Trudeau est parvenu à convaincre les boss syndicaux de collaborer au redressement de l'économie pour le bien de tous, il arrive ceci, camarades, et c'est cela qui est grave, il arrive que le mouvement syndical est en voie de laisser le régime actuel anéantir les droits démocratiques conquis de haute lutte par le mouvement ouvrier au cours des années. Il arrive qu'un courant anti-ouvrier, anti-syndical et anti-communiste se développe, et rapidement, un courant d'opinion alimenté par une habile propagande et qui prépare le terrain à la répression ouverte de toutes les forces progressistes, en particulier du mouvement communiste, de ce pays.

On a vu le C.P.Q. publiciser un sondage suivant lequel les Québécois considèrent que les syndicats ont trop de pouvoir. Le frère Untel se fait aller à la télévision pour dénoncer lui aussi les syndicats qui troublent l'ordre bourgeois et agacent les bonnes gens. Et les éditorialistes leur donnent la réplique, et les politiciens renchérissent, même les politiciens *"sociaux-démocrates"* du P.Q. Suivant le ministre Bérubé, c'est la faute au syndicat si l'usine de Wayagamack a fermé; suivant le ministre Parizeau et le ministre Landry les préoccupations économiques (comprendre les intérêts de la bourgeoisie) vont devoir l'emporter sur le *"social"* (comprendre les revendications des masses laborieuses). Bref, il faut mettre un frein à la puissance des syndicats, car par leurs revendications irréalistes, ils empêchent la reprise économique tant attendue. Et, pourquoi, pensez-vous, les syndicats et les groupes populaires sont-ils si peu raisonnables? C'est parce que le plus souvent ils sont manipulés, non pas par les roitelets de la pègre — ça, c'était au temps de la Commission Cliche qui a tout réglé en cette matière, comme chacun sait —, mais par des radicaux, des *"maoïstes"*, suivant leur expression, comme l'a si bien montré Jacques Benoit dans **La Presse** de l'empire Desmarais il y a quelques mois.

Il s'en trouvera, philosophes pourrait-on dire, pour considérer que cela n'est pas surprenant, que les bourgeois sont toujours contre les ouvriers, et qui resteront inactifs. Il faudrait y regarder par deux fois avant de conclure que la situation

présente est *"normale"*. Déjà les pressions économiques exercées à l'aide de la loi C-73, accouplées à la propagande anti-syndicale et anti-ouvrière qui remplit les journaux et la télévision ces temps-ci, même dans les romans-savon, ont réussi à faire taire bien des syndicalistes au langage vert d'autrefois qui dénonçaient l'Etat des boss à qui mieux mieux, à les transformer totalement en défenseurs des politiques bourgeoises, à les conduire à appeler les travailleurs à la modération, compte tenu de la crise, compte tenu des menaces de chômage, compte tenu... d'une opinion publique défavorable.

Que fait la bourgeoisie pendant ce temps? Elle voit à ce que ses gouvernements, à Ottawa et dans les provinces, passent des lois anti-ouvrières. Elle profite de la loi C-73, ce moyen de chantage politique, pour faire plier les syndicats; d'une part, elle menace de faire passer des lois encore plus répressives si la collaboration des syndicats n'est pas suffisante à son goût. Déjà les projets de loi réactionnaires se multiplient; en Colombie britannique, c'est le projet de loi sur les services essentiels qui signifie en pratique la disparition du droit de grève dans le secteur public; au Québec, c'est le projet de loi 45 qui, sous couvert d'interdire l'embauche de scabs pendant les grèves, établit le principe du contrôle étatique dans les affaires internes des syndicats; à Ottawa, Munroe publie le premier volet de son Code du travail revisé qui lui aussi ouvre la porte à l'intervention de l'Etat dans la vie des syndicats. A Montréal, le maire Drapeau s'apprête à règlementer très sévèrement, c'est-à-dire à interdire quand bon lui semblera, la distribution de tracts et d'affiches; inutile de se demander qui sont visés par ce règlement.

Chrétien a juré un peu dans le portrait l'autre jour quand, au lieu de lancer un appel à se serrer la ceinture comme ont fait tous ses collègues depuis deux ans maintenant, il a pressé les Canadiens d'épargner (à qui parlait-il?) moins et de dépenser plus. Mais à bien y penser, si les travailleurs doivent s'abstenir de revendiquer des hausses de salaires alors que l'inflation est galopante, et en même temps dépenser davantage, il ne leur reste qu'une solution: emprunter et s'endetter; pour sûr que les banques et les compagnies de prêts ne demandent pas mieux!

Comme on peut voir, la mise en scène de la bourgeoisie pour désamorcer la montée des luttes ouvrières est très raffinée et il faut dire qu'elle a eu des résultats jusqu'à présent. D'abord, il y a eu la crise, c'est-à-dire plusieurs *"crises"*, à commencer par la crise monétaire jusqu'à la crise de l'énergie; et puis l'inflation. C'est alors que les ouvriers se sont lancés dans la lutte pour l'indexation des salaires. Cette montée du mouvement gréviste arrivait à un moment inopportun pour la bourgeoisie, car la concurrence est vive dans le monde entre les puissances impérialistes, et les monopoles canadiens ne pouvaient pas prendre le risque de voir leurs investissements rapporter moins; pour cela il fallait maintenir la productivité à son plus haut niveau, l'augmenter même si possible, et maintenir les salaires au niveau le plus bas.

C'est alors que Trudeau est entré en scène et qu'il s'est amené à la télévision le 14 octobre 75 et a lancé son célèbre *"Serrez-vous la ceinture!"* Avant même d'être adoptée au Parlement, la loi C-73 entrait en vigueur et instaurait le contrôle des salaires et faisait semblant d'établir aussi le contrôle des prix; mais les bourgeois pourraient augmenter les prix suivant la hausse des coûts! Depuis ce temps la loi C-73 est demeurée le principal instrument de pression politique sur le mouvement ouvrier par le biais des boss syndicaux. Ces derniers étaient pris les culottes baissées; alors qu'ils avaient suivi la lutte pour l'indexation suivant leur habitude, usine par usine, voilà que la bourgeoisie bousillait tout à fait leur tactique: la loi C-73 s'appliquait à peu près à toutes les conventions; une grève gagnée face au patron, était quand même une grève perdue dès que la Commission anti-inflation s'y fourrait le nez. Des centaines d'augmentations de salaires ont ainsi été annulées ou ramenées à presque rien.

Giscard d'Estaing prépare ses élections et Lévesque son référendum à coups de décorations.

Il a suffi que périodiquement un ministre ou un autre annonce la fin prochaine des contrôles pour que les boss syndicaux tombent tête baissée dans le panneau: il ne servait à rien de lutter contre la loi C-73, puisque de toute façon elle serait révoquée d'un mois, d'une semaine à l'autre. La tactique de la lutte usine par usine, là où elle n'avait aucune chance de réussir, reprenait tous ses droits. Ici, on luttait contre des mises à pied, contre une fermeture; là, pour une hausse de salaires au-dessus des normes; ailleurs contre les cadences accélérées. Et on luttait mollement car le nombre des entreprises en danger de fermeture était presque aussi grand que celui où il y avait des grèves. De quoi convaincre les boss syndicaux d'appeler les travailleurs à être modérés et raisonnables; quand on ne réussissait pas à contenir leur révolte, on leur disait: *"Eh bien allez-y, votre lutte est celle de la classe ouvrière tout entière"*, mais on se gardait bien cependant de mobiliser la classe ouvrière tout entière; on l'appelait au calme. On disait aux travailleurs qu'ils avaient toutes les raisons de prendre leur mal en patience, puisque leurs "chefs" étaient en train de négocier une collaboration plus étroite, qui s'appellerait le tripartisme, entre les trois agents de l'économie (sic!), les syndicats, les patrons et l'Etat. La bourgeoisie était elle-même fort ouverte au tripartisme, puisque la crise touche tout le monde, n'est-ce pas? Elle était même disposée à retirer la loi C-73 en échange.

Et on a vu Morris et sa clique du C.T.C. hanter les couloirs du Parlement pour prendre un drink avec les autres agents économiques. Et on a vu Laberge, Charbonneau et le suave Norbert Rodrique, qui réfléchit à tout et à rien depuis qu'il a été élu président de la C.S.N., se présenter dans les sommets économiques du gouvernement péquiste au Québec. Vive l'unité des *"agents économiques"!*

Sauf que, de cocktails en sommets économiques, les boss syndicaux avaient totalement oublié la classe ouvrière et que la bourgeoisie en profitait pour multiplier les lois et les mesures répressives à l'égard du prolétariat, des assistés sociaux, des handicapés, des immigrés, des Amérindiens, des masses laborieuses en général. Les boss syndicaux n'y ont vu que du feu. Ou plutôt non, ils comprennent, eux, l'importance de la lutte contre la loi C-73 et ils auraient bien déclenché la grève générale le 14 octobre dernier, mais, voyez-vous, *"les travailleurs sont démobilisés (sic); ils sont plus intéressés à conserver leur emploi qu'à obtenir la levée des contrôles..."* Ce sont ces vendus qui depuis deux ans s'évertuent à dé-

tourner la classe ouvrière de la lutte contre le contrôle des salaires, principal instrument de chantage entre les mains de la bourgeoisie pour mettre le mouvement ouvrier à genoux, ce sont ces vendus et ces traîtres qui aujourd'hui jouent les purs.

La bourgeoisie d'ailleurs n'a pas failli à la tâche de leur fournir tous les prétextes imaginables pour expliquer leur traîtrise. Le plus important a sans aucun doute été la question nationale. En effet, depuis l'élection du P.Q. au Québec, la question nationale est subitement devenue la question politique No 1. Depuis qu'il était au pouvoir que Trudeau déclarait à tout venant que ce qui préoccupait d'abord les Canadiens, tous les Canadiens, c'était l'économie, le niveau de vie et la qualité de la vie (ce qui dans sa bouche ne veut rien dire!). Mais voici que maintenant les choses ont changé radicalement. Et cela permet à Trudeau, au moment de donner quelques millions au C.T.C. et quelques centaines de milliers de dollars à la C.S.N. de les inviter à restreindre leurs revendications, car la reprise économique l'exige et la reprise économique est essentielle à la survie du Canada menacée par les séparatistes québécois. Trudeau ne ménage pas ses frais: il a désigné son amuseur public No 1, Jean-Luc Pépin, pour entendre les doléances des Canadiens qui sentent l'unité nationale leur glisser sous les pieds; les boss syndicaux seraient bien avisés d'aller faire entendre leur voix.

Pendant ce temps au Québec, c'est l'envers de la médaille. Pour les Laberge, Charbonneau et Rodrigue, il faut donner sa chance au P.Q. qui a un préjugé favorable aux travailleurs, qui a besoin de paix sociale, d'ordre et de tranquilité pour convaincre les monopoles américains et canadiens de ne surtout rien changer à leurs bonnes habitudes. Et, pour assurer la paix sociale *"si tragiquement nécessaire"* comme dirait Lévesque, il n'y a rien comme de passer les lois appropriées et d'organiser la répression de la bonne manière. Les boss syndicaux sont prêts à bien des concessions, car après deux cents ans d'oppression, Lévesque est sur le point de nous redonner une identité nationale. Ça vaut bien des coupures de budget dans les affaires sociales et l'éducation, des incursions dans les affaires syndicales, des limitations au droit de grève... Qu'est-ce qu'on ne ferait pas pour avoir une identité nationale, quand par ailleurs on gagne 30 ou 40 mille dollars par année, quand de toute façon on est payé pour livrer la classe ouvrière pieds et poings liés à la bourgeoisie?

Voilà, camarades, la grande supercherie que la bourgeoisie canadienne a ourdi pour consolider son pouvoir, sa dictature sur les masses travailleuses canadiennes. La bourgeoisie canadienne a jusqu'ici profité de la crise de l'impérialisme pour opprimer encore davantage le prolétariat et l'exploiter jusqu'au sang; elle est allée jusqu'à l'attaquer avec ses fusils. Il s'en trouve malheureusement beaucoup qui n'ont pas encore compris la gravité de la situation présente.

Camarades ouvriers, camarades ouvrières,

La bourgeoisie canadienne est en train de tisser une immense toile de lois répressives dans laquelle elle veut emprisonner le mouvement ouvrier canadien et lui enlever tous ses moyens de lutte. La crise de l'impérialisme au Canada a atteint un niveau tel que la bourgeoisie se dirige sans détour vers un régime de répression ouverte, un régime de négation totale des droits démocratiques, un régime où la lutte du prolétariat deviendra toujours plus difficile et plus périlleuse. Et cela parce que la bourgeoisie espère ainsi mâter le mouvement ouvrier, lui couper les ailes, et parvenir plus aisément à maintenir sa dictature essentiellement réactionnaire.

La bourgeoisie canadienne en crise parle de liberté, d'unité nationale, de progrès et de paix. Mais elle sème la division, elle cultive les différences, elle exploite et opprime les masses laborieuses, elle développe ses moyens de répression, elle stocke des armes plus sophistiquées, elle exerce mieux ses soldats et équipe davantage sa police. Bref, elle prépare la guerre et en premier lieu, la guerre ouverte contre la classe ouvrière, le seul ennemi, elle le sait très bien, le seul ennemi qui peut la chasser définitivement du pouvoir.

Camarades et amis,

L'histoire du mouvement ouvrier a connu de grands moments qui sont autant de jalons qui marquent le développement continu de la lutte pour le socialisme depuis plus d'un siècle maintenant.

Exception faite de la publication du **Manifeste du Parti communiste** en 1848, la Commune de Paris en 1871 est sans doute le premier de ces grands moments historiques de la lutte consciente du prolétariat pour en finir avec le règne du capital et de l'exploitation. Pendant quelques mois les ouvriers détiendront le pouvoir dans la région parisienne et les bourgeoisies européennes alors en guerre devront faire une trêve et même collaborer avec la bourgeoisie française pour lui permettre de rétablir son hégémonie sur l'ensemble du pays. On dit souvent que la Commune de Paris a été un cuisant échec. C'est oublier ou tenter de camoufler les riches leçons dont elle allait permettre au prolétariat de s'emparer dans les années qui suivirent.

C'est précisément en tirant les enseignements des revers subis par les Communards que les Bolchéviks, les communistes russes du début du siècle, devaient poser le deuxième grand jalon de la lutte mondiale du prolétariat. La Révolution d'Octobre 1917 a été possible grâce à la direction d'un parti révolutionnaire, organisé à l'échelle du pays, et elle a conduit à la victoire sur la bourgeoisie et à l'édification du socialisme parce qu'elle s'est donnée les moyens non seulement de renverser la bourgeoisie un jour, mais de détruire son Etat et d'instaurer la dictature du prolétariat.

Si la Commune de Paris est le premier soulèvement organisé du prolétariat dans le monde, la Révolution d'Octobre est sa première victoire durable. Elle constitue le véritable point de départ de la décadence, ininterrompue depuis lors, du capitalisme et de l'impérialisme. Depuis ce temps, la preuve existe qu'il est non seulement souhaitable d'en finir avec l'exploitation capitaliste, mais que cela est possible.

Aujourd'hui la bourgeoisie, qui se sent de plus en plus menacée, voudrait que le prolétariat oublie ces leçons de l'histoire. Elle s'amène et elle dit: *"Voyez, la Commune de Paris n'a été qu'un feu de paille; votre Révolution d'Octobre a conduit au fascisme en U.R.S.S. qui est devenue une puissance comme les autres, assoiffée d'une plus grande puissance et prête à plonger le monde dans une nouvelle guerre mondiale..."*

Camarades ouvriers,

Ne laissez pas la bourgeoisie et ses défenseurs déformer le sens et la portée des luttes historiques de votre classe, ne la laissez pas masquer les victoires remportées au prix du sang de vos frères et soeurs de classe.

Il est vrai que les révoltes ouvrières du XIXe siècle et la Commune de Paris n'ont pas renversé la bourgeoisie; il est vrai que la Révolution d'Octobre a été trahie et que l'U.R.S.S. et d'autres pays ont repris la voie capitaliste et se sont, par le fait même, engagés dans les rivalités inter-impérialistes. Il est également vrai que le mouvement ouvrier canadien a lui-même été trahi par les révisionnistes du P.C.C. dans les années 40 et 50...

Mais tout cela ne peut rayer de l'histoire que, dans le sillage de la Révolution d'Octobre 1917, un vent de libération invincible s'est développé dans les régions coloniales du globe et que de nombreux peuples colonisés ont conquis leur indépendance. Cela ne peut nous faire oublier que le prolétariat révolutionnaire a été à l'avant-garde de la lutte antifasciste partout dans le monde dans les années 30 et 40. Cela enfin ne devrait surtout pas nous faire oublier que, dans les années 40 également, la Chine et l'Albanie ne se sont pas

seulement libérées de l'occupation étrangère, mais qu'elles ont aussi vaincu la réaction intérieure, instauré la dictature du prolétariat et entrepris l'édification socialiste, et tout cela sous la direction du Parti communiste créé à partir des enseignements de la Révolution d'Octobre.

Qui va oser sérieusement prétendre que celle-ci ne constitue pas le point de départ de la révolution prolétarienne à l'échelle du monde? Cela ne peut être le fait que des bourgeois, des réactionnaires et de leurs agents.

Le retour au capitalisme en U.R.S.S. et la grande scission révisionniste qui l'a accompagné dans les années 50 et 60, ont constitué un revers indéniable pour le prolétariat mondial, nous n'avons pas à le cacher: les communistes ne se nourrissent pas d'illusions et de chimères; mais ils ne se laissent pas non plus abattre par les difficultés, si grandes soient-elles.

Depuis la fin des années 50, une grande lutte se mène de nouveau à l'échelle du mouvement ouvrier international, une grande lutte qui encore une fois oppose le révisionnisme, d'une part, et le marxisme-léninisme, de l'autre. Jusqu'à maintenant c'est le Parti communiste chinois et le Parti du Travail d'Albanie qui ont été les initiateurs et les artisans de cette lutte. Aujourd'hui elle est de plus en plus le fait de tous les authentiques communistes du monde, y compris ceux du Canada, y compris ceux aussi des pays révisionnistes comme l'U.R.S.S. L'importance de cette lutte ne peut échapper à personne quand on sait que de son issue dépend l'avenir de la révolution socialiste dans le monde et dans notre pays.

Or, et c'est là l'événement le plus important des quatre dernières années pour le prolétariat canadien, les partisans du marxisme-léninisme dans notre pays ne sont plus seulement une poignée d'idéalistes coupés des masses, ils sont devenus un mouvement dont l'action s'exerce à l'échelle du pays, de Halifax à Vancouver, un mouvement qui compte un nombre croissant d'ouvriers dans ses rangs, un mouvement dont l'unité grandit sans cesse, un mouvement où les questions du programme de la révolution prolétarienne au Canada sont à l'ordre du jour et où bientôt la lutte pour l'unité pourra se mener autour de ce programme dont l'adoption marquera un bond qualitatif dans l'édification du parti.

Voilà, camarades, pourquoi nous pouvons dire que **l'événement majeur au sein du mouvement ouvrier canadien au cours des dernières années est la renaissance du mouvement marxiste-léniniste.**

Si on pense à la virulente propagande anti-communiste des années 50, si on pense à la répression souvent violente dont les luttes ouvrières ont été l'objet à la même époque et par la suite, si on pense à la trahison révisionniste qui a alors laissé le mouvement ouvrier sous la domination des réformistes et des boss syndicaux corrompus, si on pense à tout cela et que par ailleurs on voit la conscience révolutionnaire se développer de nouveau parmi les ouvriers canadiens, il y a effectivement de quoi se réjouir: la constitution du mouvement marxiste-léniniste actuel est une grande victoire, une victoire historique pour le prolétariat canadien.

Or, cette victoire, comme toutes celles qui l'ont précédée, est le résultat de la lutte. Le groupe EN LUTTE! peut se réjouir ce soir, non pas d'avoir mené seul cette lutte, mais d'en avoir été un agent et souvent même d'en avoir été à l'avant-garde.

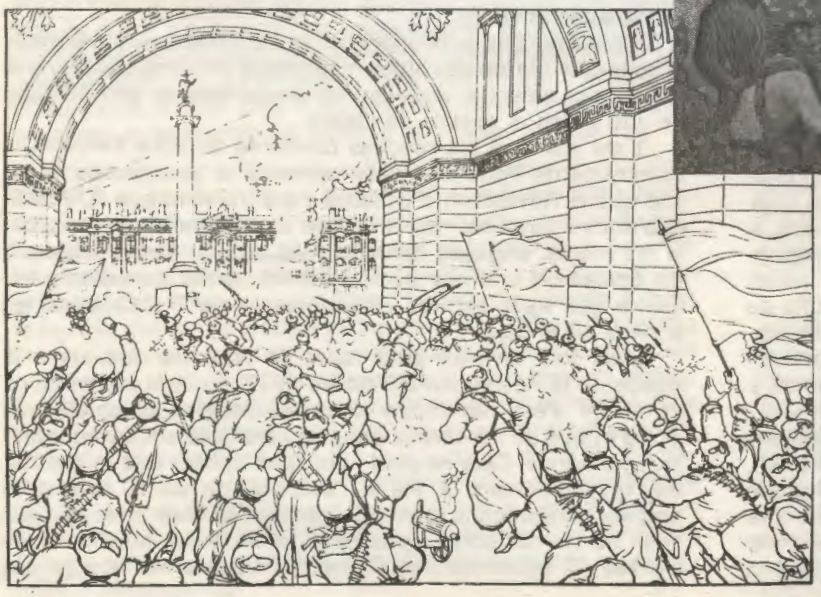
Tant que dans un pays il n'existe pas de parti du prolétariat, le premier devoir des communistes de ce pays est de travailler à son édification. Le parti marxiste-léniniste n'existe pas au Canada, même si un certain nombre d'organisations, tels le P.C.C.(m.-l.), le P.T.C. et aussi le Parti révisionniste, prétendent être ce parti. Ce sont des imposteurs déjà rejetés par le prolétariat et les masses.

Aujourd'hui dans la lutte qui doit mener au parti, trois grandes tâches s'imposent aux communistes du Canada: élaborer le programme communiste, unir les communistes et rallier au communisme les ouvriers les plus conscients.

C'est à la réalisation de ces tâches que le groupe EN LUTTE! s'est engagé depuis sa création. Malgré des erreurs, parfois importantes, il y a travaillé avec conséquence.

Dans quelques semaines nous publierons (enfin!) le Projet de programme que nous mettons de l'avant pour la création du parti. Ce programme est l'élément central en ce moment dans la lutte pour le parti. Seul le programme permettra de pousser plus loin la lutte pour l'unité; seul il permettra de rallier les ouvriers sur une base véritablement communiste, et non sur des plates-formes opportunistes portant sur des luttes particulières. Le programme communiste, brève synthèse de la ligne pour la révolution prolétarienne et guide pratique de l'action des communistes, permet non seulement de rallier les

Les enseignements des révolutions soviétiques, albanaises et chinoises appartiennent aux prolétaires du monde: "Ne laissez pas la bourgeoisie et ses défenseurs déformer le sens et la portée des luttes historiques de votre classe, ne la laissez pas masquer les victoires remportées au prix du sang de vos frères et soeurs de classe."



ouvriers au communisme, mais encore il sera un instrument pour unir le mouvement sur les questions essentielles.

Les conférences d'EN LUTTE! au cours de la dernière année, comme son journal et sa revue, ont permis de hausser considérablement le niveau des débats dans le mouvement et constituent une excellente préparation pour les débats qui s'en viennent sur le programme.

Alors que le mouvement marxiste-léniniste dans son ensemble avance vers le parti, alors que la montée de la répression bourgeoise exige l'unité du prolétariat et une direction communiste dans ses luttes, voilà que la Ligue a littéralement décidé de saboter le mouvement, de saboter la lutte pour le parti. Plaçant ses petits intérêts mesquins au-dessus de ceux du prolétariat, totalement inconsciente de l'importance historique des développements actuels dans la conjoncture et le mouvement, la Ligue vient d'exclure EN LUTTE! du mouvement sur des bases parfaitement ridicules. La Ligue, dont le sectarisme a été une caractéristique depuis sa création, est devenue un groupe foncièrement scissioniste.

EN LUTTE! a commis un bon nombre d'erreurs sans doute dans la lutte pour l'unité, mais nous rejetons totalement l'affirmation de la Ligue qui déclare que *"la direction d'EN LUTTE! n'a jamais manifesté le moindre désir d'unité avec la Ligue."* Plus que de manifester des **désirs,** EN LUTTE! a posé des **gestes** concrets et très nombreux pour parvenir à l'unité des marxistes-léninistes. L'affirmation de la Ligue n'est pas seulement une fausseté, c'est un mensonge. En de multiples occasions, tant à Toronto, à Rouyn, à Vancouver qu'à Montréal, nous avons recherché l'unité d'action avec la Ligue. Nous avons régulièrement invité la Ligue à nos conférences depuis plus d'un an partout au Canada. Par ailleurs, nous avons pris part à toutes les activités de la Ligue... quand elle ne nous en a pas refusé l'accès, quand elle ne nous a pas fait repousser par ses bouncers, ou par la police tout simplement. Nous avons accepté les invitations de la Ligue de prendre part à des débats publics à Vancouver, à Régina et à Montréal. Et si ces débats n'ont pas eu lieu, la Ligue ne doit s'en prendre qu'à elle-même.

Derrière la prétendue lutte contre le "révisionnisme" d'EN LUTTE! que mène la Ligue, ce sont ses propres déviations opportunistes croissantes qu'elle tente de camoufler: ses erreurs dans l'analyse de la situation internationale qui la conduisent à préconiser le soutien à la bourgeoisie canadienne face aux superpuissances; ses erreurs sur la question nationale québécoise qui la conduisent à renchérir sur le nationalisme bourgeois du P.Q.; ses erreurs dans l'analyse de la conjoncture canadienne qui la conduisent à se mettre à la remorque des boss syndicaux et à éparpiller le mouvement ouvrier dans des dizaines de luttes diverses plutôt qu'à chercher à déterminer le terrain principal où le mouvement ouvrier doit faire porter ses efforts afin de contrer vraiment les attaques de la bourgeoisie; ses erreurs encore en ce qui concerne la lutte pour le parti où elle néglige totalement les questions de programme, au profit de ses plates-formes opportunistes et de son **Document d'entente** qui n'est qu'un ramassis de principes généraux et d'analyse superficielle et largement erronée.

Camarades ouvriers et ouvrières,

Je m'adresse particulièrement à vous qui souvent êtes tentés de trouver que les marxistes-léninistes feraient bien mieux de moins se chamailler, de s'unir davantage et d'unir le prolétariat à leur suite. Ce n'est pas par malice ni par plaisir qu'EN LUTTE! intensifie sa critique de la ligne et des pratiques de la Ligue et d'autres groupes soi-disant marxistes-léninistes. Mais c'est parce que la ligne et les pratiques de la Ligue vont à l'encontre des intérêts immédiats et à long terme des masses laborieuses canadiennes. Or, des communistes authentiques sont au service du prolétariat et des masses.

J'ai fait tantôt la critique des trahisons des boss syndicaux qui n'ont pas vu le caractère central de la loi C-73 dans la stratégie répressive de la bourgeoisie; qui sont tombés tête première dans le piège nationaliste au Québec et de l'unité canadienne au Canada anglais; qui ont entraîné la classe ouvrière à éparpiller ses forces dans des centaines de luttes diverses menées au jour le jour; bref, qui ont laissé la bourgeoisie tout à fait libre de resserrer sa répression à la faveur des contraintes de la loi C-73. Eh bien, camarades, j'aurais pu, dans la plupart des cas, mettre la Ligue à la place des boss syndicaux et mes propos auraient été aussi fondés.

Pendant que la bourgeoisie canadienne développe sa dictature sur les masses canadiennes et qu'elle intensifie ses pratiques impérialistes dans divers pays sous-développés (exemple du cuivre), on a vu la Ligue préconiser une alliance avec elle sous prétexte de front uni du deuxième et du troisième monde, sous prétexte de défense de l'indépendance nationale, on l'a même vue à un moment donné accorder son appui à l'armement de la bourgeoisie. Pendant que la bourgeoisie impérialiste canadienne se prépare à mener la guerre au prolétariat, qu'elle opprime des peuples étrangers, qu'elle s'arme au cas d'une nouvelle guerre inter-impérialiste dont le seul objectif sera le repartage du monde, on voit la Ligue appeler le prolétariat canadien à se mobiliser contre les patrons, d'une part, dans des centaines de luttes particulières, contre les superpuissances, d'autre part, en raison du danger de guerre mondiale qu'elles font peser sur le monde.

Dites-moi camarades, est-ce que ce sont les superpuissances qui passent des lois anti-ouvrières au Canada? Est-ce que ce sont les entreprises capitalistes prises une à une qu'il faut attaquer pour freiner la montée de la répression? Est-ce que préparer la révolution au Canada, cela signifie seulement coordonner les diverses luttes ouvrières? La ligne de la Ligue est profondément marquée par le nationalisme bourgeois, elle conduit à la collaboration avec la bourgeoisie nationale. S'il en fallait une preuve de plus, il suffirait de rappeler les positions ultra-nationalistes qu'elle défend en ce qui a trait à la question de la nation québécoise. Est-ce que c'est en niant le droit des travailleurs anglophones du Québec à des écoles anglaises qu'elle va favoriser l'unité du prolétariat de toutes les nations et minorités nationales au Canada? Est-ce que c'est pour parvenir à ce résultat qu'elle favorise l'instruction française forcée des Autochtones, qu'elle préconise que seuls les francophones aient droit de vote lors du référendum sur l'indépendance?

Pour mesurer la portée des gestes de la Ligue, il serait bon qu'on se souvienne qu'en 1972, 73 et 74, notre groupe avait aussi été exclu en pratique du mouvement par des gens qui se vantaient en même temps de n'avoir jamais lu nos publications, des gens qui incidemment sont maintenant à la Ligue. Force nous est de constater que si ces tristes personnages ont changé de groupe, ils n'ont malheureusement pas changé de positions sur la lutte de lignes entre communistes, sur la lutte pour l'unité des communistes. Nous avons une question à poser à ces individus, spécialistes de la division et de la scission depuis leur venue au mouvement: Dites-nous, messieurs et mesdemoiselles du Comité des Dix, du Noyau des Petites entreprises, de Mobilisation, de l'A.P.L.Q. etc., dites-nous, est-ce que votre refus de reconnaître EN LUTTE! en 72, 73, et 74, est-ce que votre mépris et votre hargne à l'égard des intellectuels coupés de la *"base"* que nous étions, alors que vous, vous les vrais, vous étiez avec la *"base"* dans vos comités de travailleurs, dites-nous, est-ce que votre sectarisme viscéral et ridicule a empêché EN LUTTE! de diffuser le marxisme-léninisme dans de nombreuses usines, parmi de nombreux travailleurs, dans les syndicats et les groupes populaires?

Vous devez savoir, messieurs, que votre mépris, vos mensonges, votre sectarisme à notre endroit n'aura qu'un seul effet, le même que dans les années précédentes: nous amener à intensifier la lutte contre votre opportunisme, avec lequel

Les boss syndicaux canadiens, tel Morris du C.T.C., ont dressé le projet de livrer la classe ouvrière canadienne pieds et poings liés à la bourgeoisie.

nous n'avez aucunement rompu, afin que le moins possible d'ouvriers canadiens ne soient de nouveau victimes.

Camarades,

La révolution prolétarienne est une longue lutte qui comporte bien des combats particuliers. C'est à travers ces combats particuliers qu'il s'agit en ce moment de poursuivre et d'intensifier la lutte pour le parti, pour assurer le triomphe du marxisme-léninisme sur l'opportunisme et le révisionnisme. De la même façon que les objectifs à long terme du socialisme ne doivent pas nous faire oublier que le renversement de la bourgeoisie sera fort probablement le produit d'un long processus de luttes diverses et que présentement il est urgent que les ouvriers les plus conscients entraînent le mouvement ouvrier dans une résistance sans faille contre la montée de la répression, sans quoi le rapport de forces sera de plus en plus favorable à la bourgeoisie; de la même façon les luttes immédiates ne peuvent être simplement considérées en elles-mêmes, une à une, pour être ensuite coordonnées, mais elles doivent être menées dans le but très précis de construire l'unité du prolétariat, d'élargir et de consolider le camp de la révolution et d'affaiblir le camp de la bourgeoisie réactionnaire dans notre propre pays.

Camarades,

Comme a dit Mao, la voie est sinueuse mais l'avenir est radieux. Nous appuyant sur le marxisme-léninisme, tirant profit des enseignements de la Commune de Paris, de la Révolution d'Octobre, des Révolutions chinoise et albanaise, nous saurons établir correctement la voie de la révolution prolétarienne au Canada, nous saurons unir les communistes sur le programme de la révolution et rallier les ouvriers conscients au communisme. Fort de son parti, de son avant-garde organisée, le prolétariat et les masses laborieuses unies à lui constitueront une force invincible qui saura déjouer toutes les manoeuvres de la bourgeoisie et accomplir la révolution prolétarienne sur tout le territoire du Canada.

A bas la bourgeoisie impérialiste canadienne!
A bas les mesures répressives
de la bourgeoisie réactionnaire!
A bas la Loi C-73 et tout contrôle des salaires!
En lutte pour le parti prolétarien canadien!
Vive le groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!
Vive la révolution prolétarienne!

LETTRE OUVERTE À M. ROGER LEMELIN, ÉDITEUR DE LA PRESSE

Nous reproduisons ci-dessous une lettre d'EN LUTTE! adressée au quotidien de Montréal La Presse répondant aux calomnies et aux mensonges grossiers qui ont été publiées dans ce journal sous la signature du gratte-papier bourgeois Jacques Benoit. On se souviendra en effet qu'au printemps 1977, quelques semaines avant le congrès de la Confédération des syndicats nationaux, et surtout quelques semaines avant le désormais célèbre *"sommet économique du P.Q."* (comme par hasard! la Presse et d'autres journaux capitalistes se lançaient dans une vaste campagne visant à discréditer le mouvement marxiste-léniniste de notre pays aux yeux des masses. Mensonges, déformations, calomnies, tels furent les procédés préférés des *"as-reporter"* de Power Corporation.

Cette campagne anti-communiste orchestrée de main de maître par les journaux bourgeois a eu une certaine ampleur au Québec. En effet, les articles de Jacques Benoit n'ont pas seulement été édités dans un des plus grands quotidiens du Canada, mais ils ont aussi été diffusés sous forme de brochure dans de nombreuses usines et plusieurs syndicats. Evidemment, la bourgeoisie fournissait là l'arme rêvée aux dirigeants syndicaux vendus tel Jean Gérin-Lajoie, président du syndicat des métallos, pour combattre ce qu'ils appellent "l'infiltration communiste", pour combattre tous ceux qui s'opposent au marchandage des intérêts de la classe ouvrière canadienne.

Comme notre réponse aux articles de Jacques Benoit n'a pas été publiée dans La Presse ni dans Le Devoir (deux quotidiens de Montréal auxquels elle fut adressée en septembre 1977), nous la publions dans les pages qui suivent. Tout comme aux plus belles heures du McCarthysme et de la répression anti-communiste des années 50 au Canada, le *"grand reportage"* de Jacques Benoit ne s'appuie que sur les insinuations et les calomnies en déformant ce qu'est véritablement le communisme. C'est ce que nous entendons démontrer dans les pages qui suivent car, à EN LUTTE!, nous avons toujours cru que la vérité a une portée révolutionnaire et que les ouvriers sauront juger sur la base des faits.

M. Lemelin,

Le groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE! entreprend aujourd'hui de répondre aux calomnies et déformations grossières dont il a été l'objet dans la série d'articles sur ce que vous appelez *"l'extrême-gaucne"*. Nous considérons que c'est notre droit le plus élémentaire et celui des lecteurs de La Presse que de faire paraître cette réponse dans les pages du même journal où nous avons été attaqués, afin que les travailleurs québécois et canadiens qui le lisent puissent entendre un autre son de cloche.

Nous tenons à ce que cette lettre soit publiée **en entier ou alors pas du tout.** Nous nous en sommes tenus à l'essentiel, croyez-nous, car il aurait fallu plusieurs séries d'articles pour rectifier tout ce que Benoit a déformé quand il n'a pas tout simplement menti. Nous pensons bien que vous serez tentés **de présenter cette lettre comme un exemple de** *"l'agitation"* des*"méchants communistes"*, mais nous laissons aux lecteurs et non à vous le soin de faire la part de la vérité et du mensonge.

Une nouvelle attaque de la bourgeoisie contre le peuple

La bourgeoisie, c'est-a-dire la classe des capitalistes canadiens que vous servez a donc poursuivi son attaque contre le peuple, cette fois en voulant lui mettre un bandeau sur les yeux par votre série, après lui avoir passé la corde au cou avec la loi C-73 de contrôle de salaires et toutes les mesures répressives qui l'accompagnent. En effet, la bourgeoisie canadienne patauge dans la même crise que toutes les bourgeoisies du monde capitaliste, et comme toutes les autres classes qui s'engraissent du travail du peuple, elle essaie de faire porter le poids de la crise sur le dos de celui-ci. Mais cette crise qui est le résultat de la loi du profit, la loi fondamentale du capitalisme, cette crise se retourne contre la classe qui en est responsable quand les travailleurs et le peuple refusent d'en porter le fardeau et se lèvent pour défendre leurs conditions de vie et de travail ainsi que leurs droits démocratiques chèrement acquis.

Et cette même crise prend une tournure encore plus catastrophique pour les capitalistes quand de plus en plus d'ouvriers, ouvrières, travailleurs, chômeurs, ménagères, etc., se tournent vers le marxisme-léninisme parce qu'ils y reconnaissent leurs véritables intérêts immédiats et à long terme.

C'est pourquoi l'attaque de la bourgeoisie contre le peuple n'aurait pas été complète si vous n'aviez pas ajouté une campagne anti-communiste aux autres mesures attrape-nigaud que sont le nationalisme et le tripartisme, dont le but est de soumettre volontairement les travailleurs à ceux qui profitent de leur travail.

Aussi a-t-on vu la première partie de votre série publiée juste à la veille du congrès de la C.S.N. et du sommet économique convoqué par le gouvernement péquiste. Comme manoeuvre subtile, ça fait plutôt penser à un éléphant dans un magasin de porcelaine, mais c'était le coup de main dont avaient besoin René Lévesque et les dirigeants syndicaux pour faire avaler aux travailleurs l'idée que le dialogue est possible avec la classe des Paul Desmarais...

Les communistes ne cachent pas leurs objectifs

Pour accomplir sa tâche de fidèle porte-parole des capitalistes canadiens votre journal a trouvé en J. Benoit l'écrivailleur idéal qui est allé fouiller dans les poubelles du duplessisme pour en sortir les épouvantails habituels. *"Infiltration"*, direction exercée en cachette, incitation au chaos, et tout ça pendant que *"le grand public l'ignore à peu près totalement"*, c'est sur ce ton de béret blanc que s'ouvre la série; et à commencer par le titre, c'est à semer la confusion que s'applique votre journaliste tout au long des articles.

Rien de plus commode en effet que de mettre dans le même sac, sous l'étiquette *"extrême-gauche"*, les authentiques communistes avec les trotskystes et les bonzes du "P.C.C.(m.-l.)". La majorité des lecteurs n'y verront que du feu, peu informés qu'ils sont de quoi sont capables les *"bouncers"* du "P.C.C.(m.-l.)", qui l'an dernier à Vancouver ont attaqué à coups de bâtons une manifestation pacifique d'immigrants indiens. La majorité des lecteurs est aussi peu familière avec les trotskystes pour savoir à quoi ceux-ci occupent leur temps: se diviser en groupuscules pour ensuite fusionner puis se rediviser, dans la stérilité perpétuelle. Quoi de mieux pour discréditer les communistes que de les mêler à ces gens pour la

simple raison qu'eux aussi se prétendent *"communistes"*. Mais les travailleurs canadiens doivent savoir que jamais un communiste digne de ce nom ne s'attaquera aux gens du peuple comme font régulièrement ceux du "P.C.C.(m.-l.)"; ils doivent aussi savoir que loin de se cantonner dans des querelles interminables, comme le prétend La Presse, les marxistes-léninistes canadiens ont fait de grands pas dans la voie de l'unité en moins d'un an. Alors qu'il y avait 12 groupes participants à la première conférence sur l'unité des marxistes-léninistes canadiens en octobre 76, il n'y en avait plus que 4 à la troisième conférence en septembre 1977, les autres ayant rallié l'une ou l'autre des grandes organisations communistes canadiennes.

Mais Benoit avait besoin de cette confusion afin de pouvoir faire peur au monde et mettre sur le compte des marxistes-léninistes des théories farfelues comme celle des *"hôpitaux-maillons faibles de la société"*. Selon cette *"théorie"*, les communistes interviennent en masse dans les hôpitaux pour y créer une situation de chaos qui entraîne à son tour un mécontentement général dans la population et donc une situation propice à la prise du pouvoir (La Presse du 9 mai 77). S'il cherche encore son genre littéraire, Benoit devrait tenter la politique-fiction: il remplacerait avantageusement le mythe du *"péril jaune"*, désormais usé, par celui du *"péril blanc"* des employés d'hôpitaux! Et le gouvernement québécois pourrait lui donner une bourse car Benoit a fait son possible pour amener les travailleurs d'hôpitaux à se demander: *"Sommes-nous infiltrés par les communistes?"* au lieu de se demander s'ils ont raison ou non de lutter contre les coupures de postes, les mises à pied, quand ce n'est pas la fermeture complète comme à Saint-Charles Borromée.

Non messieurs les bourgeois, les communistes ne sont pas des putschistes et la révolution socialiste n'est pas un coup d'Etat comme en font vos pareils au Chili, par exemple, pour défendre entre autres les intérêts de compagnies bien de chez nous comme la Noranda Mines. Les communistes ne visent pas non plus à *"pousser toujours à l'action la plus radicale possible"* ni à mettre de l'avant des revendications irréalisables comme le prétend La Presse.

Les communistes disent clairement que le capitalisme ne peut pas vraiment satisfaire les besoins du peuple; ils expliquent que lorsque sous la pression populaire la bourgeoisie concède une réforme, elle s'empresse de l'annuler dans la pratique. Les droits démocratiques reconnus en théorie comme le droit de grève, l'égalité entre hommes et femmes, l'égalité des langues et des nations sont bafoués quotidiennement par les capitalistes et leur Etat. Ne pas dire ces choses serait mentir au peuple sur la nature du capitalisme. Mais cela n'empêche pas les communistes de lutter avec le peuple pour la moindre réforme qui va dans l'intérêt de celui-ci tout en veillant à ne pas le lancer dans des actions suicidaires, car cela ne servirait qu'à leur faire perdre la confiance du peuple.

La Presse a donc encore une fois voulu semer la confusion. Les communistes sont contre le réformisme, cette idéologie qui prétend qu'il est possible de *"civiliser le capital"* et de rendre plus douce l'exploitation des travailleurs; partant de ce fait, La Presse a voulu nous faire passer pour les ennemis de toute réforme et pour les champions des revendications irréalisables. Mais le scribe Benoit doit avoir du front tout le tour de la tête pour mentir ainsi. Car lorsqu'EN LUTTE! mène depuis plus d'un an et demie une capagne politique à l'échelle du Canada pour le retrait de la loi C-73 et contre les autres mesures de crise, est-ce là une revendication irréalisable? Si oui, alors Joe Morris du C.T.C. et certains grands bourgeois canadiens qui, pour des raisons différentes, réclament le retrait de la loi, sont des agitateurs communistes! Mais la différence est que Joe Morris demande le retrait des contrôles obligatoires des salaires pour mieux vendre aux travailleurs les contrôles *"volontaires"*, le tripartisme, alors que nous, communistes, appellons les prolétaires canadiens à lutter pour défendre leurs droits, à refuser de payer pour la crise dont sont responsables les exploiteurs, à refuser le contrôle de l'Etat sur leurs négotiations, à bloquer l'attaque de la bourgeoisie et à riposter pour regagner le terrain perdu. Nous mettons en garde les prolétaires de ne pas se laisser imposer, à la place du contrôle actuel, le contrôle *"volontaire"* que proposent Trudeau et Morris. Et ce faisant, nous leur expliquons que la bourgoeisie ne leur fera jamais de cadeau et que tant qu'ils ne l'auront pas renversée, la lutte sera toujours à recommencer. Voilà la différence.

Mais en plus de la *"théorie des hôpitaux"* et de celle des revendications irréalisables, que les travailleurs peuvent vite démasquer comme de pures inventions de La Presse, Benoit exhibe l'épouvantail suprême:

> **"Ce que préconisent, grosso modo, tous les groupes maoïstes (sic), est le socialisme et le communisme à la chinoise, ou staliniens... un régime de type totalitaire, à parti unique, sans égard pour les libertés individuelles et où le parti est la fois le guide et le seul patron de toute l'activité nationale comme c'est le cas actuellement dans les pays comme la Chine et l'Albanie." (La Presse, 18-6-77)**

Et vlan! *"Si les gens n'ont pas peur avec ça, je démissionne"*, a dû se dire Benoit après avoir pondu l'habituelle version bourgeoise de ce qu'est le socialisme sous la dictature du prolétariat. Mais encore une fois, M. Lemelin, La Presse essaie de créer la confusion en apparentant les pays socialistes comme la Chine et l'Albanie avec l'U.R.S.S. qui n'a rien de socialiste depuis qu'une clique de nouveaux bourgeois a pris le pouvoir dans ce pays et a effectué un retour complet au capitalisme à l'intérieur, pendant qu'à l'extérieur elle se livre à la concurrence avec les autres puissances impérialistes pour le partage du monde et l'exploitation des peuples. Votre journaliste Benoit donne un coup d'épée dans l'eau car les communistes ne cachent pas leurs objectifs et ils expliquent clairement ce qu'ils entendent quand ils parlent de dictature du prolétariat. Cette expression est bien effrayante pour les capitalistes car elle ne signifie pas autre chose que la dictature à laquelle seront soumis les exploiteurs et **seulement eux.** Alors que le capitalisme c'est la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat et le peuple, de la minorité sur la majorité, le socialisme c'est exactement l'inverse: c'est la démocratie pour le peuple et la dictature pour la bourgeoisie.

Pourquoi tant lutter, direz-vous si ce n'est que pour établir une dictature à la place de l'autre? La différence c'est que la dictature exercée par le prolétariat est une dictature qui mène à la disparition des classes, à la disparition de l'exploitation et de l'injustice, tandis que la bourgeoisie, elle, exerce sa dictature pour se maintenir éternellement sur le dos du peuple et sucer son sang, comme celui des 12 ouvriers morts au chantier olympique et des centaines d'autres qui laissent régulièrement leur peau sur l'autel des profits. La différence, c'est qu'encore une fois les communistes ne veulent pas donner au peuple des illusions: pour que le socialisme existe et se maintienne, il faudra réprimer toute tentative de reprise du pouvoir par la bourgeoisie car une fois renversée, elle n'aura pas perdu de sitôt le goût du pouvoir et des profits dont on l'aura privée. L'histoire est là pour le prouver et le sang des travailleurs chiliens est encore frais pour nous rappeller quelle est l'attitude de la bourgeoisie quand elle sent que ses intérêts sont menacés. L'histoire est là pour le prouver aux prolétaires que ce sont des illusions dangereuses que colportent ceux qui parlent de *"la* **voie** *pacifique au socialisme"*, comme le font les faux partis communistes, et parmi eux, le Parti "communiste" canadien. Ce sont des illusions que les peuples ont toujours eu à payer de leur sang.

Nous n'avons rien à cacher au peuple, M. Lemelin. Nous lui disons clairement qu'il n'y a pas de socialisme possible sans la

Mensonges, calomnies déformations, tels ont été les procédés de la campagne anti-communiste de La Presse. C'est que les bourgeois ont une peur bleue de la vérité

dictature du prolétariat, exercée par le peuple en armes pour prévenir toute reprise du pouvoir par la bourgeoisie. Et cette dictature contre la bourgeoisie ne peut exister si le peuple de son côté ne jouit pas de la démocratie la plus large et la plus concrète.

Mais il faut avoir du culot pour parler de "régime totalitaire sans égard pour les libertés individuelles" au moment même où l'Etat canadien passe une série de lois archi-réactionnaires qui attaquent de front les droits démocratiques conquis par le peuple dans le passé au prix de dures luttes. A commencer par la loi C-73 qui contrôle les salaires et laisse grimper les prix, et pas n'importe lesquels, mais les prix de biens essentiels comme la nourriture, le logement, le chauffage, les vêtements, etc. Une loi qui s'attaque en même temps aux droits syndicaux les plus fondamentaux comme le droit de négocier le prix auquel les travailleurs vendent leur force de travail; une loi qui vise à mettre la main de l'Etat dans les affaires internes des syndicats; une loi qui par ses mesures *"incitatives"* à l'égard des patrons, comme le droit d'augmenter leurs profits par une hausse de productivité, engendre encore plus de chômage et porte le Canada au premier rang pour les accidents de travail.. Une loi qui en laissant les mains libres aux spéculateurs fonciers nie de plein fouet le droit au logement décent à un prix décent. Une loi de laquelle s'inspirent les divers paliers de gouvernement pour couper les dépenses dites sociales, attaquant ainsi le droit aux soins médicaux, à l'éducation, à l'assurance-chômage, etc.

Ajoutons la très démocratique loi C-24 qui prive de tout droit réel les travailleurs immigrés et les soumet à un régime de terreur. Ajoutons la loi C-27 qui contrecarre le droit à l'assurance-chômage à un moment où plus d'un million de Canadiens sont sans emploi. Ajoutons les contributions péquistes à cette valse de la démocratie, c'est-à-dire la loi 101 qui sous prétexte d'accorder un droit aux francophones nie aux autres ce même droit; la loi 2 et le livre blanc sur le référendum qui sont autant de baillons à la vie politique, et voilà un aperçu du paradis des libertés individuelles, n'est-ce pas M. Lemelin?

Au moment où la bourgeoisie tire sur les meuniers, matraque et emprisonne des dizaines d'autres travailleurs, il faut avoir tout un culot pour parler de régime totalitaire en décrivant des pays de dictature du prolétariat comme la Chine et l'Albanie, **alors qu'en Albanie, par exemple, les crises et le chômage n'existent pas, il n'y a pas d'impôts, les prix baissent et les salaires montent, le peuple jouit concrètement des droits démocratiques et exerce son contrôle et sa vigilance révolutionnaire sur toute la vie économique et politique du pays.** Dans ce pays, le contrôle direct par les ouvriers et les paysans est non seulement permis mais encouragé; tous les élus sont révocables en tout temps s'ils cessent de servir les intérêts du peuple. Mais il est vrai qu'il y a une *"liberté individuelle"* qui n'est pas accordée, la plus importante pour les gens de votre classe: la liberté d'exploiter et d'opprimer le peuple.

EN LUTTE! et la démocratie

Pour donner de la consistance à ses calomnies sur les pays socialistes, La Presse a tenté de démontrer que d'ores et

déjà les communistes canadiens foulent aux pieds la démocratie là où ils sont actifs. Ainsi, selon Benoit, même s'ils sont moins cassants que les autres, les militants d'EN LUTTE! ne sont au fond que plus subtils dans leur façon de manipuler les gens. Ainsi EN LUTTE! contrôlerait par en-dessous les activités des Associations pour la défense des droits sociaux (A.D.D.S.), en leur donnant constamment des *"coups de pouce imperceptibles"* pour les amener vers ses positions; ainsi au congrès des A.C.E.F., EN LUTTE! aurait pratiqué une sorte de *"bargaining"* hypocrite pour amener les congressistes plus loin qu'ils ne voulaient aller, etc.

Seul peut parler ainsi celui qui nourrit un grand mépris pour les gens et qui ne connaît du marxisme-léninisme que ce qu'en dit le journal *"Vers Demain"*. Il faut en effet tout un mépris pour les gens du peuple pour les présenter comme des pauvres imbéciles que des esprits mesquins peuvent manipuler à leur guise. Et d'ailleurs, certains organismes mentionnés par Benoit se sont chargés de le lui dire. Mais il faut aussi vouloir à tout prix déformer les buts et les principes communistes pour arriver à dire de telles sottises. Car que disent les communistes à qui veut entendre? Ils disent que c'est le peuple qui fait l'histoire, que c'est lui qui fera la révolution et que sans son adhésion libre et consciente au programme communiste il ne saurait y avoir de victoire.

Pas plus qu'elle n'est un coup d'Etat, la révolution socialiste n'est pas l'oeuvre du Parti communiste à lui seul. Pour être victorieuse, la révolution socialiste a besoin de l'appui de la vaste majorité du peuple. Or un appui qui reposerait sur la manipulation, les trompe-l'oeil, la démagogie, serait sans lendemain et finirait par se retourner contre les manipulateurs et les démagogues. C'est pourquoi en plus d'aller à l'encontre des buts de communistes, qui sont d'amener le prolétariat et le peuple à prendre **consciemment** en main leur propre destinée, les méthodes que nous impute Benoit seraient tout à fait suicidaires pour la révolution et pour le mouvement communiste lui-même.

Votre journal veut faire passer le jour pour la nuit en nous accusant d'être des manipulateurs de foules, ennemis de la démocratie, car ce sont les communistes, et particulièrement ceux d'EN LUTTE! qui avancent constamment la nécessité de la plus grande démocratie dans les syndicats et les autres organisations de masse; ce sont eux qui dénoncent sans relâche les bureaucrates syndicaux qui se moquent de la démocratie et passent par-dessus la tête des travailleurs pour signer des ententes secrètes avec les patrons et ordonner le retour au travail sans explication, comme ce fut le cas lors du dernier front commun du secteur public au Québec; ce sont les communistes qui dénoncent les dirigeants vendus comme Joe Morris qui tient des conversations secrètes à Ottawa, jouant ainsi le sort des travailleurs canadiens sans que ceux-ci aient leur mot à dire.

EN LUTTE! appelle d'ailleurs constamment les travailleurs à critiquer les erreurs que certains communistes commettent à cet égard; des erreurs qui en amènent certains à vouloir prendre la place des travailleurs et à leur imposer leur vérité au mépris de la démocratie. De telles erreurs sont encore commises, mais nous sommes les premiers à les dénoncer dans notre journal et dans notre revue, **Unité prolétarienne.** Nous croyons que le meilleur moyen qu'ont les travailleurs de se convaincre de la justesse de nos idées, **c'est de faire leur propre expérience,** de confronter nos idées à la pratique; c'est pourquoi, tout en ne cessant jamais d'expliquer patiemment notre point de vue, nous avons toujours le plus grand respect pour les décisions prises démocratiquement par les masses de travailleurs, même si ce ne sont pas celles que nous proposons. Car en faisant leur propre expérience, sans contrainte, les masses peuvent voir dans la pratique quelles sont les idées justes et quelles sont les idées erronnées; c'est la seule façon par laquelle nous pouvons nous gagner les plus solides appuis.

Le "fédéralisme" des marxistes-léninistes

Au beau milieu de la campagne de division du peuple que mènent les bourgeois, tant les bourgeois séparatistes à Québec que ceux qui à Ottawa nient le droit du Québec à la séparation, votre journal a beau jeu de présenter les marxistes-léninistes comme étant fédéralistes. Cela donnera l'occasion à un J.P. Charbonneau du P.Q. de parler de *"groupes terroristes fédéralistes"* peu de temps après...

Mais les travailleurs québécois et canadiens doivent savoir clairement ceci: **les communistes rejettent résolument et totalement le terrorisme car cela n'a rien à voir avec la révolution socialiste.** D'autre part, les communistes défendent fermement le droit à l'autodétermination pour le Québec, y compris la séparation si telle est la volonté démocratiquement exprimée par le peuple québécois. Toutefois, ayant avant tout à coeur de défendre les intérêts du prolétariat et du peuple des deux nations, les communistes affirment que la séparation du Québec ne ferait que diviser le camp du peuple et l'affaiblir face à l'ennemi commun: la bourgeoisie canadienne, fût-elle fédéraliste ou séparatiste.

Pour les travailleurs québécois cela ne règlerait rien, car déjà nous voyons René Lévesque leur demander de se serrer la ceinture pendant qu'il rassure les impérialistes américains qu'ils n'ont rien à craindre pour leurs intérêts ici. Aux travailleurs québécois et canadiens, nous disons que le séparatisme du P.Q. et le chauvinisme de grande nation que propage la bourgeoisie anglo-canadienne sont des ennemis au même titre de tous les travailleurs canadiens, et nous les appelons à s'unir entre eux ainsi qu'avec les peuples amérindien et inuit et les travailleurs immigrants pour abattre leurs véritables ennemis, les capitalistes canadiens, et construire un Canada socialiste où la source de l'oppression nationale, le capitalisme, aura disparue; un Canada où la machine d'Etat bourgeoise, celle d'Ottawa comme celle de Québec, sera remplacée par un Etat socialiste qui inscrira dans sa constitution l'égalité absolue des langues anglaise, française, amérindienne et inuit, ainsi que le droit inaliénable de la nation québécoise à son autodétermination, y compris la séparation. Voilà ce que La Presse appelle du *"fédéralisme"*!

Il y aurait encore beaucoup à dire pour redresser tout ce que votre journal a *"tordu"*, et pour dire ce qu'il n'a pas dit. Nous terminons en appelant les travailleurs canadiens à ne croire personne sur parole, à lire par eux-mêmes les publications du mouvement communiste, à assister aux assemblées et conférences pour se faire leur propre opinion. De cette façon seulement la vérité reprendra ses droits, car ils pourront voir que les communistes n'ont rien à cacher au peuple, que les principes, les buts et les moyens des communistes sont clairement exposés.

Ils sont d'ailleurs de plus en plus nombreux les travailleurs qui font le geste libre et conscient d'entrer dans nos rangs pour construire le parti marxiste-léniniste, **leur parti.** Leur présence ainsi que leur dévouement à la propagation des idées communistes en disent plus long que mille lettres ouvertes aux porte-parole de la bourgeoisie. Si nous avons quand même tenu à vous écrire, M. Lemelin, c'est que selon nous la vérité a toujours une portée révolutionnaire, et nous voulions dire cette vérité pour combattre les calomnies auxquelles vous et ceux de votre classe vous êtes livrés dans les pages de votre journal.

Le groupe
marxiste-léniniste canadien
EN LUTTE!

Montréal
le 29 septembre 1977

LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN MARCHE

LE PARTI COMMUNISTE DU BRÉSIL POURSUIT DANS LA VOIE RÉVOLUTIONNAIRE

PRÉSENTATION

Aujourd'hui, en décembre 1977, il y a maintenant plus d'un an que le camarade Pedro Pomar, secrétaire général du Parti communiste du Brésil, tombait sous les coups des fascistes brésiliens. Il y a un an exactement, le mouvement communiste international perdait ce grand dirigeant de la lutte du peuple brésilien, assassiné avec Angelo Arrojo et Joao Drumond, tous deux membres du Comité central du P.C.d.B. La perte de ces dirigeants constitue aussi une perte pour le mouvement communiste canadien, car ces combattants ont toujours su défendre la cause du peuple et défendre le point de vue prolétarien sur différentes questions. Dans la lutte contre l'impérialisme, notamment l'impérialisme canadien qui concentre 90% de ses investissements dans les pays d'Amérique latine au Brésil, le P.C.d.B. a défendu farouchement l'importance de maintenir une direction prolétarienne, l'hégémonie de la classe ouvrière contre toute collaboration avec la réaction intérieure. Nous reproduisons ici des extraits de deux documents du P.C.d.B., le premier daté de juillet 1973, le second de juillet 1977, qui démontrent comment le P.C.d.B. a toujours porté, et porte encore aujourd'hui haut levé le drapeau du marxisme-léninisme.

Juillet 1973 et juillet 1977, deux années entre lesquelles la ligne politique du P.C.d.B. est demeurée fondamentalement la même: une ligne qui met l'internationalisme prolétarien au poste de commande. Et c'est ce que nous démontrent de façon éclatante les deux documents qui suivent, qui chacun à leur époque constituent une critique virulente de l'opportunisme sur les questions internationales et sur la lutte anti-impérialiste. Déjà en 1973, le P.C.d.B. critiquait ceux qui identifiaient *"le véritable mouvement démocratique et anti-impérialiste à la politique des gouvernements des pays dépendants et semi-coloniaux"*. Ceux qui, finalement, confondaient les forces de la révolution et du peuple, avec celles de l'impérialisme et de ceux qui s'en font les plus fervents défenseurs. C'est ce qui amènera le P.C.d.B. à faire la critique d'une conception erronée du front uni. En 1977, tirant les acquis de son expérience révolutionnaire et analysant la situation actuelle, le P.C.d.B. a clairement formulé ses positions face au social-chauvinisme qui a cours dans le mouvement marxiste-léniniste international, et il explique les raisons qui l'ont amené à rejeter la *"théorie des trois mondes"*.

Une telle position de la part d'un parti qui possède l'expérience de lutte du P.C.d.B. mérite une étude attentive.

Le P.C.d.B., né en 1922, a dû affronter en 1960 la clique révisionniste de Carlos Prestes. Carlos Prestes fut le représentant brésilien du courant révisionniste qui entraîna la scission du mouvement communiste international dans les années 60, ainsi que le retour au capitalisme en U.R.S.S. Ce dernier était arrivé à se hisser à la direction du P.C.d.B. en expulsant les véritables communistes tel Pedro Pomar, et à transformer le Parti en un Parti voué à la défense des intérêts de la bourgeoisie, un Parti qui pour être *"légal"* aux yeux de l'impérialisme, reniait les enseignements du marxisme-léninisme.

En 1962, sous la direction de Pedro Pomar, les marxistes-léninistes brésiliens réorganisent le Parti sur des bases véritablement prolétariennes. Depuis ce temps, l'influence du P.C.d.B. n'a cessé de se développer au sein des masses brésiliennes. En 1964, le P.C.d.B. et le peuple brésilien durent affronter la répression sauvage qui suivit le coup d'Etat militaire fomenté par l'impérialisme américain et la CIA. Mais malgré cela, jamais le P.C.d.B. n'a capitulé devant l'impérialisme comme en témoigne la lutte armée qu'il a entrepris dans la région de l'Araguaia en Amazonie.

Le P.C.d.B. est un des Partis parmi les premiers à identifier le révisionnisme et l'opportunisme qui au début des années 60, ont décimé le mouvement communiste international. Et contrairement à ce qui a pu se passer au Canada et dans de nom-

breux pays, dès 1962, des militants communistes clairvoyants redonnaient à la classe ouvrière son parti d'avant-garde.

Aussi, il n'est pas étonnant qu'aujourd'hui ce Parti, comme la presque totalité des Partis d'Amérique latine, rejette la *"théorie des trois mondes"*. C'est que la *"théorie des trois mondes"*, qui dilue le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans des alliances avec les cliques les plus réactionnaires, ne constitue nullement un concept stratégique apte à guider la lutte du prolétariat. C'est que la pratique a prouvé, quoiqu'en disent les tenants du concept stratégique de la *"théorie des trois mondes"*, que pour se libérer les peuples doivent en finir avec l'impérialisme et tous ceux qui, comme Geisel au Brésil, Pinochet au Chili, et Duvalier en Haïti, en sont les meilleurs serviteurs.

A PROPOS DE LA LUTTE ANTI-IMPÉRIALISTE (EXTRAITS)

Article paru dans "A CLASSE OPERARIA" (no 75 - juillet 1973)

La question du Front Uni, des méthodes de la direction et des perspectives de la lutte anti-impérialiste acquiert une importance toujours plus grande. C'est un problème fondamental pour tous les révolutionnaires du monde entier. Jamais comme aujourd'hui, la condamnation du système qui a transformé une poignée de pays riches et hautement industrialisés en exploiteurs et oppresseurs de la majorité de la population du globe n'a été aussi violente. Des cinq continents s'élèvent des protestations contre l'action rapace et agressive du capital monopoliste. Le désir de progresser, de vivre libre, de secouer le joug étranger et de sauvegarder les principes de la souveraineté et de l'indépendance atteint plusieurs centaines de millions d'êtres humains. La lutte anti-impérialiste s'est transformée en un des phénomènes les plus importants de l'époque moderne.

Le Brésil, et en général l'Amérique latine, subissent depuis le début du siècle l'exploitation effrénée des trusts internationaux. Leur richesse et une bonne partie du travail de leurs fils se transforment en bénéfice pour des puissantes oligarchies financières, surtout nord-américaines. Le retard, l'ignorance, la pauvreté de plus de 80% de leurs habitants, ainsi que la révolte permanente des masses, telles sont les conséquences, sur une large échelle, de la domination des monopoles. Les masses populaires n'acceptent pas cette situation et manifestent une ardente aspiration à se libérer.

Sur le développement de la lutte anti-impérialiste surgissent des conceptions différentes. Les opportunistes dénaturent son véritable sens, trompent les masses avec des solutions illusoires et présentent une vision déformée de la réalité. On diffuse l'idée que l'impérialisme, affaibli après la deuxième guerre mondiale, perd l'une après l'autre toutes ses positions, réduisant ainsi son champ d'action et l'intensité de son exploitation. Peu à peu, les peuples seraient en train de se libérer par des moyens pacifiques, de la domination étrangère et de construire une nouvelle vie de liberté et d'indépendance. On cite l'exemple de pays du soi-disant tiers monde pour prouver que la bourgeoisie et même les grands propriétaires fonciers, sont capables de diriger de façon conséquente le mouvement de libération nationale. S'ils s'unissent en un bloc indépendant — disent-ils — les pays pauvres, sous la direction de ces forces arriveront à se développer et à s'opposer aux puissants monopoles. De tels raisonnements passent sous silence les différences de régimes sociaux et la lutte de classes, la révolution et l'hégémonie du prolétariat. La lutte actuelle contre l'impérialisme se résume à une querelle générale entre pays arriérés, "en voie de développement", et pays riches. La bourgeoisie nationale d'Amérique latine donne elle aussi sa version du processus historique en cours, en cherchant à camoufler le caractère du régime auquel elle collabore. Salvador Allende dit que le Chili est *"en marche vers le socialisme"*. Le général Alvarado déclare que le Pérou *"surmontera toutes les difficultés sans choisir entre le capitalisme et le communisme"*. Et Peron affirme que l'Argentine ne se tournera *"ni vers le capitalisme ni vers le collectivisme"*. L'Eglise Catholique cherche aussi à apparaître comme luttant pour une société plus humaine, *"ni capitaliste ni totalitaire"*.

Ces idées ne sont pas tout à fait nouvelles. Il y a longtemps que le rénégat Tito défend la thèse du non-alignement, présentée comme troisième voie entre le capitalisme et le socialisme. Khrouchtchev, traître à la révolution, a élaboré une prétendue voie non-capitaliste pour les pays peu développés. Parmi nous, pendant longtemps, le révisionniste Prestes et sa suite ont avancé l'idée selon laquelle l'actuel Etat brésilien et ses Forces Armées étaient en train de se démocratiser graduellement et que la voie des *"solutions positives"* et de la succession de gouvernements nationalistes bourgeois pour transformer le Brésil en pays indépendant et prospère devenait possible.

La vie démontre la fausseté de telles conceptions. Elles constituent de dangereux pièges tendus aux peuples, surtout lorsque les impérialistes nord-américains et les social-impérialistes soviétiques font des efforts pour propager des illusions sur une hypothétique époque de paix et de concorde internationale, en même temps qu'ils font des alliances contre-révolutionnaires pour affaiblir et écraser la révolution partout dans le monde.

Front uni national et front démocratique et anti-impérialiste

Une particularité de l'actuel mouvement anti-impérialiste est qu'il se déroule surtout dans les pays dépendants, au contraire des périodes antérieures, quand il se développait principalement dans les colonies et semi-colonies. Auparavant il était plus facile de former un Front Uni National. Maintenant s'impose le Front Démocratique et Anti-impérialiste. C'est une grave erreur de surestimer l'idée d'un front uni global incluant toutes les forces sociales des pays pauvres, sans considérer l'approfondissement des contradictions inter-

Depuis sa fondation, le Parti communiste du Brésil a su affronter la répression sanglante du coup d'Etat militaire de 1964.

nes et la liaison étroite d'une fraction importante de leurs classes dominantes avec l'impérialisme. Objectivement, tous les pays dépendants ou semi-coloniaux ont les mêmes problèmes à résoudre: en finir avec l'exploitation étrangère, liquider la structure économique rétrograde qui est à la base de cette exploitation et instaurer la démocratie pour les masses. Mais, la réalisation de cette tâche historique, indiscutablement de contenu bourgeois (car elle est destinée à accomplir des tâches nationales et démocratiques et non des tâches socialistes), appartient aux forces révolutionnaires de la société.

Différemment des colonies, dans lesquelles la nation ou la quasi-totalité de la nation participe à la lutte d'émancipation et pendant laquelle les intérêts contradictoires internes restent à l'arrière plan, dans les pays qui ont conquis leur indépendance nationale, le mouvement anti-impérialiste ne fait plus l'unanimité de la nation. Là, la lutte de classes s'intensifie surtout dans les régions où le capitalisme pénètre le plus et où il existe une forte concentration de la propriété foncière. Les grands propriétaires fonciers servent d'appui aux monopoles auxquels ils vendent des matières premières ainsi que des produits agricoles et d'élevage d'exportation et auxquels ils s'allient pour écraser les rébellions des paysans sans terre. Une fraction de la bourgeoisie liée aux oppresseurs, leur fournit des hommes de paille pour exploiter le pays ou pour s'associer à des entreprises qu'ils dirigent. Une autre fraction se déclare opposée à l'impérialisme mais prône des solutions fondamentalement réformistes, de compromis avec les impérialistes et la réaction intérieure. Les éléments révolutionnaires de la société, ceux qui s'opposent de façon décidée à l'exploitation étrangère et veulent le progrès social, ceux qui reflètent le mieux la contradiction qui s'approfondit entre les nations pauvres et les puissances capitalistes, sont les ouvriers, les paysans, la petite bourgeoisie urbaine, et, dans une certaine mesure, la moyenne bourgeoisie. Ils représentent de 85% à 95% de la population. Et pour arriver à leurs objectifs ils doivent s'unir dans **un front démocratique et anti-impérialiste.**

Au Brésil, par exemple, les grands propriétaires fonciers et une bonne partie de la grande bourgeoisie s'allient aux impérialistes, forment avec eux un bloc dirigé contre les intérêts fondamentaux de la nation. Ce bloc a tendance à se renforcer davantage car durant la dernière décennie la tendance de la grande bourgeoisie à s'associer au capital étranger s'est accentuée. Nombreux sont les industriels brésiliens qui d'une façon ou d'une autre, se sont liés aux capitalistes de l'extérieur. Le gouvernement de Castelo Branco, instauré avec le putsch de 1964, et particulièrement celui de Garrastazu Medici se sont révélés l'expression la plus achevée de cette alliance anti-nationale et antipopulaire. Leur politique économique et financière a comme base le capital étranger, et à travers la féroce exploitation des travailleurs, conduit à la concentration du capital aux mains d'un petit groupe. De cette orientation il résulte que l'impérialisme domine l'économie du pays, s'approprie de ses ressources naturelles et s'arroge des profits astronomiques. **Le Brésil contrairement à ce que prétendent les apologues du régime militaire, est de plus en plus dépendant.** Sa dette extérieure dépasse les dix milliards de dollars. Le développement capitaliste s'opère au seul bénéfice des trusts et des secteurs qui leur sont associés. Les ouvriers voient leurs salaires réels diminuer, les paysans se trouvent dans la plus grande misère, la petite bourgeoisie urbaine voit ses difficultés augmenter. Les petits et les moyens industriels et commerçants font faillite et sont écrasés par la lourde charge des impôts et par la concurrence des gros capitalistes. Aussi la fraction de la grande bourgeoisie qui n'est pas liée à l'impérialisme est touchée par cette situation. Elle n'arrive pas à mener ses affaires à bien et est obligée de laisser l'initiative au capital plus puissant. Dans ces circonstances, il est naturel que la flèche de la lutte anti-impérialiste se dirige **non seulement contre les monopoles étrangers, mais aussi contre les forces de la réaction intérieure, contre la dictature militaire qui représente les intérêts conjugués des monopolistes et des réactionnaires brésiliens.**

Dans les pays qui ont récemment obtenu leur indépendance et où l'ensemble de la population s'oppose au colonialisme et veut préserver son autonomie, il est encore possible, dans une certaine mesure, de former un front uni national, comme c'est le cas en Afrique. Dans ces pays la lutte se dirige contre le retour au passé d'humiliations et contre le racisme qui signifie la domination des blancs colonialistes. Mais dans le continent africain, il existe aussi plusieurs pays où la lutte anti-impérialiste ne peut pas réunir l'ensemble de la nation. Une fraction de celle-ci, qui en général se trouve au pouvoir, est aux cotés de l'im-

périalisme ou bien lui fait des concessions. De plus, le retard de l'Afrique s'explique non seulement par la domination étrangère, mais aussi par la tyrannie féodale exercée à l'encontre des larges masses de la populaiton.

La direction du mouvement anti-impérialiste

La question de la révolution ou de la voie pacifique est liée au problème de la direction du mouvement anti-impérialiste, de la force sociale qui peut le diriger avec succès.

La bourgeoisie - et encore moins les grands propriétaires fonciers - n'est pas en mesure de prendre la tête de la lutte d'émancipation et pour le progrès des pays arriérés. Là où le prolétariat se dresse comme une force indépendante, la bourgeoisie cesse d'être révolutionnaire. Quand elle ne s'allie pas à l'impérialisme, elle est fondamentalement réformiste. Elle craint davantage la révolution populaire que l'oppression étrangère. Elle se plaint, elle revendique, elle proteste, dans certains cas elle vote dans des assemblées internationales contre l'orientation du capital financier, mais elle se limite à prendre des mesures insignifiantes. Dans certains cas, elle attaque et dénonce le système impérialiste, mais elle fait en même temps des concessions extrêmement nuisibles aux intérêts nationaux. Le gouvernement bourgeois *"nationaliste"* du Mexique, par exemple, a appliqué en 1966 le *"Programme d'Industrialisation de la Frontière"*. D'après ce programme, les entreprises étrangères pouvaient installer des filiales à 100% sur une bande de terre de 20km au long de la frontière avec les Etats-Unis. L'importation des équipements, des produits semi-finis et des matières premières était exemptée des droits de douane s'ils entraient dans la production de produits manufacturés destinés à l'exportation. Au cours de ces six dernières années, 350 usines ont été installées, dont la majorité se trouve sous le contrôle nord-américain. Les ouvriers mexicains qui y travaillent touchent un salaire insignifiant par rapport aux salaires payés dans les maisons-mères. En 1970, déduction faite des charges sociales, le salaire horaire d'un ouvrier de la même usine était, aux Etats-Unis de US$ 4,26 et au Mexique de US$ 0,51.

Seul le prolétariat peut diriger le mouvement anti-impérialiste. Aucune autre classe, actuellement, n'a intérêt autant que lui à mener jusqu'au bout la lutte contre la réaction et l'impérialisme. Seul le prolétariat peut conduire avec détermination et conséquence ce mouvement. Le prolétariat, en alliance avec la paysannerie et groupant autour de cette alliance la petite bourgeoisie urbaine et d'autres secteurs démocratiques et patriotiques de la nation, devient une force puissante, apte à détruire les obstacles qui entravent le progrès et à édifier une vie nouvelle. Le fait que le prolétariat dans plusieurs pays n'ait pas joué un tel rôle à cause de la trahison du révisionnisme et de la longue domination du réformisme, ne dévalue pas cette thèse. Tôt ou tard, le prolétariat se détachera de l'opportunisme et se placera à l'avant-garde des masses populaires pour les mener à la victoire.

Mais le prolétariat ne peut remplir son rôle d'avant-garde que s'il est dirigé par son Parti d'avant-garde, le Parti Communiste, guidé par la théorie marxiste-léniniste. Politiquement, c'est le Parti qui exprime la direction de la classe ouvrière. Et lui seul, s'il suit une juste orientation, pourra traduire les intérêts réels présents et futurs des travailleurs exploités et opprimés par le capitalisme. La classe ouvrière, sans son Parti authentiquement révolutionnaire et étroitement lié à elle, n'est qu'une masse de manoeuvre pour les démagogues ou bien un simple appoint de la bourgeoisie. Le Parti Communiste est en état de réunir l'expérience et les connaissances nécessaires pour diriger correctement la lutte de libération.

Ce n'est pas par hasard que l'impérialisme, le social-impérialisme et la réaction concentrent leurs attaques contre les marxistes-léninistes, qui sont persécutés, emprisonnés et tués. La bourgeoisie coexiste avec les révisionnistes, elle marche à leurs côtés, parce qu'ils l'aident à corrompre la conscience du prolétariat. La campagne internationale entreprise dans tous les domaines contre le marxisme-léninisme et contre les authentiques partis de la classe ouvrière vise à empêcher cette classe d'accomplir son rôle de force dirigeante dans la révolution.

C'est pour cela que renforcer les authentiques Partis Communistes et faire de son mieux pour les lier étroitement aux masses, les appuyer et les aider par tous les moyens, défendre le marxisme-léninisme et dénoncer les théories opportunistes, est le devoir révolutionnaire fondamental de la période actuelle.. Ne pas comprendre cette question ou bien la négliger sous prétexte d'élargir le front uni, revient à tomber dans des positions opportunistes de droite, et à perdre la vision correcte de la marche des événements historiques.

D'autre part, la direction de la classe ouvrière s'impose car c'est elle qui apporte la seule perspective juste au mouvement anti-impérialiste.

La révolution mûrit de plus en plus

La direction de la classe ouvrière et la perspective socialiste ne doivent pas, cependant, être confondues avec les positions aventurières ou sectaires. La révolution démocratique et anti-impérialiste est d'une autre nature que la révolution socialiste. Sa réalisation exige que soit créé un large front incluant les ouvriers, les paysans, la petite-bourgeoisie urbaine, l'intelligentsia progressiste, la partie de la bourgeoisie non liée à l'impérialisme et d'autres secteurs patriotes. Dans son programme elle se propose de conquérir la véritable indépendance nationale, la liberté, le progrès et la culture et de résoudre le problème agraire. Ses méthodes de lutte vont des grèves et manifestations aux actions armées. La guerre populaire est la voie sûre de la victoire.

Cette révolution est en marche dans les pays dépendants, coloniaux et semi-coloniaux et rien ne pourra l'arrêter. Malgré les efforts de l'impérialisme et du social-impérialisme pour l'écraser, en dépit de la diffusion de fausses théories et de l'activité des réformistes, le mouvement révolutionnaire va de l'avant. La double oppression - extérieure et intérieure - aggrave sérieusement la situation des larges masses, stimule et précipite la crise révolutionnaire, amène les peuples à des positions radicales. Nombreux sont les magnifiques exemples d'héroïsme et d'esprit de sacrifice. Le Vietnam, le Laos et le Cambodge ont sensibilisé le monde entier par leur bravoure légendaire dans la guerre de résistance à l'impérialisme nord-américain. Les actions armées s'élargissent à tous les Continents. Il y a des guerrillas en Angola, en Guinée Bissau et au Mozambique; en Rhodésie et en Namibie; en Indonésie, en Thaïlande, en Malaisie, en Birmanie, aux Philippines; dans le Golfe Arabique et dans les territoires occupés par Israel; en Irlande du Nord. Ainsi qu'en Colombie, au Guatemala, au Vénézuela, au Mexique et au Brésil. Ces guerrillas n'ont pas toutes une grande ampleur. Et parfois même elles n'en sont qu'à leurs débuts. Mais elles représentent l'esprit de révolte des

LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN MARCHE

peuples. Ce sont des foyers du grand incendie qui est appelé à changer complètement la physionomie du globe terrestre. A côté de la lutte armée, apparaissent les mouvements combatifs de masses contre l'impérialisme et la réaction qui mobilisent de gigantesques forces populaires. Bien que dans certains endroits, une bonne partie des masses soit sous l'influence de la bourgeoisie, ces mouvements constituent de véritables explosions révolutionnaires. Le niveau des luttes s'élève chaque fois davantage, l'aspiration à la révolution devient un sentiment général et irrésistible des peuples.

Pour que cette lutte se développe avec succès il faut une tactique ample et souple qui prenne en considération le rapport des forces nationales et internationales à chaque moment, la puissance de l'ennemi et sa capacité de manoeuvre, l'état d'esprit des masses et leur passage dans le camp de la révolution et qui assure des alliés même temporaires, aux courants progressistes. Comme a souligné le camarade Enver Hoxha avec justesse, il faut également une tactique combative qui contribue chaque jour et chaque heure, à la matérialisation de la stratégie révolutionnaire et élève constamment la conscience politique des masses.

Il est faux du point de vue politique, d'identifier un gouvernement qui permet certaines libertés démocratiques et prend des mesures limitées contre l'impérialisme à une dictature fasciste qui nie les droits les plus élémentaires du peuple et favorise les monopoles étrangers. Quand le capitalisme est en décomposition et quand la bourgeoisie restreint sans cesse la vie démocratique, la défense de la liberté et de l'indépendance nationale acquiert une énorme signification, elle est un grand drapeau dans les mains du peuple. Le mouvement révolutionnaire ne peut approuver la thèse selon laquelle les libertés démocratiques constituent un obstacle et qu'un régime représentatif est pire qu'une dictature ouverte. Il s'oppose fermement aux coups d'état militaires et à l'instauration de régimes dictatoriaux, mobilise les masses pour défendre les libertés démocratiques et considère que leur existence facilite la lutte anti-impérialiste. Il ne doit pas non plus rester en marge de la vie politique des pays où dominent des gouvernements réformistes, car pour convaincre les masses de la justesse des positions révolutionnaires, il ne suffit pas de critiquer l'orientation de ces gouvernements, de dénoncer leur inconséquence et de révéler leur caractère conciliateur. Il faut chercher à obtenir l'appui des masses dans l'action politique quotidienne, les aider à faire leur propre expérience et les préparer sur tous les plans à s'opposer à la violence contre-révolutionnaire.

L'impérialisme canadien a tous les intérêts du monde à soutenir la dictature fasciste et sanguinaire de Geisel au Brésil, terre de prédilection des capitaux canadiens.

Le mouvement révolutionnaire ne pourra pas avancer sans démasquer l'opportunisme de droite et de *"gauche"*. Lénine a mis en évidence les liens qui unissent l'impérialisme à l'opportunisme. Il a montré que dans la mesure où la lutte des puissances impérialistes pour la domination du monde s'intensifie, la tendance opportuniste dans une fraction de la classe ouvrière, corrompue par les pots-de-vin du capital financier, se renforce. De là il a conclu que la lutte contre l'impérialisme séparée du combat contre l'opportunisme est fausse et sans contenu. Les révisionnistes modernes sont des agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. Ils prônent le réformisme, considèrent qu'il est possible de conquérir la véritable indépendance et le progrès social par la voie pacifique, parlementaire, par la limitation graduelle de l'influence de l'impérialisme et des forces les plus réactionnaires. Ils répandent des illusions sur le pseudo anti-impérialisme de l'Union Soviétique. Ils essaient de soumettre la lutte des peuples opprimés aux plans du social-impérialisme soviétique, aussi dangereux que l'impérialisme nord-américain. Les révisionnistes ont renié la révolution et ils trahissent la lutte d'émancipation. De même les groupes trotskistes sont aussi extrêmement nuisibles à la cause révolutionnaire, avec leurs conceptions ultra-gauchistes, qui nient la réalité et les étapes nécessaires à la révolution, avec leurs méthodes d'action aventurières, détachées des masses. Ils contribuent à l'échec des forces populaires et aident objectivement l'impérialisme et la réaction.

MAINTENIR TOUJOURS HAUT LEVÉ L'INVINCIBLE DRAPEAU DU MARXISME-LÉNINISME

Article paru dans "A CLASSE OPERÀRIA" (no 117 - juillet 77), organe central du P.C.d.B.

Il y a quatre ans, A CLASSE OPERARIA publiait l'article A PROPOS DE LA LUTTE ANTI-IMPERIALISTE. Cet article a représenté une prise de position ferme du Comité Central du Parti Communiste du Brésil au sujet du faux rôle attribué au dénommé tiers monde. Il a armé les communistes brésiliens d'une juste compréhension des problèmes liés au front-uni anti-impérialiste, il a donné une claire perspective de la lutte pour la révolution et pour l'hégémonie du prolétariat.

Entretemps, la vie a pleinement confirmé l'appréciation faite dans l'article cité: le Parti ne s'est pas laissé entraîner par l'orientation nuisible qui prônait des solutions réformistes, tiersmondistes, pour les pays dépendants. Il a évité, ainsi, la confusion idéologique dans ses rangs.

Aujourd'hui, quand prend corps et essaye de s'enraciner au sein du mouvement communiste la théorie des Trois Mondes, déroutante et anti-révolutionnaire, À PROPOS DE LA LUTTE ANTI-IMPÉRIALISTE acquiert une plus grande importance et a une grande actualité pour notre Parti. Bien qu'il n'aborde pas toutes les questions implicites dans cette théorie, les arguments qu'il développe s'opposent, dans l'essentiel, aux théories erronées qui lui donnent corps.

Présentement, au centre de la discussion idéologique se situe la théorie des Trois Mondes, qui exige un combat persévérant à tous ses ascects. Nous vivons un moment de définitions. De nouveau, comme dans les années 60, la question se pose d'accepter ou refuser une orientation qui atteint dans une large mesure les principes révolutionnaires du marxisme-léninisme.

La "décadence" de l'impérialisme yankee

L'ascendant d'un pays impérialiste sur les autres est un facteur de guerre car il cherche à rediviser le monde à son profit, et il n'y arrivera que par la force. Sans doute que l'Union Soviétique prétend dominer le monde, réaliser une politique agressive, hégémoniste et contre-révolutionnaire. Mais les Etats-Unis ont encore la prédominance face au social-impérialisme.

En admettant que les soviétiques arrivent à dépasser les nord-américains et prennent l'initiative de déclencher une agression à l'échelle mondiale, seraient-ils, par hasard, les seuls agresseurs? Les Etats-Unis ne tentent-ils pas, eux aussi, l'hégémonie? En défendant les positions qu'ils dominent, les pays impérialistes (en particulier les Etats-Unis), se préparent également à attaquer et battre le concurrent. Dans les conflits inter-impérialistes il n'y a pas agresseur et agressé, une cause juste et une cause injuste. Les deux bandes fomentent l'agression, la cause qu'ils défendent est unique. Par la guerre, ils continuent par d'autres moyens la politique expansionniste et de pillage qu'ils menaient auparavant.

L'Union Soviétique, en tant que puissance social-impérialiste, ne peut être sous-estimée. C'est un ennemi traître et sauvage, l'un des principaux fauteurs de guerre. Sous la cape du socialisme qu'elle a trahi et du léninisme qu'elle a renié, elle essaye de se frayer un chemin pour dominer les peuples. Ceux-ci font face à la grande tâche de la démasquer et de détruire ses plans hégémonistes. Mais il n'est pas moins dangereux ni moins barbare que son adversaire dans la dispute mondiale - l'impérialisme yankee. Il concentre la haine des masses travailleuses et populaires. Contre lui se tourne également la lutte des exploités et opprimés de tous les continents.

Il serait funeste pour le prolétariat de prendre parti pour l'un ou l'autre groupement belliciste, de s'allier à l'un d'entre eux. L'ennemi principal, dans ce cas, sont les deux bandes. Déjà au moment de la guerre inter-impérialiste de 1914/18, Lénine a exprimé la vraie politique prolétarienne en soutenant les décisions prises à Bâle contre la guerre et pour la transformation de celle-ci en guerre de libération sociale. Les partis qui se sont demandés qui était l'agresseur et le plus dangereux dans ce choc de chacals sont tombés dans le chauvinisme, ont trahi la cause internationale du prolétariat. Si les partis marxistes-léninistes de nos jours se laissent entraîner par l'absurdité de ce que dans une lutte quelconque, même dans les combats inter-impérialistes, il y a toujours un ennemi principal contre lequel la classe ouvrière doit se mettre aux côtés de son rival, ils commettraient l'erreur criminelle qui a mené à la faillite de la IIe Internationale.

En somme, la prétendue infériorité et décadence des Etats-Unis, proclamée par les théoriciens des Trois Mondes, sert à endormir la conscience révolutionnaire des exploités par le capital et à les attacher à la stratégie de l'un des deux blocs agressifs. De la même façon, la soi-disant aide du révisionisme soviétique à la libération nationale, son désir apparent de détente dans le monde, proclamé par les laquais du Kremlin, servent à tromper les peuples, à leur faire perdre la vigilance et à faciliter sa domination. S'appuyer sur l'une des superpuissances, quels que soient les prétextes invoqués; croire en leur démagogie pacifique; admettre que l'une d'entre elles pourrait se joindre aux opprimés pour aider à leur émancipation - c'est commettre la plus grave des erreurs, s'éloigner du principe de la lutte de classes, tourner le dos à la révolution et tomber dans le bourbier de l'opportunisme.

Le Tiers Monde

Comme pièce décisive de la théorie des Trois Mondes, entre le dénommé tiers monde. Il serait, dans les actuelles conditions, la force motrice du développement social, la base fondamentale pour la destruction des superpuissances et, en premier lieu, de l'Union Soviétique désignée comme l'ennemi principal et le plus dangereux. Il représenterait une force en ascension, remportant des victoires successives sur l'impérialisme. Les pays qu'il englobe seraient en train d'avancer dans la construction d'une société indépendante et progressiste.

Il y eu un temps où ce tiers monde ou pays non-alignés ou en voie de développement - trois désignations exprimant le même contenu - semblaient unis et obtenaient des succès considérables. Vers 1972/73 il a pris de l'ampleur. La revendication des 200 milles des eaux territoriales était présentée comme une ferme position anti-impérialiste (présentement les Etats-Unis l'Union Soviétique, la France ont adopté aussi les 200 milles). La hausse du prix du pétrole a été saluée comme la libération des pays opprimés par l'impérialisme et l'exigence de valorisation des matières premières du tiers monde indiquait comme un nouveau chemin pour l'émancipation nationale. Le tiers monde est devenu à la

LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN MARCHE

Pedro Pomar, secrétaire général du Parti communiste du Brésil mort assassiné en 1976, rencontre ici Henver Hoxha, président de l'Alabanie socialiste.

mode. Allende, au Chili; Peron, en Argentine; Velasco, au Pérou; Fidel, à Cuba - tous se disaient tiersmondistes. Même Geisel a flirté avec ce courant. Ce fut à cette époque que certains milieux révolutionnaires, socialistes, commencèrent à chanter des louanges au tiers monde et à s'en déclarer partie intégrante, obscurcissant les différences de principe entre le socialisme et le capitalisme.

Notre Parti n'a jamais accepté cet étrange classement, ni cet espèce de front uni mondial anti-impérjaliste. Depuis 1973 il montrait l'incohérence et le sens opportuniste qu'ils contenaient. *"Est fausse - disait l'article de A CLASSE OPERARIA - aussi bien théoriquement que politiquement, la perspective d'une troisième position présentée par certains courants au mouvement anti-impérialiste".*

Actuellement, que le veuillent ou non ses défenseurs, la conception de tiers monde est en crise. La prétendue indépendance de la majorité de ces pays n'a été qu'une brève illusion. Dans presque tous ont eu lieu des modifications qui ont mis fin aux velléités anti-impérialistes de leurs gouvernements. Ils sont devenus encore plus dépendants du capital financier international (y inclus celui de l'Union Soviétique). D'après les données publiées récemment par la CNUCD (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement) appuyées sur les chiffres fournis par la Banque Mondiale, la dette externe de ces pays qui, en 1974, était de 80 milliards de dollars, s'élève maintenant à 240 milliards, une lourde charge qui les transforme en vassaux des grandes puissances de l'argent. Eux aussi sont entrés dans la course aux armements. Ils n'ont jamais acheté autant d'armes sophistiquées, qui les attachent, techniquement et militairement, aux fournisseurs impérialistes. Les putsch et les élections frauduleuses ont détruit dans beaucoup d'entre eux ce qui demeurait de liberté démocratique et ont instauré des systèmes ultra-réactionnaires et fascistes. Leur unité s'est affaiblie. Dans plusieurs d'entre eux, sont apparues des tendances annexionnistes et en diverses régions ont explosé des disputes sanglantes. L'Inde, l'Indonésie, la Syrie, l'Iran et d'autres ont soumis par la force leurs voisins ou mènent des campagnes dans ce but. Le Brésil a soumis des pays limitrophes à ses intérêts et menace la Guyane. Le Pérou et le Chili s'arment et se menacent l'un l'autre. Le Guatemala veut annexer Belize. En Afrique les conflits territoriaux s'accentuent. Au delà des objectifs propres, condamnables, des classes dominantes de ces pays, il y a aussi le manège de l'impérialisme essayant d'utiliser les conflits et les disputes pour renforcer ses positions. Le développement des forces productives dans les pays arriérés a aboutit à un développement dépendant, subordonné au capital étranger, entièrement contraire aux intérêts de ces nations.

Et cela n'aurait pas pu se passer de façon différente. Parce que ce qu'on dénomme tiers monde, en réalité, ce sont les classes dominantes des pays semi-coloniaux et dépendants, les gouvernements qui les représentent. Ces classes, en général, sont réactionnaires, elles ont toujours été liées, d'une façon ou d'une autre, à l'impérialisme. Elles n'ont jamais cherché à le détruire. Elles sont les gardiens de structures rétrogrades. Pressées par les difficultés et sérieusement pressionnées par le mouvement révolutionnaire, elles commencèrent à revendiquer certains avantages. Toutefois, les solutions qu'elles présentent, d'ordre soit économique soit politique, sont liées à la "compréhension" et à "l'aide" des pays développés, c'est-à-dire aux grands monopoles. Ils veulent, comme ils le déclarent eux-mêmes, renégocier avec l'impérialisme. Ils ne représentent pas le vrai mouvement démocratique et anti-impérialiste qui grandit, sans aucun doute, dans presque tous les coins du Globe. Au contraire. Ce mouvement, qui groupe la majorité de chaque nation, lutte décidément contre de telles classes et de tels gouvernements, traîtres des intérêts nationaux.

Comment peut-on donc affirmer que ces forces réactionnaires sont le moteur du développement social? Comment admettre, sans commettre une grave erreur opportuniste, que cet ensemble hétérogène lié aux monopoles constitue le bastion de la lutte contre les superpuissances et pour la libération du joug de l'impérialisme? Les camarades albanais ont tout à fait raison quand ils assurent que *"en considérant globalement le dénommé tiers monde comme la force principale de la lutte contre l'impérialisme et de la révolution, comme le*

font les partisans de la théorie des Trois Mondes, sans faire aucune distinction entre les authentiques forces anti-impérialistes et révolutionnaires et les forces pro-impérialistes, réactionnaires et fascistes qui détiennent le pouvoir dans une série de pays en voie de développement, signifie s'éloigner d'une façon flagrante des enseignements du marxisme-léninisme et prêcher des points de vue typiquement opportunistes, causant la confusion et la déroute entre les forces révolutionnaires."

C'est un leurre que de dire aux peuples de serrer les rangs autour du tiers monde, c'est-à-dire des forces réactionnaires des pays sous-développés. De cette façon, ils ne réussiraient pas à résoudre leurs problèmes fondamentaux, secouer le joug de l'oppression et battre leurs ennemis jurés.

Les tiersmondistes évitent la révolution, ne la désirent pas ni luttent pour elle. Parce que la révolution - besoin objectif pour la libération nationale et sociale - est dirigée contre l'ennemi externe et également contre les gouvernements réactionnaires et fascistes des pays semi-coloniaux et dépendants. Eux, les tiersmondistes, ont formulé la thèse de ce que la tâche fondamentale de ces pays est la conquête de l'indépendance économique, étant donné que l'indépendance politique existerait déjà. Cette thèse, d'essence réformiste, vient à l'encontre des aspirations de la bourgeoisie réactionnaire. En séparant mécaniquement l'indépendance économique de l'indépendance politique, ils nient la nécessité de la révolution, soumettent la lutte des peuples à la direction de la bourgeoisie qui soi-disant se battrait pour l'indépendance économique, quand, en vérité, elle ouvre les portes de ses pays au capital étranger et fait des accords qui les assujettissent à l'impérialisme. Sans aucun doute, la conquête de la vraie indépendance politique est la prémisse fondamentale pour la réalisation de l'indépendance économique. Sans celle-là, celle-ci ne sera jamais obtenue. Justement pour cela, il faut faire la révolution, étant donné qu'aucun ou presque des dénommés pays du tiers monde n'ont une authentique indépendance nationale. Ils sont d'une façon ou d'une autre liés aux mailles du filet de la domination impérialiste, subissent le joug oppresseur des monopoles étrangers et conservent une structure agraire rétrograde. Leurs gouvernements sont généralement anti-populaires. Les peuples des nations opprimées "ne peuvent liquider l'exploitation et l'oppression impérialistes — disait l'article de A CLASSE OPERARIA, de juillet 1973 — qu'en parcourant le chemin de la révolution. Celle-ci doit balayer les principaux obstacles au progrès et à l'indépendance nationale, éloigner du pouvoir les forces réactionnaires, mettre en marge les secteurs conciliateurs, liquider la machine bureaucratique, assurer de larges libertés pour les masses et créer des forces armées populaires". Il signalait encore qu'une telle tâche exigeait la direction du prolétariat et une adéquate perspective socialiste.

Il n'est pas juste de parler de l'ascension du dénommé tiers monde. Ce qui est en ascension c'est le vrai mouvement démocratique et anti-impérialiste qui se développe dans presque tous les continents, faisant face à la plus brutale réaction des classes dirigeantes réactionnaires de ces pays. Un tel mouvement, et non pas le tiers monde, doit être considéré comme appui et allié de la révolution mondiale, l'un des pilliers où s'appuie la stratégie du prolétariat international. Il est faux de confondre ce mouvement avec les gouvernements réactionnaires. Ce serait fuir aux principes de la lutte de classes, tomber dans le bourbier du réformisme, du nationalisme étroit et anti-progressiste, que d'aider, à l'échelle mondiale, à la

Malgré ce qu'en disent les tenants de la "théorie des trois mondes", les réactionnaires comme Sadate qui vient de serrer la main de Moshe Dayan ont prouvé depuis longtemps leur caractère réactionnaire. Les peuples arabes et palestiniens, eux, le savent fort bien!

LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN MARCHE

conservation du système capitaliste dans sa dernière phase et se débattant dans une crise générale.

Deuxième monde, invention opportuniste

Dans le schéma stratégique de la théorie des Trois Mondes apparaît aussi un dénommé deuxième monde, présenté comme victime de la spoliation et de l'oppression de l'impérialisme yankee et du social-impérialisme soviétique. Il serait sous la menace immédiate de la domination russe et il s'opposerait à la croissante pression des Etats-Unis. Ses composantes seraient les pays impérialistes d'Europe et d'Asie et encore le Canada, l'Australie et les pays satellites européens de l'Union soviétique. Ils auraient des revendications communes qui les rapprocheraient des pays dépendants du tiers monde lequel ils pourraient aider et s'allier avec eux pour la lutte contre les superpuissances.

Ce deuxième monde, en vérité, est une invention opportuniste. Bien qu'il existe des menaces social-impérialistes et des pressions nord-américaines, les pays d'Europe Occidentale, le Japon, le Canada et l'Australie **sont des alliés des Etats-Unis et non des pays dépendants**. L'autre bloc de l'Europe Orientale, où pèsent les mécontentements sous-jacents, est l'allié de l'Union soviétique. Bien que retirés de leurs anciens domaines par le mouvement révolutionnaire, les pays d'Europe et le Japon continuent tels qu'auparavant — spoliateurs et exploiteurs des peuples. Leur nature rapace et belliciste n'a pas changé. Ils appliquent tous les formes néo-colonialistes dans leurs rapports avec les pays arriérés. Ils s'approchent tous des classes dominantes réactionnaires des nations opprimées visant a établir les ponts nécessaires à leur pénétration économique et au renfort de leur influence politique.

L'aide du deuxième au tiers monde est un mensonge. Il faudrait une totale absence d'esprit révolutionnaire pour voir, par exemple, dans l'Accord Nucléaire de l'Allemagne Fédérale avec la dictature brésilienne une aide aux efforts de notre peuple pour sa réelle indépendance. Cet accord, profondément nuisible aux intérêts fondamentaux du Brésil, combattu par d'amples forces patriotiques, est une affaire grande et rentable pour les monopolistes germaniques, le moyen pour eux de mettre leurs mains sur les réserves d'uranium du pays et, surtout, de contribuer pour l'armement nucléaire de l'Allemagne. Il servira aussi au régime militaire brésilien pour fabriquer l'arme atomique destinée à menacer les peuples voisins et à satisfaire les ambitions mégalomaniaques de grande puissance des généraux fascistes.

De nos jours, l'Allemagne Fédérale est l'un des plus grands investisseurs au Brésil, elle occupe le rang juste après celui des Etats-Unis. Le but de ses investissements ne diffère en rien de ceux des monopoles yankees. Elle exploite sans pitié les travailleurs et le peuple brésilien, elle arrache de leur travail et du pillage des richesses naturelles des profits fabuleux. Est-ce que les monopolistes germaniques agissent différemment dans d'autres pays? Partout ils agissent de la même manière.

Les pays dits du deuxième monde non seulement investissent des capitaux, mais ils exploitent les matières-premières, réalisent des emprunts lucratifs, effectuent de coûteuses assistances techniques ou cherchent à garantir des positions importantes dans les marchés internes des pays sous-développés. Ils agissent aussi, et de plus en plus ouvertement, dans le domaine politique, tâchant d'y renforcer leur influence. Il est connu que l'Allemagne Fédérale, alliée aux Etats-Unis ou pour son propre compte, réalise une intense activité dans ce sens, essayant d'empêcher des procès politiques qui ne conviennent pas à l'impérialisme. Au Portugal et en Espagne elle a financé et soutenu du point de vue politique les dénommés cercles modérés de ces pays avec l'intention d'éviter l'avance de la gauche. En Amérique latine elle cherche à mettre debout un mouvement social-démocrate (ou démocrate-chrétien) comme protection contre les forces révolutionnaires après la chute des dictatures qui y prolifèrent. La France — qui possède encore des colonies — intensifie son activité en Afrique, cherchant à grouper autour de la métropole les pays qu'elle dominait naguère. Elle leur vend des armements sophistiqués, accompagnés de techniciens et conseillers français. Elle prend même part dans des actions militaires, comme c'est le cas du Tchad et du Zaïre. L'Angleterre, qui combat le peuple d'Irlande et réalise des manoeuvres de guerre contre l'Islande, poursuit le rassemblement de ses anciennes colonies au sein de la Communauté Britannique. Bien qu'ils aient perdu la *"magnificence coloniale"* les pays impérialistes d'Europe et d'Asie n'ont pas cessé d'être monopolistes et colonialistes. Les profits financiers provenant de leurs capitaux à l'extérieur, du commerce inégal avec les pays sous-développés, de la vente d'armements, des intérêts, des emprunts usuriers, etc, représentent encore une partie considérable de la rente nationale, c'est-à-dire du volume global des profits capitalistes. Ce sont des ennemis de la révolution, des adversaires de la liberté et de l'indépendance des peuples opprimés. Il existe entre eux des contradictions, de même qu'entre eux et l'impérialisme yankee et le social-impérialisme russe. Mais ce sont des contradictions inévitables entre exploiteurs, entre fauves d'une même tanière.

L'union tellement parlée de ce "monde" avec le dénommé tiers monde ne sert pas la politique de libération nationale, mais sert celle de l'alliance des pays impérialistes d'Europe et d'Asie avec les classes dominantes réactionnaires des nations opprimées. Elle les aide à reconquérir des positions qu'ils avaient perdues et à augmenter la spoliation qu'ils réalisent déjà. Une orientation si nocive trompe les peuples avec une perspective fausse, sème la confusion dans le mouvement démocratique et anti-impérialiste. Naturellement, on peut et on doit utiliser habilement et chaque fois que possible les contradictions au sein du camp impérialiste, jamais, toutefois, en admettant que l'ennemi se transformera en ami, et qu'ils aura les mêmes buts que les nôtres ou voudra liquider le système auquel il appartient et qu'il défend de toutes ses forces.

Moment de décision

La théorie des Trois Mondes s'oppose de façon frontale à la doctrine marxiste-léniniste. Les chemins que l'une et l'autre indiquent sont distincts. L'un des chemins mène à la révolution (de libération nationale et sociale); l'autre, à la conservation du système capitaliste-impérialiste. L'un d'eux, favorise la lutte pour l'hégémonie du prolétariat; l'autre, place la classe ouvrière et les forces progressistes à la traîne de la bourgeoisie. L'un, aide au renfort des Partis Communistes et à l'éveil et l'union des grandes masses exploitées et opprimées; l'autre, désintègre les partis des forces d'avant-garde, dissout le mouvement révolutionnaire au sein d'un front où sont prédominants les courants réactionnaires. L'un, élève la conscience politique et la combativité des travailleurs et des masses populaires; l'autre, rabaisse la conscience de classe du prolétariat.

VIENT DE PARAITRE

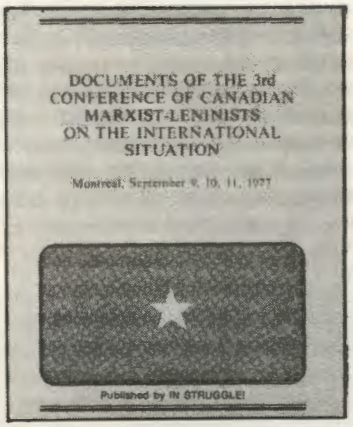
CALENDRIER 1978 D'EN LUTTE!

Le gel des salaires ce n'est pas une "affaire classée", comme plusieurs se plaisent à le dire Et en ce sens les mois qui viennent seront décisifs pour la classe ouvrière canadienne. Réussira-t-elle à faire reculer l'Etat capitaliste ou acceptera-t-elle de continuer à se serrer la ceinture et à se voir dépossédée de ses droits? Voilà l'enjeu de la lutte actuelle.

Pour gagner cette bataille dont la bourgeoisie veut nous détourner à tout prix, les ouvriers canadiens ne peuvent que s'appuyer sur leur passé collectif de classe, sur cette histoire de lutte au cours de laquelle ils ont commencé à comprendre la force de leur unité contre l'ennemi.

C'est dans cette perspective qu'EN LUTTE! publie ce calendrier: pour aider le prolétariat à retrouver à travers les événements marquants de son passé ce qui fait sa force et celle de tous les peuples opprimés, pour l'inciter à la guerre de classe contre la bourgeoisie canadienne, pour le retrait de la loi C-73 et de tout contrôle de nos salaires, et pour l'inviter, dans le feu de cette lutte, à jeter les bases de fer du parti prolétarien canadien.

DIFFUSONS LARGEMENT LE CALENDRIER D'EN LUTTE!
OFFRONS-LE EN CADEAU À NOS COMPAGNONS DE TRAVAIL, NOS PARENTS, NOS AMIS!
CONTRIBUONS AINSI A SOUTENIR FINANCIEREMENT LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE AU CANADA!


DOCUMENTS OF THE 3rd CONFERENCE OF CANADIAN MARXIST-LENINISTS ON THE INTERNATIONAL SITUATION
Published by IN STRUGGLE!

DOCUMENTS DE LA IIIe CONFÉRENCE NATIONALE DES MARXISTES-LÉNINISTES CANADIENS SUR LA SITUATION INTERNATIONALE

Les enjeux de la lutte du prolétariat international, l'analyse de la situation actuelle, la lutte contre l'impérialisme et les deux superpuissances, enfin la lutte contre notre propre bourgeoisie impérialiste, telles ont été les questions abordées à la IIIe conférence des marxistes-léninistes canadiens. L'étude des positions qui se sont affrontées à la IIIe conférence des marxistes-léninistes revêt une importance primordiale au moment où cette lutte se mène dans le mouvement marxiste-léniniste international. S'agit-il de poursuivre sur le chemin de la révolution, ou s'agit-il d'emprunter la voie des compromis avec l'impérialisme? Tel est l'enjeu du débat de la IIIe conférence, un débat dans lequel de plus en plus d'ouvriers, de femmes du peuple, d'étudiants, etc., doivent prendre position, car il en va de l'avenir de la révolution socialiste.

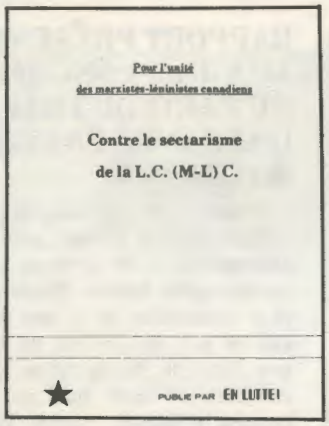
LES CAHIERS D'EN LUTTE!

La réédition des cahiers du journal EN LUTTE! no. 11 à 15 et no. 16-17-19-20 vise à rendre accessible les principes du marxisme-léninisme au plus grand nombre de lecteurs. Dans ces deux rééditions vous retrouverez des cahiers sur des questions aussi actuelles que la social-démocratie, le révisionnisme, le parti prolétarien de type léniniste, les syndicats, l'anti-communisme, le marxisme-léninisme sicence révolutionnaire du prolétariat, la question nationale. Autour de chacune de ces questions, les cahiers présentent les principes fondamentaux du marxisme-léninisme tels qu'élaborés et appliqués par Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung, des principes qui conservent aujourd'hui toute leur justesse pour guider la lutte du prolétariat canadien. Comme l'ont fait de nombreux ouvriers depuis plus de 4 ans que le journal EN LUTTE! publie les cahiers, n'hésitez pas à les étudier, à les discuter et surtout à les diffuser à vos camarades de travail.

Cahiers no. 11 à 15:
- La social-démocratie - Le révisionnisme - Le parti prolétarien de type léniniste - Les syndicats - L'anti-communisme.

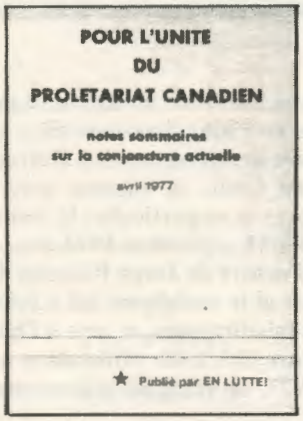
Cahiers no. 16-17-19-20:
Le marxisme-léninisme, science révolutionnaire du prolétariat - Les associations internationales prolétariennes - Le capitalisme et ses crises - La question nationale.

DISPONIBLES A NOS LIBRAIRIES



pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens
CONTRE LE SECTARISME DE LA L.C.(m.-l.)C

Alors même qu'aujourd'hui la Ligue communiste (m.-l.) du Canada s'apprête à s'auto-proclamer le parti de la classe ouvrière canadienne, alors même qu'elle vient tout juste d'exclure du mouvement marxiste-léniniste tous les groupes canadiens sauf elle..., cette brochure demeure d'une actualité brûlante. On y retrouve une critique profonde des erreurs qui ont marqué la fondation de la L.C.(m.-l.)C. et son attitude face à l'unité des marxistes-léninistes. Publié en juillet 1976, les positions de "Contre le sectarisme de la L.C.(m.-l.)C." n'ont cessé d'être confirmées depuis par les gestes mêmes de la L.C.(m.-l.)C.



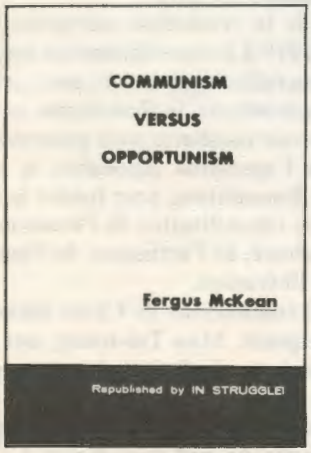
POUR L'UNITE DU PROLETARIAT CANADIEN (Notes sommaires sur la conjoncture actuelle)

L'analyse de la conjoncture ne révèle pas de soi la tactique; il faut encore, *sur la base de la ligne stratégique*, établir les moyens de transformer cette situation dans le sens du développement de la lutte révolutionnaire", (tiré de *"Pour l'unité du prolétariat canadien"*).

Voilà le coeur de ces *"Notes sommaires sur la conjoncture actuelle"* qu'EN LUTTE! a publiées dernièrement. Quelle tactique devons-nous actuellement utiliser dans la guerre de classe contre la bourgeoisie? Ou mieux: quelle tactique notre objectif stratégique actuel, c'est-à-dire la construction du Parti prolétarien, nous commande-t-il face à la conjoncture présente?

Dans cette brochure, le groupe EN LUTTE! défend l'idée que notre tactique actuelle doit être centrée sur le développement de l'unité du prolétariat et du peuple canadien, et que tout ce qui freine cette unité renforce la bourgeoisie.

L'intérêt d'une telle brochure, c'est qu'on y fait le lien entre la situation nationale et internationale, la lutte contre l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier et celle au sein du mouvement communiste, la conjoncture et les tâches qu'elle nous impose, les différentes mesures de crise et la politique de la bourgeoisie. Pour résumer le tout, *"Pour l'unité du prolétariat canadien"* est une analyse qui fait le lien entre les divers phénomènes et montre le maillon dont il faut se saisir pour tirer toute la chaîne à nous!



COMMUNISM VERSUS OPPORTUNISM, par Fergus McKean

Nous présentons aujourd'hui à nos lecteurs cette réédition d'un document historique de la lutte de ligne au sein du Parti communiste canadien...

L'auteur de ce document, Fergus McKean, était alors secrétaire général de l'aile provinciale de Colombie-Britannique du Parti communiste canadien (P.C.C.). Auparavant, pendant six ans, il avait siégé au Comité central du P.C.C.. Communism Versus Opportunism est l'instrument avec lequel McKean s'attaqua à la direction du P.C.C. qu'il accusait d'avoir sombré totalement dans le révisionnisme...

Rares sont les documents qui traitent de la lutte de ligne au sein du P.C.C. Celui-ci est d'autant plus précieux qu'il est le premier à avoir abordé la question de la dégénérescence du P.C.C., qui ait tenté d'en retracer les origines historiques, de préciser les facteurs qui expliquent cette dégénérescence. Sans compter que McKean est le premier à en être venu à la conclusion qu'il fallait reconstruire le Parti révolutionnaire du prolétariat. (extraits de l'introduction).

Réédition EN LUTTE! (*disponible en anglais seulement*).

DISPONIBLES A NOS LIBRAIRIES

EMPARONS-NOUS DU MANIFESTE CONTRE LA LOI C-73 ET LE CONTRÔLE DES SALAIRES

"Il y a 16 mois, la bourgeoisie canadienne s'unissait derrière son Etat pour lancer une offensive en règle contre tous les travailleurs et toutes les couches du peuple canadien... Réussirons-nous à marquer des points et à faire reculer l'Etat capitaliste ou accepterons-nous de continuer à nous serrer la ceinture et à nous voir déposséder de nos droits: voilà l'enjeu de la lutte actuelle." Publié par EN LUTTE!

RAPPORT PRÉSENTÉ AU VIIème CONGRES DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE, ENVERS HOXHA

"Pour unir les peuples dans la lutte pour la liberté, pour l'indépendance et le progrès social contre toute forme d'oppression et d'exploitation de la part de qui que ce soit, il convient de tracer une ligne de démarcation, de tirer bien au clair quel est leur ennemi principal, contre qui ils doivent lutter et avec qui ils doivent s'unir". (p. 157, édition N.B.E.)

CHILI I - UNE TENTATIVE DE "COMPROMIS HISTORIQUE"
Jorge Palacios

Dans ce premier volume consacré au Chili, Jorge Palacios, fondateur et membre du Parti communiste révolutionnaire du Chili (fondé en 1966), dresse un bilan historique de l'expérience de la classe ouvrière chilienne des dernières années. Retraçant la naissance du Parti communiste révolutionnaire du Chili, sa rupture avec le révisionnisme, analysant le rôle des deux superpuissances et en particulier la traîtrise du social-impérialisme soviétique dans le coup d'Etat du 11 septembre 1973 ainsi que la stratégie de l'Unité populaire de Salvador Allende, l'oeuvre de Jorge Palacios démontre avec faits à l'appui "que ce n'est pas le marxisme ni le socialisme qui a échoué au Chili et que cette théorie, faisant place nette de ses falsificateurs, et unie à l'héroïque capacité de lutte de notre peuple, nous conduira à notre libération nationale et à un socialisme authentique". (p. 12) (Editions N.B.E. 1977, en français seulement)

A HISTORY OF THE MODERN CHINESE REVOLUTION
Ho Kan-Chih

Ce livre constitue un document important pour tous ceux qui veulent apprendre de l'histoire de la révolution chinoise, de celle de son parti d'avant-garde et des luttes de lignes qui l'ont traversée. Comme le disent les éditeurs du livre:

"Ce livre est un compte-rendu systématique de la révolution entreprise par le peuple chinois durant de la période allant du 4 mai 1919 à la transformation socialiste de 1956. Le livre décrit comment le peuple chinois, se ralliant autour du parti communiste de Chine, a mené une lutte résolue contre l'impérialisme, le féodalisme, et la bureaucratie capitaliste. Comment finalement, après avoir combattu trois guerres civiles révolutionnaires et la guerre de résistance contre l'agression japonaise, le peuple chinois a renversé l'impérialisme réactionnaire et le Kuomintang pour fonder la République populaire de Chine. Ce livre traite aussi de la réhabilitation de l'économie nationale et de la transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat, de l'industrie privée et du commerce dans la période suivant la libération.

Le compte-rendu détaillé de l'histoire du Parti communiste de Chine durant différentes périodes et la façon dont le parti et son dirigeant, Mao Tsé-toung, ont appliqué le marxisme-léninisme aux problèmes concrets de la révolution chinoise, en font un livre du plus haut intérêt."

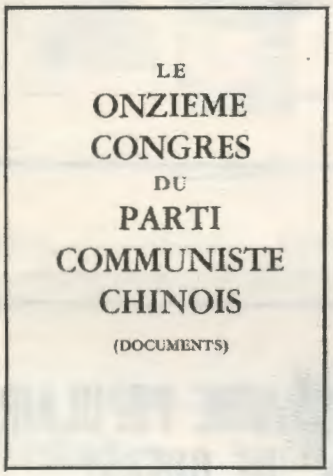
(L'édition anglaise actuelle est une réédition publiée par les Editions en Langues Etrangères, Pékin 1959; réédité par Manika Barua Books and Periodicals, Calcutta 1977, en anglais seulement).

DISPONIBLES A NOS LIBRAIRIES

TOME V DES OEUVRES CHOISIES DE MAO TSE-TOUNG

La traduction anglaise du tome V des oeuvres de Mao Tsé-toung vient de paraître et la traduction française sera disponible très bientôt en librairie. Cet événement revêt pour le prolétariat international une grande importance. Retraçant l'histoire des huit premières années qui ont suivi la Révolution chinoise, Mao Tsé-toung dresse le bilan de cette expérience révolutionnaire, une expérience qui n'est pas simplement le lot du peuple chinois mais l'héritage du prolétariat international. Appliquant les enseignements universels du marxisme-léninisme, Mao-Tsé-toung y expose des thèses aussi fondamentales que celle de la poursuite de la lutte de classes sous le socialisme, affirmant clairement que la contradiction principale sous le socialisme est "la contradiction entre la classe ouvrière et la bourgeoisie". **Il y expose les principes fondamentaux de l'édification du socialisme sous la dictature du prolétariat, en luttant contre les points de vue révisionnistes qui ont entraîné le retour au capitalisme en U.R.S.S., points de vue que Mao Tsé-toung a toujours su combattre victorieusement au sein du Parti communiste chinois à travers les nombreuses luttes de lignes qui ont marqué son histoire. Le tome V des Oeuvres choisies de Mao Tsé-toung tout comme l'ensemble de son oeuvre, constitue un guide inestimable pour tous les peuples du monde.**

(En anglais seulement, bientôt disponible en français)



LE XIe CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS (documents)

Les documents du XIe congrès du Parti communiste chinois contiennent le rapport politique accepté au congrès et présenté par le président Hua Kuo-feng, les modifications apportées aux statuts du Parti communiste chinois et l'allocution de clôture du congrès. Le rapport politique de Hua Kuo-feng dresse le bilan de la lutte de lignes qui a récemment entraîné la condamnation de la Bande des quatre et analyse les implications politiques de cette lutte dans l'édification du socialisme en Chine. Proclamant la fin victorieuse de la grande Révolution culturelle chinoise, le rapport affirme "mais cela ne signifie pas du tout la fin de la lutte des classes, ni l'achèvement de la révolution continue sous le socialisme... Nous irons jusqu'au bout dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat".

Le rapport réaffirme la ligne du Parti communiste chinois sur les questions internationales et en particulier son attachement à la "théorie des trois mondes". Les marxistes-léninistes canadiens, les individus progressistes doivent étudier attentivement les documents des différents partis communistes dans le monde, afin de bien comprendre les différents points de vue et de prendre position dans le débat qui a cours actuellement dans le mouvement communiste international.

(Editions en langues étrangères, Pékin 1977).

ABONNEZ-VOUS AUJOURD'HUI À EN LUTTE!

EN LUTTE! est le journal du groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!/IN STRUGGLE! Il paraît à chaque deux semaines, en anglais et en français et est diffusé à travers tout le pays, de Halifax à Vancouver. Dans quelques mois, EN LUTTE! va se transformer en un journal hebdomadaire, et pour réaliser cet objectif nous avons grandement besoin du soutien de tous les ouvriers et progressistes canadiens.

Une des formes principales de soutien consiste à s'abonner et à souscrire au journal car cela constitue un revenu stable sur lequel nous pouvons compter pour aller de l'avant. Voilà pourquoi nous augmentons à partir du numéro 100 le prix de l'abonnement régulier à $10.00.

Le développement d'une presse communiste est partie prenante de la construction du parti prolétarien marxiste-léniniste et par les faits mêmes, cela constitue un autre clou dans le cercueil de la bourgeoisie impérialiste canadienne.

TARIFS
(abonnements envoyés sous pli)
- **ABONNEMENTS RÉGULIER (Canada)**
  ☐ $10.00 pour 25 numéros du journal
- **ABONNEMENT DE SOUTIEN (Canada)**
  ☐ $15.00 pour 25 numéros du journal
- **ETRANGER (y inclus les USA)**
  ☐ $15.00 pour 25 numéros du journal

Ci-inclus $..... pour un abonnement d'un an au journal EN LUTTE!

Abonnement régulier à commencer avec VOLUME..... NUMÉRO.....

SOUSCRIPTIONS

Je veux m'inscrire au programme mensuel de souscription du journal EN LUTTE! et à la construction d'une véritable presse communiste à l'échelle de tout le pays. Je vais contribuer $5.00 ☐ $10.00 ☐ $15.00 ☐ ou plus $..... par mois pendant un an.

Envoyez de préférence vos mandats à l'adresse suivante:

EN LUTTE!
4933 rue de Grand Pré, Montréal, P.Q.,
CANADA

NOM .....
ADRESSE .....
VILLE .....
PROV/ÉTAT/COMTÉ .....
PAYS .....
OCCUPATION .....
LIEU DE TRAVAIL .....

LIBRAIRIE L'ETINCELLE

4933, de Grand Pré,
Montréal, tél.: (514) 844-0756
(une rue à l'ouest de St-Denis, au coin de St-Joseph, métro Laurier, sortie St-Joseph)

Heures d'ouverture
Lundi, Mardi, Mercredi de 10h. à 18h.
Jeudi, Vendredi de 10h. à 21h.
Samedi de 10h. à 17h.

LIBRAIRIE SPARK

2749 Rue Dundas Ouest, Toronto
B.P. 841, Station "A", Scarborough
Tél.: (416) 763-4413
(½ mille au nord de Bloor)

Heures d'ouverture
Jeudi: 14h00 à 19h00
Vendredi: 16h00 à 21h00
Samedi: 12h00 à 17h00

LIBRAIRIE POPULAIRE DE QUEBEC

290, de la Couronne, Québec
C.P. 3308, St-Roch, tél.: (418) 522-2186

Heures d'ouverture
Lundi, Mardi, Mercredi de 12h. à 17h.
Jeudi, Vendredi de 12h. à 21h.

Livres et periodiques marxistes-léninistes du monde, publications sur la lutte de classe au Canada et sur la lutte de libération dans le Tiers-Monde. Toutes les publications d'EN LUTTE! (journal, revue, brochures, posters). Marxist-Leninist works are also available in English.

PROJET DE PROGRAMME POUR LE PARTI PROLÉTARIEN ET COMMENTAIRES AU PROJET DE PROGRAMME

PROJET
DE
PROGRAMME
pour
le Parti prolétarien
canadien

présenté par
le groupe
marxiste-léniniste canadien
EN LUTTE!

EN LUTTE! vient de publier son projet de programme pour le parti prolétarien **ainsi que les** commentaires au projet de programme **tous deux réunis dans une même brochure.**

Ces deux documents ont une importance fondamentale pour le prolétariat canadien et pour tous les marxistes-léninistes de Halifax à Vancouver. Le Projet de programme **que nous présentons aujourd'hui est le fruit d'une lutte amorcée depuis plus d'un an au sein de notre groupe et du mouvement marxiste-léniniste canadien. Cette lutte, jalonnée par la tenue des trois conférences nationales des marxistes-léninistes canadiens, vise à redonner à la classe ouvrière canadienne son étendard, le programme marxiste-léniniste, un programme qu'il sera dorénavant en mesure d'opposer à tous les programmes de la bourgeoisie et de ses partis libéraux, conservateurs, sociaux-démocrates ou révisionnistes.**

Le projet de programme **que nous soumettons aujourd'hui à la critique du mouvement marxiste-léniniste et des ouvriers canadiens représente un bref exposé des thèses essentielles du parti, il définit les buts et les tâches gérales du prolétariat pour toute la période qui doit nous mener à la révolution socialiste. Les commentaires, quant à eux, fournissent les explications complémentaires nécessaires à la compréhension du programme, ils développent chacune des thèses et chacun des articles du programme. Ils constituent en ce sens une arme essentielle à la juste compréhension du programme lui-même.**

Tous les marxistes-léninistes, toutes les ouvrières,tous les ouvriers conscients de la nécessité de renverser le capitalisme et de redonner à la classe ouvrière son parti d'avant garde, le parti prolétarien, doivent se faire un devoir d'étudier le programme et ses commentaires. Ce projet de programme **doit être débattu largement au cours des prochains mois, il doit être critiqué en partant du point de vue du prolétariat, finalement, il doit être soumis à l'épreuve de la pratique dans le feu de la lutte de classe. C'est à ce prix que nous pourrons unir la classe ouvrière derrière son programme révolutionnaire et derrière son parti marxiste-léniniste.**

REDONNONS AU PROLÉTARIAT CANADIEN SON ÉTENDARD:
LE PROGRAMME MARXISTE-LÉNINISTE!
DISCUTONS DU PROJET DE PROGRAMME D'EN LUTTE!
DIFFUSONS-LE À NOS CAMARADES DE TRAVAIL,
VÉRIFIONS SA JUSTESSE DANS NOS LUTTES!

201-8 Prix: $1.50